



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

30 juin 2025



5 AOÛT 2025

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2025

Les comptes semestriels résumés ont fait l'objet d'un examen limité.

SOMMAIRE

CHAPITRE 1 – Personne responsable et attestation

Personne qui assume la responsabilité du rapport financier semestriel

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

CHAPITRE 2 – Rapport semestriel d'activité

CHAPITRE 3 – Comptes

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes semestriels résumés

Comptes semestriels résumés

CHAPITRE 4 – Documents accessibles au public

Contacts

CHAPITRE 1 – Personne responsable de l'attestation

Personne qui assume la responsabilité du rapport financier semestriel

Didier MOATÉ, directeur général

Attestation du responsable du rapport financier semestriel

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes semestriels consolidés sont établis conformément au corps de normes comptables applicables et donnent une image fidèle et honnête du patrimoine, de la situation financière et du résultat de l'émetteur, ainsi que de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Didier MOATÉ
Paris, le 5 août 2025

CHAPITRE 2 – Rapport semestriel d'activité

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ JUIN 2025

1 – Evènements significatifs du premier semestre et incidences sur les comptes semestriels

Il est rappelé que Nathalie Bulckaert-Grégoire, dirigeante effective et directrice générale adjointe depuis le 6 février 2024 a été nommée le 4 février 2025 dirigeante effective et directrice générale déléguée.

A la suite du lancement fin 2024 de son plan stratégique « Palatine 2030 », qui exprime notamment sa raison d'être et qui s'engage, résolument, dans l'accompagnement des transitions de la société et de ses clients, la Banque Palatine a lancé ses travaux autour de 20 premiers projets significatifs de ce plan.

En février 2025, le Groupe BPCE a lancé un projet de fusion informatique « Orion », dans lequel la Banque Palatine est pleinement intégrée.

Du haut de ses 240 années d'expérience, la marque Palatine fête en 2025 ses 20 ans et continue de cultiver « L'Art d'être Banquier ».

Le centre d'affaires et banque privée de Saint-Etienne a emménagé le 20 juin 2025 dans ses nouveaux locaux situés au 17 rue Cugnot.

2 – Evènements postérieurs à la clôture

Entre le 30 juin, date de clôture des comptes, et le 5 août 2025, il n'est survenu aucun évènement susceptible d'avoir une influence notable sur la situation financière ou sur le résultat de la Banque Palatine.

3 – L'activité au cours du premier semestre 2025

Environnement

Les événements qui ont marqué la première moitié de l'année 2025 révèlent un monde à la fois instable et imprévisible. L'élection de Donald Trump a profondément redéfini l'ordre mondial. Depuis son investiture le 20 janvier 2025, le président américain a multiplié les déclarations erratiques concernant sa stratégie intérieure et extérieure. Ces annonces ont exacerbé les tensions commerciales et accru l'incertitude entourant les politiques économiques et monétaires à travers le monde. A cela s'ajoute les incertitudes croissantes sur la scène internationale. Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient n'ont jamais été aussi fortes depuis des décennies.

Dans ce contexte, la croissance économique mondiale devrait décélérer en 2025, selon la mise à jour des perspectives économiques d'avril 2025 du Fonds Monétaire International (FMI). L'institution anticipe une croissance mondiale de 2,8 % pour l'année 2025, marquant une légère baisse par rapport à la projection de janvier 2025, qui prévoyait une expansion de 3,3 %.

Aux Etats-Unis, le dynamisme remarquable de l'année 2024 s'est brusquement retourné. Lors du « Libération day » le 2 avril 2025, l'introduction de droits de douane presque universels a provoqué des effets négatifs importants à court terme, impactant la demande et l'économie.

Ainsi, la stratégie protectionniste de l'administration Trump, qui vise à réindustrialiser le pays et à réduire le déficit commercial entraîne des conséquences majeures sur l'économie des États-Unis.

La demande des ménages est en berne comme l'illustre l'indice de confiance des consommateurs de l'Université du Michigan qui se rétracte de 13,3 points, passant de 74 à 60,7 points au cours du premier semestre 2025.

Consécutivement, les indicateurs avancés de mesure de la croissance de l'activité, Purchasing Managers Index (PMI) ont montré un essoufflement de l'économie américaine sur la première partie de l'année. A fin juin, l'indice PMI Composite de l'activité globale est en recul à 52,9 points.

Cependant, les indicateurs du marché du travail demeurent encourageants. Les indicateurs tels que le taux de chômage et les créations d'emplois non agricoles montrent que le marché du travail demeure dynamique.

Selon l'US Bureau of Labor Statistics, 147 000 emplois ont été créés en juin, ce qui correspond à la tendance observée les mois précédents. Tandis que le taux de chômage aux États-Unis s'élevait à 4,1 % en juin 2025.

Ainsi, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) ressort en contraction de -0,5% en rythme annuel d'après la troisième estimation du Bureau Of Economic Analysis (BEA). Le PIB américain n'avait plus été en contraction sur un trimestre depuis près de trois ans.

Sur le front de l'inflation, il n'est pas constaté de convergence significative vers la cible de 2% de l'inflation « cœur » aux Etats-Unis sur les premiers mois de l'année. D'après l'US Bureau of Labor Statistics, l'inflation sous-jacente s'est établie à 2,9% au mois de juin, au-delà du mandat de la Réserve Fédérale (FED). L'inflation globale s'élevait quant à elle à 2,7 %.

Dans cet environnement chahuté et face à la stagflation qui se dessine, la FED n'a pas assoupli sa politique monétaire en 2025, maintenant ses taux directeurs dans la fourchette [4.25% – 4.50%] depuis la dernière baisse intervenue le 18 décembre 2024.

La FED a jugé qu'en l'absence de décrochage significatif de l'emploi et de l'activité il était prématuré de procéder à un assouplissement monétaire sur le premier semestre.

En Zone Euro, l'économie fait preuve de résilience malgré la situation mondiale incertaine. Contrairement aux Etats-Unis, la conjoncture de la zone euro est plus lisible. Les indicateurs sont plus stables et l'inflation sous contrôle, ce qui facilite l'intervention de la Banque Centrale Européenne (BCE).

La BCE a abaissé quatre fois ses taux directeurs au premier semestre expliquant ces ajustements par la normalisation de l'inflation et le faible niveau de croissance de la zone euro. Lors de la réunion de politique monétaire du mois de juin 2025, les taux d'intérêts de la facilité de dépôt, des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal ont été ramenés à respectivement 2 %, 2,15 % et 2,40 %.

Toutefois, les menaces économiques et sécuritaires auxquelles l'Europe doit faire face en 2025 constituent en réalité une opportunité. En effet, le désengagement militaire des Etats-Unis a provoqué le sursaut du vieux continent. Les membres de l'Union européenne ont été amenés à coordonner leurs actions et à accroître leurs investissements en matière de défense.

Dans ce cadre, la commission européenne a présenté au mois de mars un plan de réarmement européen intitulé « Rearm EU ». Cette initiative a pour objectif de mobiliser jusqu'à 800 milliards d'euros afin de financer les infrastructures de défense européenne.

Dans le sillage des annonces au niveau européen, l'Allemagne a décidé de mettre fin à son orthodoxie budgétaire. En levant le frein à l'endettement, une mesure constitutionnelle qui restreint ses capacités d'investissements, cette décision permettra à l'Allemagne d'engager des investissements massifs pour

son réarmement. Ces programmes sont ainsi perçus comme une opportunité pour le développement de l'industrie de la défense et, *in fine*, pour la croissance européenne.

Au niveau macroéconomique, l'inflation dans la zone euro se stabilise proche de l'objectif de la BCE à 2% en juin, d'après l'estimation rapide d'Eurostat, et après 1,9 % en mai.

Du côté de l'activité, le PIB ajusté des variations saisonnières de la zone euro a enregistré, toujours selon Eurostat, une hausse modérée de 0,6 % au premier trimestre 2025. Sur la même période la croissance française s'est établie à +0,1%.

Sur le marché des taux en zone euro, la normalisation de la courbe des taux de swap se matérialise par une pentification de la courbe d'environ 44 points de base (bps). En effet, au cours du semestre, le taux de swap à 2 ans a enregistré une baisse de 22 bps à 1,91%, tandis que le taux à 10 ans a progressé de 22 bps à 2,57%, témoignant d'un ajustement des anticipations de taux d'intérêt à long terme.

Sur le marché obligataire, les taux de rendement des principaux pays de la zone euro à 10 ans sont orientés à la hausse, à l'exception de l'Italie.

Les rendements à 10 ans de la France (3,28%), de l'Allemagne (2,60%), de l'Espagne (3,24%) et du Portugal (3,05%) augmentent de 9 à 24 bps Tandis que le rendement italien se resserre de 5 bps, soutenu par une forte détente de son spread de crédit.

De l'autre côté de l'Atlantique, bien que la Réserve Fédérale ne soit pas intervenue sur les taux directeurs sur le premier semestre, il est constaté un réajustement des taux de marchés avec un mouvement de baisse généralisée et une légère pentification de la courbe.

Le taux à 2 ans a cédé près de 59bps pour s'établir à 3,49% quand le taux à 10 ans a baissé de 39bps, à 3,69%.

En ce qui concerne le taux de rendement des obligations américaines à 30 ans, il s'est d'abord détendu sur la première partie de l'année avant de s'emballer sur la seconde partie du semestre, passant même au-dessus de 5% au mois de mai, matérialisant ainsi les craintes des investisseurs sur la soutenabilité de la dette américaine dans un contexte d'annonces de dépenses massives de l'administration Trump.

Sur le marché des changes et des matières premières, deux tendances se dessinent face aux incertitudes économiques.

L'or connaît une forte appréciation, consolidant son statut de valeur refuge, tandis que le dollar américain fléchit face à ses devises partenaires. Le cours de l'or atteint des sommets en passant à plus de trois reprises au-dessus des 3 400 \$ l'once. Sa progression est de plus de 25 % depuis le début de l'année.

Cette hausse est principalement soutenue par la demande croissante des banques centrales, en particulier dans les principaux pays émergents, qui cherchent à « dédollariser » leurs réserves de change.

Dans le même temps, l'euro s'apprécie face au dollar, enregistrant une hausse de plus de 13 % au cours du premier semestre. Au 30 juin 2025, le cours de l'EUR/USD clôture à près de 1,18, marquant une évolution notable dans la perception du dollar, qui semble être de moins en moins considéré comme la valeur refuge de référence par le marché.

Sur les marchés boursiers, la volatilité qui avait prévalu au début de l'année a diminué. Les indices américains ainsi que les indices européens qui avaient fortement baissé à la suite des déclarations de Donald Trump sur les mesures tarifaires de début d'avril, ont retrouvé une dynamique positive.

En France, l'indice CAC 40 clôture le semestre à 7 666 points, marquant un rebond de plus de 3 % sur le premier semestre. Outre-Rhin, le DAX signe une progression remarquable d'un peu plus de 20% sur le premier semestre 2025.

L'Eurostoxx 50 s'apprécie quant à lui de 8,3% et clôture le premier semestre à 5 303 points.

Les indices boursiers américains affichent une croissance moins soutenue, avec le Nasdaq Composite et le S&P 500 qui enregistrent une performance d'environ 5,5 % et le Dow Jones Industrial Average, quant à lui s'adjuge une performance de près de 3,6 %.

Activité commerciale de la Banque Palatine

Activité de la banque commerciale

A compter du 1^{er} janvier 2025, la Direction commerciale a achevé sa transformation initiée au quatrième trimestre 2024 avec l'établissement de 3 Directions de Réseau de taille homogène :

- **France Nord Est** : 9 Centre d'Affaires & Banque Privée sous la direction de Noël Zemmour ;
- **France Sud Est** : 8 Centre d'Affaires & Banque Privée sous la direction de Pascal Tapissier ;
- **France Ouest** : 9 Centre d'Affaires & Banque Privée sous la direction de Pascal Covolo.

Cette évolution s'inscrit pleinement dans la vision stratégique de la Banque Palatine pour 2030 visant à renforcer son maillage national pour mieux accompagner ses clients.

Pour soutenir les managers de centre d'affaires et banque privée ainsi que des agences Premium, trois postes de responsable des contrôles réseau, dont les activités ont débuté le 1^{er} janvier 2025, ont été créés. L'ambition est d'améliorer l'efficacité commerciale tout en renforçant la performance sur les enjeux réglementaires.

Parallèlement, la Banque Palatine a poursuivi le plan de rénovation de son réseau commercial. Au cours du premier semestre, le centre d'affaires et banque privée d'Avignon, qui a emménagé le 9 janvier 2025 dans ses nouveaux locaux situés au 26 rue de la République, a été inauguré avec un espace conçu pour mieux servir et accueillir la clientèle.

Enfin, durant le premier trimestre, un vaste programme de formation consacré à l'Excellence relationnelle a été mis en œuvre afin d'accompagner le développement de la filière Banque Privée.

Marché des entreprises

La conquête de clients entreprises réalisant plus de 15 millions d'euros de chiffre d'affaires, est restée dynamique, mais en léger recul sur la même période 2024. Le premier semestre a ainsi enregistré 112 entrées en relation (contre 129 à mi-année 2024) permettant au fonds de commerce clients de la Banque Palatine de s'accroître de 2,8 % entre juin 2024 et juin 2025 pour atteindre 3 448 entreprises de plus de 15 millions d'euros de chiffre d'affaires.

Les synergies avec le marché de la clientèle privée ont permis l'ouverture de 140 clients banque privée pendant le premier semestre 2025 contre 210 en juin 2024.

La production de crédits à moyen et long terme aux entreprises au premier semestre 2025 est stable à 1 129,9 millions d'euros contre 1 144,7 millions d'euros en juin 2024. Cette production a permis aux encours de crédit à moyen et long terme et par tirages aux entreprises de progresser légèrement à 6 984,2 millions d'euros contre 6 933 millions d'euros en juin 2024.

Les ressources bilantielles du marché des entreprises, dans un contexte très concurrentiel, ont connu une progression significative de 16% à 11 110,4 millions d'euros fin juin 2025 contre 9 579,1 millions d'euros à fin juin 2024.

La Banque a réalisé un premier semestre 2025 en forte croissance de ses activités d'opérations de financements structurés qui ont généré un niveau de commissions en hausse de plus de 12% à 8,3 millions d'euros contre 7,4 millions d'euros au premier semestre 2024.

Marché de la banque privée

L'activité commerciale sur le premier semestre 2025 se caractérise par :

- Un niveau de conquête qui continue à être très soutenu, avec 759 nouveaux clients depuis le début de l'année soit +14% par rapport à l'an dernier, et un taux d'attrition maîtrisé.
- Une collecte brute globale en augmentation à 315 millions d'euros, avec respectivement 107 millions d'euros et 208 millions d'euros souscrits en assurance vie et en comptes titres.
- Une poursuite de la collecte en gestion sous mandat, et à l'accompagnement et à la formation des banquiers privés et des conseillers en gestion de patrimoine.
- Un encours global en épargne financière, valorisé à 3,3 milliards d'euros, qui reste stable par rapport au 31 décembre 2024. A contrario, un encours d'épargne bilancielle, à 2,1 milliards d'euros, en léger retrait sur la période (-7%).
- Une production nouvelle en crédit immobilier en nette hausse à 288 millions d'euros par rapport au 1er semestre 2024 (243 millions d'euros) soit une progression de +18%. A noter que les encours de crédit immobilier sont en progression de +3% à 3,2 milliards d'euros par rapport à décembre 2024.

La gestion d'actifs – Palatine Asset Management

Dans l'environnement décrit précédemment, les fonds actions de Palatine Asset Management (PAM) ont continué de souffrir sur le premier semestre 2025 en raison de la rotation sectorielle en faveur du style value par rapport au style Qualité caractéristique des stratégies de gestion de Palatine Asset Management.

Bien que les fonds aient montré une certaine résilience face à la forte baisse des marchés début avril 2025, la reprise qui a suivi a vu à nouveau les styles d'investissement Momentum (tendance) et Value (sous-évaluation) reprendre le pas, portés par les valeurs bancaires et défensives, ainsi qu'un retour en force des valeurs technologiques. Ce dernier point a favorisé le fonds Planète qui joue la transition à travers des solutions technologiques. En revanche, les fonds Emploi Durable, et plus particulièrement le fonds Valeurs Familiales, ont souffert de sous-performances significatives des valeurs de consommation, et du secteur du luxe en particulier.

Il est à noter que les performances du fonds actions américaines ont été excellentes depuis le début de l'année, affichant des classements en forte amélioration, validant ainsi une stratégie d'investissement innovante et différenciante axée notamment sur l'utilisation d'intelligence artificielle dans sa construction de portefeuille.

Parallèlement les petites et moyennes valeurs ont surperformé les grandes, reflétant un regain d'intérêt des investisseurs pour des entreprises moins vulnérables aux droits de douane et aux effets de change dans un environnement de baisse de taux.

Sur les fonds de crédit à court et moyen terme, la poursuite d'une gestion dynamique de la sensibilité aux taux ainsi que l'approche tactique adoptée sur le marché primaire ont permis d'obtenir de bonnes performances. Dans l'ensemble, par rapport à l'horizon d'investissement recommandé, la performance relative des fonds monétaires et obligataires reste bonne.

Dans ce contexte, PAM maintient sa stratégie d'investissement, centrée sur des entreprises européennes de premier plan, dans l'attente d'un environnement favorable au style, qui permettra de renouer avec les performances constatées de cette approche sur le long terme.

A fin juin 2025, PAM affiche une décollecte nette de 146 millions d'euros dont notamment -206 millions d'euros sur les fonds monétaires et un effet marché positif de 91 millions d'euros.

L'actif total sous gestion est de 4 milliards d'euros, au même niveau qu'à fin 2024.

Le résultat net du 1^{er} semestre 2025 reste solide avec 2,2 millions d'euros en hausse par rapport aux 2,1 millions d'euros du 1^{er} semestre 2024.

Les axes du plan stratégique en termes de produits et de style de gestion sont réaffirmés avec la concentration de la gamme sur la France et l'Europe en actions. Il est à noter que l'expertise développée sur Amérique (notamment intégration d'outils d'intelligence artificielle dans le process d'analyse) a porté ses fruits délivrant de bonnes performances et devrait permettre de promouvoir ce produit.

PAM réaffirme sa position sur l'investissement durable avec un positionnement « transition juste » et une différenciation sur la dimension sociale de l'ESG à travers les stratégies sur l'emploi durable (France et Europe).

Sur le plan commercial, les liens avec le réseau de la Banque Palatine et l'ancrage au Groupe BPCE demeurent des priorités. Sur la clientèle externe au Groupe, une transformation significative est engagée en faveur de la distribution notamment les conseillers en gestion de patrimoine, Family office et grandes plateformes qui passe par un référencement des Fonds phares chez les principaux assureurs, préalable sur lequel PAM a progressé.

Enfin, PAM a engagé une diversification à l'international sur des marchés de proximité :

- Le Luxembourg qui s'inscrit dans le prolongement naturel pour l'activité des conseillers en gestion de patrimoine indépendants sur la clientèle haut de gamme. Des conversations ont été engagées avec les Assureurs Luxembourgeois ;
- La Suisse Romande avec une logique linguistique, de clientèle privée et de montée en charge de la réglementation sur l'ESG ;
- L'Espagne dans la même logique « emploi durable » de l'ESG et de façon plus opportuniste sur Palatine Amérique via notamment un tiers gérant distributeur (ACCIS).

Activités et résultats des autres filiales et participations consolidées

Le résultat net d'Ariès Assurance, société de courtage d'assurances, consolidé par intégration globale, s'établit à 171 mille euros au 30 juin 2025, en légère hausse de 4 mille euros par rapport au 1^{er} semestre 2024.

Consolidée par mise en équivalence, la participation de Conservateur Finance, société de financement et d'entreprise d'investissement, a affiché en juin 2025 une quote-part de résultat net à 87 mille euros, contre 89 mille euros en juin 2024.

4 – L'analyse des comptes semestriels en comparaison avec le 30 juin 2024

Résultats financiers consolidés

Le produit net bancaire au 30 juin 2025 atteint 200,2 millions d'euros, en hausse de 8,7 % par rapport au premier semestre 2024, soit 15,9 millions d'euros, porté par la marge d'intérêts et les revenus de commissions.

La marge d'intérêts s'établit à 139,7 millions d'euros, en progression de 11,7 %, soit 14,6 millions d'euros, du fait de la hausse du rendement moyen du bilan avec le renouvellement du stock d'emplois clientèle mieux margé et l'optimisation du coût des ressources bilantielles.

Les commissions nettes s'élèvent à 52,6 millions d'euros contre 50,9 millions d'euros au 30 juin 2024, soit une hausse de 3,4 % résultant d'une bonne dynamique sur la tarification clientèle et le développement du fonds de commerce.

Les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par le résultat diminuent de 0,4 million d'euros pour atteindre 11,3 millions d'euros, en lien avec l'actualisation des calculs de CVA/DVA/FVA.

Dans un contexte de stabilisation de l'inflation, les frais généraux sont maîtrisés et s'élèvent à 113 millions d'euros, en hausse de 3,3 millions d'euros, expliquée principalement par les investissements inscrits dans la feuille de route stratégique du groupe BPCE et de la banque Palatine.

Le résultat brut d'exploitation s'établit à 87,2 millions d'euros, en hausse de 12,6 millions d'euros par rapport au 30 juin 2024.

Le coût du risque s'élève à 25 millions d'euros au 30 juin 2025, soit 30 pb des expositions clientèle et intègre un coût du risque sur les encours douteux de 23,6 millions d'euros et de 1,5 million d'euros sur les encours sains.

Le résultat net consolidé IFRS au 30 juin 2025 fait apparaître un bénéfice de 42,9 millions d'euros contre 34,2 millions d'euros au 30 juin 2024.

Bilan consolidé

Le bilan consolidé atteint 18,9 milliards d'euros au 30 juin 2025, soit une baisse de 0,3 milliard d'euros par rapport au 31 décembre 2024.

A l'actif, les prêts et créances sur la clientèle s'élèvent à 11,9 milliards d'euros, en baisse de 0,1 milliard d'euros depuis le début de l'année.

Les prêts et créances sur les établissements de crédit sont en repli depuis le début de l'exercice pour atteindre 4,7 milliards d'euros au 30 juin 2025, tandis que les titres au coût amorti progressent de 0,4 milliard d'euros pour s'élever à 1 milliard d'euros au 30 juin 2025.

Les immobilisations incorporelles et corporelles sont en légère hausse et atteignent 57 millions d'euros au 30 juin 2025.

Au passif, les dettes envers la clientèle s'établissent à 12,7 milliards d'euros, en repli de 0,8 milliard d'euros, tandis que les dettes représentées par un titre sont en progression de 0,1 milliard d'euros pour s'établir à 1,8 milliard d'euros.

Les dettes envers les établissements de crédits s'élèvent à 2,2 milliards d'euros, en hausse de 0,5 milliard d'euros.

Les capitaux propres se stabilisent à hauteur de 1,2 milliard d'euros.

5 – Gestion des risques

Risques de taux et de liquidité

Les risques de taux et de liquidité sont gérés dans le cadre de la gestion actif/passif dont les objectifs sont de protéger le bilan et les marges commerciales, en assurant la régularité des résultats par une maîtrise et une couverture adaptée de ces risques.

Un comité de gestion de bilan assure trimestriellement cette gestion. La liquidité est suivie quotidiennement et mensuellement au travers d'indicateurs internes et réglementaires soumis à limites.

Ces risques sont mesurés :

- selon une approche statique, s'entendant jusqu'à l'extinction des opérations de bilan et de hors-bilan à la date d'analyse ;
- selon une approche dynamique intégrant des prévisions d'activités sur l'exercice en cours et les deux suivants.

Au premier trimestre 2025, l'indicateur du risque de taux SOT/EVE apparaît facialement en dépassement du seuil d'observation dans le calculateur du groupe à -15,44% sur le scénario de la hausse des taux à 200 bps. Toutefois, le niveau retraité des différents effets de modèles en cours de correction par le groupe BPCE serait à -12,26%.

L'ensemble des évolutions de modèles (RA/RN, TLA et surcouches) sera pris en compte dès le T2 2025, avec une estimation de l'indicateur SOT/EVE par le groupe BPCE à -12,7%.

Les autres indicateurs du RAF (indicateur de taux et liquidité) respectent la limite.

Risque de marché

Le niveau de la Value-at-Risk (VaR) du portefeuille de négociation de la Banque Palatine s'élève à 37 mille euros au 30 juin 2025, en légère hausse par rapport au 31 décembre 2024. L'augmentation de la VaR, qui demeure très contenue, s'explique par une hausse de l'exposition sur le risque de base de taux (€STR/BOR).

Compartiment	Sous-compartiment	VaR au 31/12/23	VaR au 30/06/24	VaR au 31/12/24	VaR au 30/06/25	Evolution de la VaR entre le 31/12/24 et le 30/06/25
Marchés de capitaux	Change, taux	45 815	78 790	21 509	36 878	15 369

La Banque Palatine a mis en place les structures et indicateurs permettant de respecter la Loi de Séparation Bancaire Française.

Risques de crédit

Les expositions globales au titre du risque de crédit s'établissent au 30 juin 2025 à 22,9 milliards d'euros, soit une hausse de 1,2 milliard d'euros depuis le 31 décembre 2024. Les PGE représentent 0,39 milliard d'euros, soit 1,7 % des expositions globales.

Les encours banque commerciale (opérations réalisées avec la clientèle) sont en hausse de 0,7 milliard d'euros entre décembre 2024 et juin 2025, s'établissant à 15,45 milliards d'euros.

Le premier semestre 2025 a été marqué par une stabilisation du contexte économique global :

- L'industrie manufacturière est plutôt résiliente, portée par les secteurs liés aux technologies de l'information et de la communication, aux équipements médicaux et pharmaceutiques et à l'aéronautique qui bénéficient d'une demande soutenue. En revanche, les secteurs de la métallurgie et des industries de base (carton, verre, papier, bois) sont plus en souffrance pâtissant de coûts élevés de transport et étant très sensibles à la volatilité des prix des matières premières.
- La situation de l'industrie du bâtiment et de la promotion immobilière reste compliquée avec des coûts de matériaux de construction toujours élevés et une main d'œuvre volatile. La situation précaire des constructeurs de maisons individuelles et de certains promoteurs régionaux est un facteur aggravant. Les perspectives ne devraient pas changer avant la fin de l'année.
- Le macro-secteur des Services est le principal moteur de la croissance actuelle du PIB et les perspectives restent plutôt optimistes. Il est porté par la dynamique des activités liées aux loisirs, à la culture, au sport qui n'ont pas souffert de la baisse du pouvoir d'achat des

consommateurs. D'autres filières telles que la restauration, le tourisme et le transport de personnes affichent aussi un niveau d'activité croissant.

- Il y a peu d'évolution sur le secteur Distribution (commerce de détail alimentaire et la distribution automobile), les acteurs réussissant à maintenir des niveaux de revenus satisfaisants. Concernant le commerce de détail spécialisé, la situation est toujours complexe mais il est observé une baisse du rythme des défaillances qui avaient fortement augmenté ces deux dernières années. Le commerce de gros affiche, quant à lui, de bonnes performances. Il est constaté une meilleure rotation des stocks et une optimisation des chaînes d'approvisionnement qui lui permettent de maintenir ses revenus à un bon niveau.

Au 30 juin 2025, le taux de douteux de la banque commerciale reste stable à 4,5%, tout comme au 31 décembre 2024. Sur la même période, le taux de provisionnement des expositions douteuses s'établit à 41,1% et à 49,2% hors PGE, contre respectivement 44,2 % et 54,2 % hors PGE au 31 décembre 2024.

Risques opérationnels

La politique et l'organisation de la gestion des risques opérationnels sont détaillées aux pages 497 à 499 du rapport financier annuel 2024.

En 2025, les Prestataires Essentiels Critiques ou Importants (PECI) ont été identifiés dans la cartographie Risque Opérationnel.

La cyberattaque en février 2025 du prestataire du secteur bancaire Harvest a nécessité la mise en oeuvre d'un dispositif de crise afin de coordonner les actions des différents métiers impactés au sein de la banque Palatine.

La Banque Palatine s'est inscrite dans l'exercice annuel de la Place Financière coordonné par le groupe Robustesse de la Banque de France, et a procédé dans le même temps à une évaluation de son propre dispositif de crise, mobilisant environ trois collaborateurs.

Autres Risques

Les autres risques (risque juridique, risque de non-conformité, etc.) n'ont pas évolué par rapport au rapport financier annuel 2024.

6 – Perspectives, principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les événements qui ont marqué la première moitié de l'année 2025 devraient toujours être d'actualité sur la seconde partie de l'année. En effet, les négociations commerciales entre les Etats-Unis et ses principaux partenaires commerciaux ne sont toujours pas conclues et peuvent encore faire l'objet d'intensification des tensions, ce qui aurait pour conséquence de dégrader davantage les perspectives de croissance à court et long terme. La situation des finances publiques, notamment en France et aux Etats-Unis sera certainement un sujet qui cristallisera également l'attention des investisseurs. Il faudra par ailleurs être attentif aux réactions des banquiers centraux dans cet environnement incertain.

CHAPITRE 3 – Comptes

Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes semestriels résumés

Comptes semestriels résumés

Banque Palatine

Société anonyme

86 rue de Courcelles, Paris 75008

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025

Forvis Mazars SA
45, rue Kléber
92300, Levallois-Perret

S.A.S au capital de 8 320 000€
784 824 153 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie
Régionale de Versailles et du Centre

Deloitte & Associés
6, place de la Pyramide
92908 Paris-La Défense Cedex

S.A.S. au capital de 2 201 424 €
572 028 041 RCS Nanterre

Société de Commissariat aux Comptes inscrite à la Compagnie Régionale
de Versailles et du Centre

Banque Palatine

Société anonyme

86 rue de Courcelles, Paris 75008

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle

Période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025

Aux actionnaires de la société Banque Palatine

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Banque Palatine, relatifs à la période du 1er janvier 2025 au 30 juin 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Levallois-Perret et Paris-La Défense, le 5 août 2025

Les commissaires aux comptes

Forvis Mazars SA

Deloitte & Associés

Laurence KARAGULIAN

Marjorie BLANC LOURME

Associée

Associée

30 JUIN 2025

**COMPTES CONSOLIDES IFRS
DU GROUPE PALATINE
SEMESTRIEL 2025**

I. COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

<i>en millions d'euros</i>	<i>Notes</i>	1er semestre 2025	1er semestre 2024
Intérêts et produits assimilés	4.1	315,8	338,9
Intérêts et charges assimilées	4.1	(176,1)	(213,9)
Commissions (produits)	4.2	57,3	56,0
Commissions (charges)	4.2	(4,7)	(5,1)
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat	4.3	11,3	11,6
Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres	4.4	0,0	0,0
Gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti	4.5	0,0	0,0
Produits des autres activités	4.6	0,1	0,2
Charges des autres activités	4.6	(3,5)	(3,5)
Produit net bancaire		200,2	184,3
Charges générales d'exploitation	4.7	(108,4)	(104,2)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles		(4,5)	(5,5)
Résultat brut d'exploitation		87,2	74,6
Coût du risque de crédit	7.1.1	(25,0)	(33,1)
Résultat d'exploitation		62,2	41,5
Quote-part dans le résultat net des entreprises associées et des coentreprises mises en équivalence	10.2.2	0,1	0,1
Gains ou pertes sur autres actifs	4.8	0,0	3,1
Variations de valeur des écarts d'acquisition	3.2.2	0,0	0,0
Résultat avant impôts		62,3	44,7
Impôts sur le résultat	9.1	(19,4)	(10,5)
Résultat net d'impôts des activités abandonnées		0,0	0,0
Résultat net		42,9	34,2
Participations ne donnant pas le contrôle		0,0	0,0
Résultat net part du groupe		42,9	34,2

II. RESULTAT GLOBAL

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2025	1er semestre 2024
Résultat net	42,9	34,2
Eléments recyclables en résultat net	4,5	(5,2)
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	6,1	(7,0)
Impôts liés	(1,6)	1,8
Eléments non recyclables en résultat net	0,6	0,9
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	0,1	1,0
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	0,8	0,0
Impôts liés	(0,4)	(0,2)
Ecart de réévaluation sur passif social en OCI - impôts différés (part mino et groupe)	0,0	0,2
Ecart de réévaluation dettes fin spread de credit propre - impôts différés (part mino et groupe)	0,0	0,1
Autres - impôts différés (part mino et groupe)		
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	5,1	(4,3)
RESULTAT GLOBAL	48,1	29,9
Part du groupe	48,1	29,9
Participations ne donnant pas le contrôle		
Pour information : Montant du transfert en réserve d'éléments non recyclables		

III. BILAN CONSOLIDE

ACTIF

	Notes	30/06/2025	31/12/2024
Caisse, banques centrales	5.1	4,0	4,9
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.1	327,9	355,3
Instruments dérivés de couverture		19,7	9,9
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.2	757,7	623,7
Titres au coût amorti	5.3.1	989,2	597,1
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti	5.3.2	4 696,0	5 388,1
Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti	5.3.3	11 891,1	11 982,4
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0,8	0,8
Actifs d'impôts courants	9.1	0,0	0,0
Actifs d'impôts différés		30,7	36,4
Comptes de régularisation et actifs divers	5.5	150,8	128,1
Actifs non courants destinés à être cédés	5.6	0,0	0,0
Participations dans les entreprises mises en équivalence	10.2.1	3,9	3,9
Immeubles de placement		0,0	0,0
Immobilisations corporelles		52,9	52,6
Immobilisations incorporelles		4,1	4,1
Ecarts d'acquisition	3.2	0,0	0,0
TOTAL DES ACTIFS		18 928,7	19 187,3

PASSIF

<i>en millions d'euros</i>	Notes	30/06/2025	31/12/2024
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	299,2	315,9
Instruments dérivés de couverture		41,7	3,9
Dettes représentées par un titre	5.7	1 811,1	1 745,4
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.8.1	2 177,8	1 683,2
Dettes envers la clientèle	5.8.2	12 722,5	13 526,6
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		0,0	0,0
Passifs d'impôts courants	9.1	1,7	1,5
Passifs d'impôts différés		0,1	0,0
Comptes de régularisation et passifs divers	5.12	230,4	258,3
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés	5.6	0,0	0,0
Provisions	5.10	74,1	71,0
Dettes subordonnées	5.11	400,6	400,8
Capitaux propres		1 169,7	1 180,8
Capitaux propres part du groupe		1 169,7	1 180,8
Capital et primes liées		745,5	745,5
Réserves consolidées		401,0	379,9
Gains et pertes comptabilisés directement en autres éléments du résultat global		(19,7)	(24,8)
Résultat de la période		42,9	80,2
Participations ne donnant pas le contrôle		0,0	0,0
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		18 928,7	19 187,3

IV. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

en millions d'euros	Capital et primes liées				Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres							Total capitaux propres part du groupe	Participation ne donnant pas le contrôle	Total capitaux propres consolidés
	Capital	Primes	Titres supersubordonnés à durée indéterminée	Réserves consolidées	Recyclables		Non recyclables							
					Ecart de conversion	Actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres	Instruments dérivés de couverture	Actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	Réévaluation (écarts actuariels) des régimes à prestations définies				
											Résultat net part du groupe			
Capitaux propres au 31 décembre 2024	688,8	56,7	100,0	279,9	(0,1)	(22,0)		(2,7)	0,1	(0,1)	80,2	1 180,8		1 180,8
Affectation du résultat de l'exercice				80,2							(80,2)			
Effets de changements de méthodes comptables														
Capitaux propres au 1er janvier 2025	688,8	56,7	100,0	360,1	(0,1)	(22,0)		(2,7)	0,1	(0,1)		1 180,8		1 180,8
Distribution				(59,1)								(59,1)		(59,1)
Augmentation de capital														
Emission de TSSDI														
Remboursement de TSSDI														
Rémunération TSSDI														
Effet des acquisitions et cessions sur les participations ne donnant pas le contrôle														
Total des mouvements liés aux relations avec les actionnaires				(59,1)								(59,1)		(59,1)
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres de l'activité d'assurance						4,5		0,5		0,1		5,1		5,1
Plus ou moins values reclassées en réserves								0,0						
Résultat net											42,9	42,9		42,9
Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres						4,5		0,5		0,1	42,9	48,1		48,1
Autres variations														
Capitaux propres au 30 juin 2025	688,8	56,7	100,0	300,9	(0,1)	(17,5)		(2,2)	0,1	(0,0)	42,9	1 169,7		1 169,7

V. TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2025	1er semestre 2024
Résultat avant impôts	62,3	44,7
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	4,5	5,5
Dotations nettes aux dépréciations des écarts d'acquisition et des autres immobilisations	0,0	0,0
Dotations nettes aux provisions	(13,5)	24,8
Quote part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(0,0)	(0,1)
Perte nette/gain net des activités d'investissement	(8,8)	(6,4)
(produits)/ charges des activités de financement	(9,7)	0,0
Autres mouvements (ou flux sans décaissement de trésorerie)	(35,6)	89,3
Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts	(63,1)	113,2
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	1 044,7	369,6
Flux liés aux opérations avec la clientèle	(702,6)	43,4
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs financiers	(24,7)	(514,7)
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs et passifs non financiers	(107,7)	34,6
Impôts versés	(15,4)	(35,5)
Diminution (augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	194,3	(102,6)
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A) - ACTIVITES POURSUIVIES	193,6	55,3
Flux liés aux actifs financiers et aux participations	(388,7)	0,6
Flux liés aux immeubles de placement	0,0	0,0
Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	(4,5)	(2,8)
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (B) - ACTIVITES POURSUIVIES	(393,2)	(2,2)
Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires (1)	(59,1)	(54,1)
Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	9,5	(0,1)
TOTAL FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATION DE FINANCEMENT (C) - ACTIVITES POURSUIVIES	(49,7)	(54,2)
EFFET DE LA VARIATION DES TAUX DE CHANGE SUR LA TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE (D) ACTIVITES POURSUIVIES	0,0	0,0
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)	(249,3)	(1,1)
Caisses et banques centrales		
Caisse et banques centrales (actif)	4,9	5,2
Banques centrales (passif)	0,0	0,0
Opérations à vue avec les établissements de crédit		
Comptes ordinaires débiteurs (2)	1 553,3	1 728,4
Comptes et prêts à vue	102,2	8,0
Comptes créditeurs à vue	(18,9)	(15,2)
Opérations de pension à vue	0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	1 641,5	1 726,3
Caisses et banques centrales		
Caisse et banques centrales (actif)	4,0	5,0
Banques centrales (passif)	0,0	0,0
Opérations à vue avec les établissements de crédit		
Comptes ordinaires débiteurs (2)	1 274,3	1 740,5
Comptes et prêts à vue	174,0	70,6
Comptes créditeurs à vue	(60,1)	(90,8)
Opérations de pension à vue	0,0	0,0
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	1 392,2	1 725,2
VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE	(249,3)	(1,1)

(1) Les flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires correspondent à la distribution de dividendes.

(2) Les comptes ordinaires débiteurs ne comprennent pas les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

VI. ANNEXES AUX ETATS FINANCIERS DU GROUPE PALATINE

NOTE 1	CADRE GENERAL	8
1.1	LE GROUPE BPCE ET LA BANQUE PALATINE	8
1.2	MECANISME DE GARANTIE	9
1.3	ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS.....	9
1.4	ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	9
NOTE 2	NORMES COMPTABLES APPLICABLES ET COMPARABILITE	10
2.1	CADRE REGLEMENTAIRE.....	10
2.2	REFERENTIEL.....	10
2.3	RECOURS A DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS.....	10
2.4	PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET DATE DE CLOTURE..	12
2.5	PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX ET METHODES D’EVALUATION	12
NOTE 3	CONSOLIDATION	16
3.1	ÉVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2025	16
3.2	ECARTS D’ACQUISITION.....	16
NOTE 4	NOTES RELATIVES AU COMPTE DE RESULTAT	17
4.1	INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES	17
4.2	PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS	18
4.3	GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	19
4.4	GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES	19
4.5	GAINS OU PERTES NETS RESULTANT DE LA DECOMPTABILISATION D’INSTRUMENTS FINANCIERS AU COUT AMORTI.....	20
4.6	PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES	20
4.7	CHARGES GENERALES D’EXPLOITATION.....	21
4.8	GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	22
NOTE 5	NOTES RELATIVES AU BILAN	23
5.1	ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	23
5.2	ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES.....	25
5.3	ACTIFS AU COUT AMORTI	27
5.4	RECLASSEMENTS D’ACTIFS FINANCIERS.....	30
5.5	COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS.....	31
5.6	ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES ET DETTES LIEES	31
5.7	DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE.....	31
5.8	DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES ET ENVERS LA CLIENTELE	32
5.9	COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	33
5.10	PROVISIONS.....	33
5.11	DETTES SUBORDONNÉES	35
5.12	ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES EMIS	35
5.13	PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE	36

5.14	VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES.....	37
5.15	COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS	37
NOTE 6	ENGAGEMENTS.....	39
6.1	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT.....	39
6.2	ENGAGEMENTS DE GARANTIE.....	39
NOTE 7	EXPOSITIONS AUX RISQUES	40
7.1	RISQUE DE CREDIT.....	40
7.2	RISQUE DE MARCHE.....	54
7.3	RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL ET RISQUE DE CHANGE	54
7.4	RISQUE DE LIQUIDITE.....	55
NOTE 8	JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS.....	56
8.1	JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	59
8.2	JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI	62
NOTE 9	IMPOTS.....	63
9.1	IMPOTS SUR LE RESULTAT	63
NOTE 10	AUTRES INFORMATIONS	65
10.1	INFORMATION SECTORIELLE.....	65
10.2	PARTENARIATS ET ENTREPRISES ASSOCIES.....	65

Note 1 Cadre général

1.1 LE GROUPE BPCE ET LA BANQUE PALATINE

Le Groupe BPCE comprend le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, l'organe central BPCE et leurs filiales.

Les deux réseaux Banque Populaire et Caisse d'Épargne

Le Groupe BPCE est un groupe coopératif dont les sociétaires sont propriétaires des deux réseaux de banque de proximité : les quatorze Banques Populaires et les quinze Caisses d'Épargne. Chacun des deux réseaux est détenteur à parité de BPCE, l'organe central du groupe.

Le réseau Banque Populaire comprend les Banques Populaires et les sociétés de caution mutuelle leur accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement.

Le réseau Caisse d'Épargne comprend les Caisses d'Épargne et les Sociétés Locales d'Épargne (SLE).

Les Banques Populaires sont détenues à hauteur de 100 % par leurs sociétaires.

Le capital des Caisses d'Épargne est détenu à hauteur de 100 % par les sociétés locales d'épargne. Au niveau local, les SLE sont des entités à statut coopératif dont le capital variable est détenu par les sociétaires. Elles ont pour objet d'animer le sociétariat dans le cadre des orientations générales de la Caisse d'Épargne à laquelle elles sont affiliées et elles ne peuvent pas effectuer d'opérations de banque.

BPCE

Organe central au sens de la loi bancaire et établissement de crédit agréé comme banque, BPCE a été créé par la loi n° 2009-715 du 18 juin 2009. BPCE est constitué sous forme de société anonyme à directoire et conseil de surveillance dont le capital est détenu à parité par les quatorze Banques Populaires et les quinze Caisses d'Épargne.

Les missions de BPCE s'inscrivent dans la continuité des principes coopératifs des Banques Populaires et des Caisses d'Épargne.

BPCE est notamment chargé d'assurer la représentation des affiliés auprès des autorités de tutelle, de définir la gamme des produits et des services commercialisés, d'organiser la garantie des déposants, d'agréer les dirigeants et de veiller au bon fonctionnement des établissements du groupe.

En qualité de holding, BPCE exerce les activités de tête de groupe et détient les filiales communes aux deux réseaux dans le domaine de la banque de proximité et assurance, de la banque de financement et des services financiers et leurs structures de production. Il détermine aussi la stratégie et la politique de développement du groupe.

Le réseau et les principales filiales de BPCE, sont organisés autour de deux grands pôles métiers :

- la Banque de proximité et Assurance, comprenant le réseau Banque Populaire, le réseau Caisse d'Épargne, le pôle Solutions et Expertises Financières (comprenant l'affacturage, le crédit à la consommation, le crédit-bail, les cautions et garanties financières et l'activité « Titres Retail »), les pôles Digital et Paiements (intégrant les filiales Paiements et le groupe Oney) Assurances et les Autres réseaux
- Global Financial Services regroupant la Gestion d'actifs et de fortune (Natixis Investment Managers et Natixis Wealth Management) et la Banque de Grande Clientèle (Natixis Corporate & Investment Banking)

Parallèlement, dans le domaine des activités financières, BPCE a notamment pour missions d'assurer la centralisation des excédents de ressources et de réaliser toutes les opérations financières utiles au développement et au refinancement du groupe, charge à lui de sélectionner l'opérateur de ces missions le plus efficace dans l'intérêt du groupe. Il offre par ailleurs des services à caractère bancaire aux entités du groupe.

Banque Palatine

La Banque Palatine est une société anonyme à Conseil d'administration, filiale détenue à 100% par l'organe central BPCE. Son siège social est situé au 86, rue de Courcelles – 75008 Paris (France).

Les activités de ses principales filiales et participations se répartissent autour de deux pôles :

- Les activités de services financiers et de gestion d'actifs ;
- Les activités d'assurance.

1.2 MECANISME DE GARANTIE

Le système de garantie et de solidarité a pour objet, conformément aux articles L. 511-31, L. 512-107-5 et L. 512-107-6 du Code monétaire et financier, de garantir la liquidité et la solvabilité du groupe et des établissements affiliés à BPCE, ainsi que d'organiser la solidarité financière qui les lie.

BPCE est chargé de prendre toutes mesures nécessaires pour organiser la garantie de la solvabilité du groupe ainsi que de chacun des réseaux et d'organiser la solidarité financière au sein du groupe. Cette solidarité financière repose sur des dispositions législatives instituant un principe légal de solidarité obligeant l'organe central à restaurer la liquidité ou la solvabilité d'affiliés en difficulté et/ou de l'ensemble des affiliés du groupe. En vertu du caractère illimité du principe de solidarité, BPCE est fondé à tout moment à demander à l'un quelconque ou plusieurs ou tous les affiliés de participer aux efforts financiers qui seraient nécessaires pour rétablir la situation, et pourra si besoin mobiliser jusqu'à l'ensemble des disponibilités et des fonds propres des affiliés en cas de difficulté de l'un ou plusieurs d'entre eux.

Ainsi en cas de difficultés, BPCE devra faire tout le nécessaire pour restaurer la situation financière et pourra notamment recourir de façon illimitée aux ressources de l'un quelconque, de plusieurs ou de tous les affiliés, ou encore mettre en œuvre les mécanismes appropriés de solidarité interne du groupe et en faisant appel au fonds de garantie commun aux deux réseaux dont il détermine les règles de fonctionnement, les modalités de déclenchement en complément des fonds des deux réseaux ainsi que les contributions des établissements affiliés pour sa dotation et sa reconstitution.

BPCE gère ainsi le Fonds réseau Banque Populaire, le Fonds réseau Caisse d'Épargne et le Fonds de Garantie Mutuel.

Le **Fonds réseau Banque Populaire** est constitué d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Banques Populaires dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds réseau Caisse d'Épargne** fait l'objet d'un dépôt de 450 millions d'euros effectué par les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme d'un compte à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelable.

Le **Fonds de Garantie Mutuel** est constitué des dépôts effectués par les Banques Populaires et les Caisses d'Épargne dans les livres de BPCE sous la forme de comptes à terme d'une durée de dix ans et indéfiniment renouvelables. Le montant des dépôts par réseau est de 197 millions d'euros au 30 juin 2025.

Le montant total des dépôts effectués auprès de BPCE au titre du Fonds réseau Banque Populaire, du Fonds réseau Caisse d'Épargne et du Fonds de Garantie Mutuel ne peut être inférieur à 0,15 % et ne peut excéder 0,3 % de la somme des actifs pondérés du groupe.

Dans les comptes individuels des établissements, la constitution de dépôts au titre du système de garantie et de solidarité se traduit par l'identification d'un montant équivalent au sein d'une rubrique dédiée des capitaux propres.

Les sociétés de caution mutuelle accordant statutairement l'exclusivité de leur cautionnement à une Banque Populaire bénéficient de la garantie de liquidité et de solvabilité en leur qualité d'affilié à l'organe central.

La liquidité et la solvabilité des sociétés locales d'épargne sont garanties au premier niveau pour chaque société locale d'épargne considérée, par la Caisse d'Épargne dont la société locale d'épargne concernée est l'actionnaire.

Le directoire de BPCE a tout pouvoir pour mobiliser les ressources des différents contributeurs sans délai et selon l'ordre convenu, sur la base d'autorisations préalables délivrées à BPCE par les contributeurs.

1.3 ÉVÉNEMENTS SIGNIFICATIFS

Les événements significatifs sont présentés dans le chapitre 2-1 « Rapport semestriel d'activité - Evènements significatifs du premier semestre et incidences sur les comptes semestriels ».

1.4 ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Depuis le 30 juin 2025 et jusqu'au 31 Juillet 2025, date d'arrêté des comptes par le Conseil d'administration, il n'est survenu aucun événement susceptible d'avoir une influence notable sur la situation financière ou sur le résultat de la Banque Palatine.

Note 2 Normes comptables applicables et comparabilité

2.1 CADRE REGLEMENTAIRE

Les comptes consolidés du Groupe BPCE ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date, excluant certaines dispositions de la norme IAS 39 concernant la comptabilité de couverture.

Ce jeu résumé d'états financiers consolidés semestriels au 30 juin 2025 a été préparé conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire ». Ainsi, les notes présentées portent sur les éléments les plus significatifs du semestre et doivent donc être lues en liaison avec les états financiers consolidés du groupe au 31 décembre 2024.

2.2 REFERENTIEL

Les normes et interprétations utilisées et décrites dans les états financiers annuels au 31 décembre 2024 ont été complétées par les normes, amendements et interprétations dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2025.

Le Groupe BPCE a choisi l'option offerte par la norme IFRS 9 de ne pas appliquer les dispositions de la norme relatives à la comptabilité de couverture et de continuer à appliquer la norme IAS 39 pour la comptabilisation de ces opérations, telle qu'adoptée par l'Union européenne, c'est-à-dire excluant certaines dispositions concernant la macro-couverture.

Les normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union européenne et applicables pour la première fois à cet exercice n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers du groupe.

Nouvelles normes publiées et non encore applicables

Norme IFRS 18

La norme IFRS 18 « Présentation et informations à fournir dans les états financiers » remplacera la norme IAS 1 « Présentation des états financiers ». Elle a été publiée par l'IASB le 9 avril 2024. Sous réserve de son adoption par la Commission européenne, la norme IFRS 18 sera applicable au 1^{er} janvier 2027 avec un comparatif au 1^{er} janvier 2026. Une application anticipée est autorisée. Le Groupe BPCE ne prévoit pas d'application anticipée de la norme IFRS 18. L'analyse d'impact est en cours.

Amendement IFRS 9

L'IASB a publié, le 30 mai 2024, les amendements à IFRS 9 « Classement et évaluation des instruments financiers » (modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7) applicables au 1^{er} janvier 2026. Ces amendements ont été adoptés par le règlement (UE) 2025/1047 de la Commission européenne du 27 mai 2025 modifiant le règlement (UE) 2023/1803 en ce qui concerne les normes internationales d'information financière IFRS 9 et IFRS 7. Ces amendements donnent des précisions sur le caractère basique des prêts, le classement des prêts sans recours et les titrisations. Le Groupe BPCE ne prévoit pas d'application anticipée des amendements IFRS 9. L'analyse d'impact est en cours.

2.3 RECOURS A DES ESTIMATIONS ET JUGEMENTS

La préparation des états financiers exige dans certains domaines la formulation d'hypothèses et d'estimations qui comportent des incertitudes quant à leur réalisation dans le futur.

Ces estimations utilisant les informations disponibles à la date de clôture font appel à l'exercice du jugement des préparateurs des états financiers.

Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

Au cas particulier de l'arrêté au 30 juin 2025, les estimations comptables qui nécessitent la formulation d'hypothèses sont utilisées principalement pour les évaluations suivantes :

- la juste valeur des instruments financiers déterminée sur la base de techniques de valorisation (note 8) ;
- le montant des pertes de crédit attendues des actifs financiers ainsi que des engagements de financement et de garantie (note 7.1) ;

- le résultat des tests d'efficacité des relations de couverture ;
- les provisions enregistrées au passif du bilan et, plus particulièrement, la provision épargne-logement ;
- les calculs relatifs aux charges liées aux prestations de retraite et avantages sociaux futurs ;
- les incertitudes relatives aux traitements fiscaux portant sur les impôts sur le résultat (note 9) ;
- les impôts différés ;
- les tests de dépréciation des écarts d'acquisition (note 3.2)
- la durée des contrats de location à retenir pour la comptabilisation des droits d'utilisation et des passifs locatifs ;

Par ailleurs, l'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion ainsi que le caractère basique d'un instrument financier. Les modalités sont précisées dans les paragraphes concernés (note 2.5.1).

Le recours à des estimations et au jugement est également utilisé pour les activités du groupe pour estimer les risques climatiques et environnementaux. La gouvernance et les engagements pris sur ces risques sont présentés dans le document d'enregistrement universel du groupe au 31 décembre 2024 dans le chapitre 1 – 2/Rapport de durabilité. Les informations concernant l'effet et la prise en compte des risques climatiques sur la gestion du risque de crédit (note 7) sont présentées dans le document d'enregistrement universel du groupe dans le chapitre 4 « Gestion des risques climatiques ». Le traitement comptable des principaux instruments financiers verts est présenté dans les notes 2.5, 5.5, 5.11, 5.12.2 du document d'enregistrement universel du groupe au 31 décembre 2024.

- Risques climatiques et environnementaux

Les risques liés au climat et à l'environnement constituent des facteurs de risques susceptibles d'affecter les principaux risques portés par le Groupe BPCE (risque de crédit et de contrepartie, risque de marché, risques opérationnels, risques structurels de bilan, risques liés aux activités d'assurance, risque stratégique, risques juridiques et de conformité, risque de réputation).

Les risques climatiques et environnementaux incluent les risques physiques et les risques de transition :

- les risques physiques résultent des dommages directement causés aux personnes et aux biens par les événements liés aux évolutions du climat et de l'environnement. Ils peuvent être liés à des événements aigus, liés à des conditions extrêmes circonscrites dans le temps et l'espace (tels que les canicules, les glissements de terrain, les inondations, les gelées tardives, les incendies, les tempêtes, les situations de stress hydrique ou de pollution de l'air, de l'eau ou des sols), ou à des événements chroniques à caractère plus progressif (comme les modifications du régime des précipitations, la hausse du niveau des mers et des températures moyennes, la perte de biodiversité, l'épuisement des ressources naturelles),
- les risques de transition résultent de l'ajustement des acteurs économiques et des parties prenantes à la transition vers une économie bas carbone et plus respectueuse des équilibres environnementaux. Ces ajustements se traduisent notamment par des évolutions réglementaires, technologiques, ou socio-démographiques.

Ces risques sont susceptibles d'avoir des impacts significatifs sur la situation financière des contreparties et sur les actifs auxquels le Groupe BPCE est exposé, notamment au travers de ses activités de financement, d'investissement ou d'assurance, ainsi que de ses activités propres. Ces impacts peuvent être directs (dommages aux personnes, destruction totale ou partielle, ou indisponibilité des actifs économiques, baisse des rendements et de la productivité, actifs échoués, coûts de mise en conformité réglementaire, etc.) ou indirects au travers des effets sur l'environnement macro-économique (attractivité relative des zones géographiques et des secteurs d'activité, évolution des politiques monétaires et fiscales, changements sociaux, etc.).

Le Groupe BPCE intègre les risques climatiques et environnementaux dans son dispositif de supervision des risques et développe progressivement des méthodes et des outils d'identification, d'évaluation, de suivi et de gestion de ces risques. La mise en œuvre de ce dispositif est décrite dans le chapitre 4 « Gestion des risques climatiques ».

En particulier, le Groupe BPCE prend en compte le risque physique dans l'évaluation interne de son besoin en capital (processus ICAAP) par application de scénarios adverses sur les aléas sécheresse (impactant différents secteurs économiques comme l'agriculture et la construction) et inondation (sur le portefeuille immobilier). Le risque de transition est également évalué au travers de la quantification de l'impact d'un scénario de transition ordonnée limitant le réchauffement climatique. Enfin des travaux ont été réalisés afin d'intégrer ce risque sur les portefeuilles immobiliers des particuliers dans la quantification du capital économique de l'ICAAP 2025 spécifiquement en lien avec une évolution défavorable de la réglementation DPE, puis complété par un add-on sur les portefeuilles ne disposant pas, à ce stade, d'un modèle d'évaluation économique spécifique.

Par ailleurs, certains établissements du Groupe BPCE comptabilisent des dépréciations au titre des effets des risques physiques et de transition sur le risque de crédit. Ces dépréciations ont été définies par les établissements selon les spécificités propres à leur portefeuille d'expositions crédit, du point de vue géographique et sectoriel, lorsque le risque a été localement évalué comme matériel. Des réflexions sont également engagées à l'échelle du Groupe BPCE pour harmoniser la prise en compte des risques climatiques et environnementaux dans la politique de provisionnement.

La prise en compte des risques climatiques et environnementaux dans les états financiers du Groupe BPCE bénéficiera de l'amélioration progressive du dispositif de supervision des risques ESG. En particulier, des travaux sont en cours en vue de déployer une notation des risques ESG au niveau client et une évaluation à l'actif des risques physiques sur le portefeuille immobilier résidentiel en France, ainsi que de développer et formaliser les scénarios et les méthodologies de test de résistance à utiliser sur les risques physiques et de transition.

2.4 PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ET DATE DE CLOTURE

En l'absence de modèle imposé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au format proposé par la recommandation n° 2022-01 du 8 avril 2022 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes au 31 décembre 2024. Les états financiers consolidés du groupe au 30 juin 2025 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 31 Juillet 2025.

Les montants présentés dans les états financiers et dans les notes annexes sont exprimés en millions d'euros, sauf mention contraire. Les effets d'arrondis peuvent générer, le cas échéant, des écarts entre les montants présentés dans les états financiers et ceux présentés dans les notes annexes.

2.5 PRINCIPES COMPTABLES GENERAUX ET METHODES D'EVALUATION

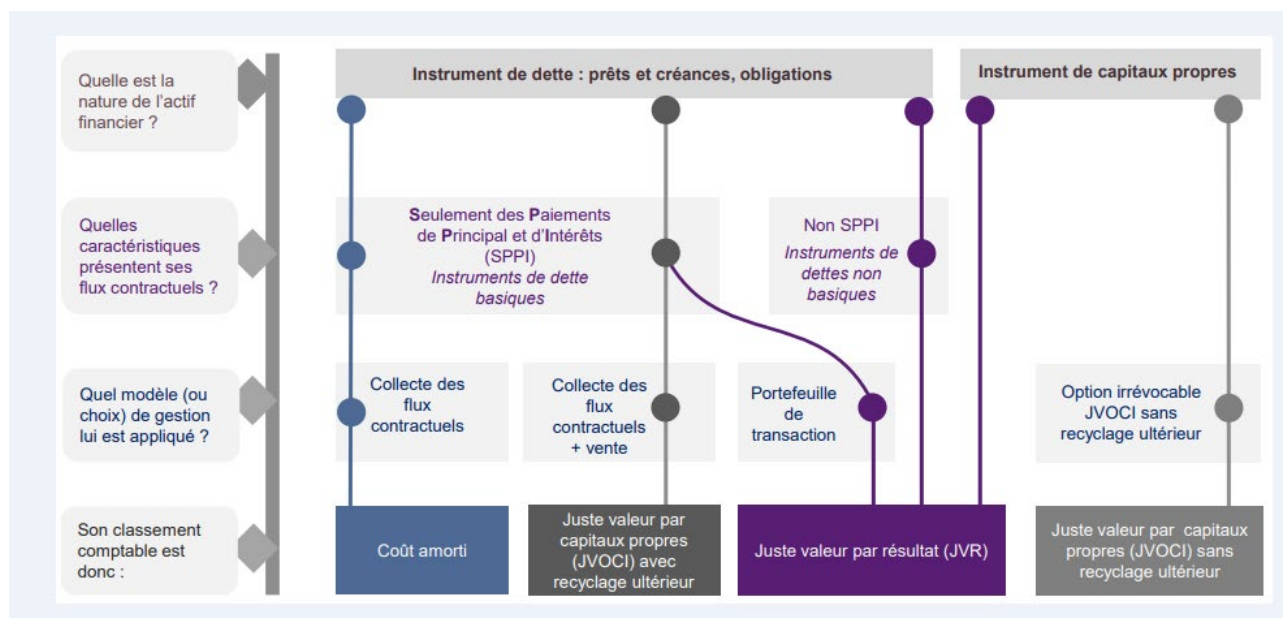
Les principes comptables généraux présentés ci-dessous s'appliquent aux principaux postes des états financiers. Les principes comptables spécifiques sont présentés dans les différentes notes annexes auxquelles ils se rapportent.

2.5.1 Classement et évaluation des actifs et passifs financiers

La norme IFRS 9 est applicable au Groupe BPCE.

Actifs financiers

Lors de la comptabilisation initiale, les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat en fonction de la nature de l'instrument (dette ou capitaux propres), des caractéristiques de leurs flux contractuels et de la manière dont l'entité gère ses instruments financiers (modèle de gestion ou *business model*).



Modèle de gestion ou business model

Le *business model* de l'entité représente la manière dont elle gère ses actifs financiers afin de produire des flux de trésorerie. L'exercice du jugement est nécessaire pour apprécier le modèle de gestion.

La détermination du modèle de gestion doit tenir compte de toutes les informations sur la façon dont les flux de trésorerie ont été réalisés dans le passé, de même que de toutes les autres informations pertinentes.

A titre d'exemple, peuvent être cités :

- la façon dont la performance des actifs financiers est évaluée et présentée aux principaux dirigeants ;
- les risques qui ont une incidence sur la performance du modèle de gestion et, en particulier, la façon dont ces risques sont gérés ;
- la façon dont les dirigeants sont rémunérés (par exemple, si la rémunération est fondée sur la juste valeur des actifs gérés ou sur les flux de trésorerie contractuels perçus) ;
- la fréquence, le volume et le motif de ventes.

Par ailleurs, la détermination du modèle de gestion doit s'opérer à un niveau qui reflète la façon dont les groupes d'actifs financiers sont collectivement gérés en vue d'atteindre l'objectif économique donné. Le modèle de gestion n'est donc pas déterminé instrument par instrument mais à un niveau de regroupement supérieur, par portefeuille.

La norme retient trois modèles de gestion :

- un modèle de gestion dont l'objectif est de détenir des actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels (« modèle de collecte »). Ce modèle dont la notion de détention est assez proche d'une détention jusqu'à maturité n'est toutefois pas remis en question si des cessions interviennent dans les cas de figure suivants :
 - o les cessions résultent de l'augmentation du risque de crédit ;
 - o les cessions interviennent peu avant l'échéance et à un prix reflétant les flux de trésorerie contractuels restant dus ;
 - o les autres cessions peuvent être également compatibles avec les objectifs du modèle de collecte des flux contractuels si elles ne sont pas fréquentes (même si elles sont d'une valeur importante) ou si elles ne sont pas d'une valeur importante considérées tant isolément que globalement (même si elles sont fréquentes).

Pour le Groupe BPCE, le modèle de collecte s'applique notamment aux activités de financement (hors activité de syndication) exercées au sein des pôles Banque de proximité, Banque de Grande Clientèle et Solutions et Expertises Financières ;

- un modèle de gestion mixte dans lequel les actifs sont gérés avec l'objectif à la fois de percevoir les flux de trésorerie contractuels et de céder les actifs financiers (« modèle de collecte et de vente »).
Le Groupe BPCE applique le modèle de collecte et de vente essentiellement à la partie des activités de gestion du portefeuille de titres de la réserve de liquidité qui n'est pas gérée exclusivement selon un modèle de collecte ;
- un modèle propre aux autres actifs financiers, notamment de transaction, dans lequel la collecte des flux contractuels est accessoire. Ce modèle de gestion s'applique à l'activité de syndication (pour la part de l'encours à céder identifiée dès l'engagement) et aux activités de marché mises en œuvre essentiellement par la Banque de Grande Clientèle.

Caractéristique des flux contractuels : détermination du caractère basique ou SPPI (Solely Payments of Principal and Interest)

Un actif financier est dit « basique » si les termes contractuels de l'actif financier donnent lieu, à des dates spécifiées, à des flux de trésorerie correspondant uniquement à des remboursements du principal et à des intérêts calculés sur le capital restant dû. La détermination du caractère basique est à réaliser pour chaque actif financier lors de sa comptabilisation initiale.

Le principal est défini comme la juste valeur de l'actif financier à sa date d'acquisition. Les intérêts représentent la contrepartie de la valeur temps de l'argent et le risque de crédit associé au principal, mais également d'autres risques comme le risque de liquidité, les coûts administratifs et la marge de négociation.

Pour évaluer si les flux de trésorerie contractuels sont uniquement des paiements de principal et d'intérêts, il faut considérer les termes contractuels de l'instrument. Cela implique d'analyser tout élément qui pourrait remettre en cause la représentation exclusive de la valeur temps de l'argent et du risque de crédit. A titre d'exemple :

- les événements qui changeraient le montant et la date de survenance des flux de trésorerie ;
Toute modalité contractuelle qui générerait une exposition à des risques ou à une volatilité des flux sans lien avec un contrat de prêt basique, comme par exemple, une exposition aux variations de cours des actions ou d'un indice boursier, ou encore l'introduction d'un effet de levier ne permettrait pas de considérer que les flux de trésorerie contractuels revêtent un caractère basique.
- les caractéristiques des taux applicables (par exemple, cohérence entre la période de refixation du taux et la période de calcul des intérêts) ;
Dans les cas où une analyse qualitative ne permettrait pas d'obtenir un résultat précis, une analyse quantitative (*benchmark test*) consistant à comparer les flux de trésorerie contractuels de l'actif étudié avec les flux de trésorerie contractuels d'un actif de référence, est effectuée.
- les modalités de remboursement anticipé et de prolongation.

La modalité contractuelle, pour l'emprunteur ou le prêteur, de rembourser par anticipation l'instrument financier demeure compatible avec le caractère basique des flux de trésorerie contractuels dès lors que le montant du remboursement anticipé représente essentiellement le principal restant dû et les intérêts y afférents ainsi que, le cas échéant, une indemnité compensatoire raisonnable.

Par ailleurs, bien que ne remplissant pas strictement les critères de rémunération de la valeur temps de l'argent, certains actifs comportant un taux réglementé sont considérés comme basiques dès lors que ce taux d'intérêt réglementé fournit une contrepartie qui correspond dans une large mesure au passage du temps et sans exposition à un risque incohérent avec un prêt basique. C'est le cas notamment des actifs financiers représentatifs de la partie de la collecte des livrets A qui est centralisée auprès du fonds d'épargne de la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les actifs financiers basiques sont des instruments de dettes qui incluent notamment : les prêts à taux fixe, les prêts à taux variable sans différentiel (*mismatch*) de taux ou sans indexation à une valeur ou un indice boursier et des titres de dettes à taux fixe ou à taux variable.

Les actifs financiers non-basiques incluent notamment : les parts d'OPCVM, les instruments de dettes convertibles ou remboursables en un nombre fixe d'actions et les prêts structurés consentis aux collectivités locales.

Pour être qualifiés d'actifs basiques, les titres détenus dans un véhicule de titrisation doivent répondre à des conditions spécifiques. Les termes contractuels de la tranche doivent remplir les critères basiques. Le pool d'actifs sous-jacents doit remplir les conditions basiques. Le risque inhérent à la tranche doit être égal ou plus faible que l'exposition aux actifs sous-jacents de la tranche.

Un prêt sans recours (exemple : financement de projet de type financement d'infrastructures) est un prêt garanti uniquement par sûreté réelle. En l'absence de recours possible sur l'emprunteur, pour être qualifié d'actif basique, il faut examiner la structure des autres recours possibles ou des mécanismes de protection du prêteur en cas de défaut : reprise de l'actif sous-jacent, collatéraux apportés (dépôt de garantie, appel de marge, etc.), rehaussements apportés.

Catégories comptables

Les instruments de dettes (prêts, créances ou titres de dettes) peuvent être évalués au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres recyclables ou à la juste valeur par résultat.

Un instrument de dettes est évalué au coût amorti s'il satisfait les deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est la collecte des flux de trésorerie contractuels, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Un instrument de dettes est évalué à la juste valeur par capitaux propres seulement s'il répond aux deux conditions suivantes :

- l'actif est détenu dans le cadre d'un modèle de gestion dont l'objectif est à la fois la collecte des flux de trésorerie contractuels et la vente d'actifs financiers, et
- les termes contractuels de l'actif financier définissent ce dernier comme basique (SPPI) au sens de la norme.

Les instruments de capitaux propres sont par défaut enregistrés à la juste valeur par résultat sauf en cas d'option irrévocable pour une évaluation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables (sous réserve que ces instruments ne soient pas détenus à des fins de transaction et classés comme tels parmi les actifs financiers à la juste valeur par résultat) sans reclassement ultérieur en résultat. En cas d'option pour cette dernière catégorie, les dividendes restent enregistrés en résultat.

Les financements au travers d'émissions de produits financiers verts ou de placements dans de tels produits sont comptabilisés en coût amorti sauf s'ils sont détenus dans le cadre d'une activité de cession à court terme.

Tous les autres actifs financiers sont classés à la juste valeur par résultat. Ces actifs financiers incluent notamment les actifs financiers détenus à des fins de transaction, les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat et les actifs non basiques (non SPPI). La désignation à la juste valeur par résultat sur option pour les actifs financiers ne s'applique que dans le cas d'élimination ou de réduction significative d'un décalage de traitement comptable. Cette option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Passifs financiers

La règle générale est l'évaluation des passifs financiers au coût amorti, sauf pour les passifs encourus à des fins de transaction (trading liabilities) et les passifs financiers que l'entité choisit d'évaluer à la juste valeur selon l'option juste valeur.

En date de comptabilisation initiale, les principes de comptabilisation décrits pour les actifs financiers s'appliquent à l'identique aux passifs financiers, à ce titre :

- Les passifs financiers classés comme étant ultérieurement évalués au coût amorti sont comptabilisés à la juste valeur minorée ou majorée des coûts de transaction ;
- Les passifs financiers à la juste valeur par résultat sont comptabilisés à la juste valeur et les coûts de transaction associés seront comptabilisés directement au compte de résultat.

Si un passif financier est désigné comme étant évalué à la juste valeur par le biais du résultat alors :

- Le montant de la variation de la juste valeur attribuable aux variations du risque de crédit du passif (i.e. le *spread* émetteur) est à présenter en capitaux propres excepté si cet enregistrement aurait pour conséquence de créer ou accroître une non-concordance comptable au niveau du résultat (la détermination de cette non-concordance se fait lors de la comptabilisation initiale et n'est pas révisée par la suite). Les montants inscrits en capitaux propres ne sont pas, par la suite, recyclés en résultat ;
- Le reste de la variation de la juste valeur du passif financier est présenté en résultat.

Le traitement des modifications de passifs comptabilisés au coût amorti, dans le cas où la modification ne donne pas lieu à décomptabilisation, le gain ou la perte résultant de la différence entre les flux de trésorerie d'origine et les flux de trésorerie modifiés actualisés au taux d'intérêt effectif d'origine doit être enregistré en résultat.

2.5.2 Opérations en devises

Les règles d'enregistrement comptable dépendent du caractère monétaire ou non monétaire des éléments concourant aux opérations en devises réalisées par le groupe.

À la date d'arrêté, les actifs et les passifs monétaires libellés en devises sont convertis au cours de clôture dans la monnaie fonctionnelle de l'entité du groupe au bilan de laquelle ils sont comptabilisés. Les écarts de change résultant de cette conversion sont comptabilisés en résultat. Cette règle comporte toutefois deux exceptions :

- seule la composante de l'écart de change calculée sur le coût amorti des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres est comptabilisée en résultat, le complément est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » ;
- les écarts de change sur les éléments monétaires désignés comme couverture de flux de trésorerie ou faisant partie d'un investissement net dans une entité étrangère sont comptabilisés en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Les actifs non monétaires comptabilisés au coût historique sont évalués au cours de change du jour de la transaction. Les actifs non monétaires comptabilisés à la juste valeur sont convertis en utilisant le cours de change à la date à laquelle la juste valeur a été déterminée. Les écarts de change sur les éléments non monétaires sont comptabilisés en résultat si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en résultat et en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres » si le gain ou la perte sur l'élément non monétaire est enregistré en « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

Note 3 Consolidation

3.1 ÉVOLUTION DU PERIMETRE DE CONSOLIDATION AU COURS DU PREMIER SEMESTRE 2025

Aucune évolution du périmètre de consolidation du Groupe Palatine au cours du 1^{er} semestre 2025.

30/06/2025					
	Pays de constitution ou de résidence	Méthode de consolidation	Evolution du périmètre par rapport au 31 décembre 2024	Pourcentage de contrôle	Pourcentage d'intérêts
BANQUE PALATINE	France	Intégration globale			Entité consolidante
PALATINE ASSET MANAGEMENT	France	Intégration globale	-	100,0%	100,0%
ARIES ASSURANCES	France	Intégration globale	-	100,0%	100,0%
CONSERVATEUR FINANCE	France	Mise en équivalence	-	20,0%	20,0%

3.2 ECARTS D'ACQUISITION

3.2.1 Valeur des écarts d'acquisition

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Valeur nette à l'ouverture	0,0	0,0
Perte de valeur		
Valeur nette à la clôture	0,0	0,0

3.2.2 Variations de valeur des écarts d'acquisition

Aucune variation de valeur n'a été constatée depuis le 31 décembre 2018.

Note 4 Notes relatives au compte de résultat

L'essentiel

Le Produit Net Bancaire (PNB) regroupe :

- les produits et charges d'intérêts ;
- les commissions ;
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat ;
- les gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres ;
- les gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'instruments financiers au coût amorti ;
- le produit net des activités d'assurance ;
- les produits et charges des autres activités.

4.1 INTERETS, PRODUITS ET CHARGES ASSIMILES

Principes comptables

Les produits et charges d'intérêts sont comptabilisés dans le compte de résultat pour tous les instruments financiers évalués au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif, à savoir les prêts et emprunts sur les opérations interbancaires et sur les opérations clientèle, le portefeuille de titres au coût amorti, les dettes représentées par un titre, les dettes subordonnées ainsi que les passifs locatifs. Sont également enregistrés les coupons courus et échus des titres à revenu fixe comptabilisés dans le portefeuille d'actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres et des dérivés de couverture, étant précisé que les intérêts courus des dérivés de couverture de flux de trésorerie sont portés en compte de résultat symétriquement aux intérêts courus de l'élément couvert.

Les produits d'intérêts comprennent également les intérêts des instruments de dettes non basiques non détenus dans un modèle de transaction ainsi que les intérêts des couvertures économiques associées (classées par défaut en instruments à la juste valeur par résultat).

Le taux d'intérêt effectif est le taux qui actualise exactement les décaissements ou encaissements de trésorerie futurs sur la durée de vie prévue de l'instrument financier, de manière à obtenir la valeur comptable nette de l'actif ou du passif financier.

Le calcul de ce taux tient compte des coûts et revenus de transaction, des primes et décotes. Les coûts et revenus de transaction faisant partie intégrante du taux effectif du contrat, tels que les frais de dossier ou les commissions d'apporteurs d'affaires, s'assimilent à des compléments d'intérêt.

Les intérêts négatifs sont présentés de la manière suivante :

- un intérêt négatif sur un actif est présenté en charges d'intérêts dans le PNB,
- un intérêt négatif sur un passif est présenté en produits d'intérêts dans le PNB.

en millions d'euros	1er semestre 2025			1er semestre 2024		
	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net	Produits d'intérêt	Charges d'intérêt	Net
Prêts / emprunts sur les établissements de crédit ⁽¹⁾	69,1	(35,0)	34,2	88,3	(56,2)	32,1
Prêts / emprunts sur la clientèle ⁽²⁾	215,6	(88,4)	127,3	233,4	(93,4)	140,1
Obligations et autres titres de dettes détenus/émis	9,6	(27,3)	(17,7)	4,3	(47,9)	(43,6)
Dettes subordonnées	///	(9,7)	(9,7)	///	(10,7)	(10,7)
Passifs locatifs	///	(0,4)	(0,4)	///	(0,5)	(0,5)
Actifs et passifs financiers au coût amorti (hors opérations de location-financement)	294,3	(160,8)	133,6	326,0	(208,6)	117,4
Opérations de location-financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres de dettes	3,5	///	3,5	2,2	///	2,2
Autres	0,0	///	0,0	0,0	///	0,0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	3,5	///	3,5	2,2	///	2,2
Total actifs et passifs financiers au coût amorti et à la Jv par capitaux propres ⁽¹⁾	297,8	(160,8)	137,1	328,2	(208,6)	119,6
Actifs financiers non standards qui ne sont pas détenus à des fins de transaction	0,0	///	0,0	0,0	///	0,0
Instruments dérivés de couverture	17,9	(15,4)	2,6	10,7	(5,3)	5,4
Instruments dérivés pour couverture économique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des produits et charges d'intérêt	315,8	(176,1)	139,7	338,9	(213,9)	125,0

⁽¹⁾ Les produits d'intérêts sur prêts et créances avec les établissements de crédit comprennent 8,7 millions d'euros (8,6 millions d'euros au 1^{er} semestre 2024) au titre de la rémunération des fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Les charges ou produits d'intérêts sur les comptes d'épargne à régime spécial comprennent 0,229 millions d'euros au titre de la reprise nette à la provision épargne logement (contre une dotation nette de 1,4 millions d'euros au titre du 1er semestre 2024).

4.2 PRODUITS ET CHARGES DE COMMISSIONS

Principes comptables

En application de la norme IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients », la comptabilisation du produit des activités ordinaires reflète le transfert du contrôle des biens et services promis aux clients pour un montant correspondant à la contrepartie que l'entité s'attend à recevoir en échange de ces biens et services. La démarche de comptabilisation du revenu s'effectue en cinq étapes :

- identification des contrats avec les clients ;
- identification des obligations de performance (ou éléments) distinctes à comptabiliser séparément les unes des autres ;
- détermination du prix de la transaction dans son ensemble ;
- allocation du prix de la transaction aux différentes obligations de performance distinctes ;
- comptabilisation des produits lorsque les obligations de performance sont satisfaites.

Cette approche s'applique aux contrats qu'une entité conclut avec ses clients à l'exception, notamment, des contrats de location (couverts par la norme IFRS 16), des contrats d'assurance (couverts par la norme IFRS 17) et des instruments financiers (couverts par la norme IFRS 9). Si des dispositions spécifiques en matière de revenus ou de coûts des contrats sont prévues dans une autre norme, celles-ci s'appliquent en premier lieu.

Eu égard aux activités du groupe, sont principalement concernés par cette méthode :

- les produits de commissions, en particulier ceux relatifs aux prestations de service bancaires lorsque ces produits ne sont pas intégrés dans le taux d'intérêt effectif, ou ceux relatifs à la gestion d'actif ou aux prestations d'ingénierie financière
- les produits des autres activités, (cf. note 4.6) notamment en cas de prestations de services intégrées au sein de contrats de location
- les prestations de services bancaires rendues avec la participation de partenaires groupe.

Il en ressort donc que les commissions sont enregistrées en fonction du type de service rendu et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché.

Ce poste comprend notamment les commissions rémunérant des services continus (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.), des services ponctuels (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.), l'exécution d'un acte important ainsi que les commissions afférentes aux activités de fiducie et assimilées, qui conduisent le groupe à détenir ou à placer des actifs au nom de la clientèle.

En revanche, les commissions assimilées à des compléments d'intérêt et faisant partie intégrante du taux effectif du contrat figurent dans la marge d'intérêt.

Commissions sur prestations de service

Les commissions sur prestations de service font l'objet d'une analyse pour identifier séparément les différents éléments (ou obligations de performance) qui les composent et attribuer à chaque élément la part de revenu qui lui revient. Puis chaque élément est comptabilisé en résultat, en fonction du type de services rendus et du mode de comptabilisation des instruments financiers auxquels le service rendu est rattaché :

- les commissions rémunérant des services continus sont étalées en résultat sur la durée de la prestation rendue (commissions sur moyens de paiement, droits de garde sur titres en dépôts, etc.) ;
- les commissions rémunérant des services ponctuels sont intégralement enregistrées en résultat quand la prestation est réalisée (commissions sur mouvements de fonds, pénalités sur incidents de paiements, etc.) ;
- les commissions rémunérant l'exécution d'un acte important sont intégralement comptabilisées en résultat lors de l'exécution de cet acte.

Lorsqu'une incertitude demeure sur l'évaluation du montant d'une commission (commission de performance en gestion d'actif, commission variable d'ingénierie financière, etc.), seul le montant auquel le groupe est déjà assuré d'avoir droit compte-tenu des informations disponibles à la clôture est comptabilisé.

Les commissions faisant partie intégrante du rendement effectif d'un instrument telles que les commissions d'engagements de financement donnés ou les commissions d'octroi de crédits sont comptabilisées et amorties comme un ajustement du rendement effectif du prêt sur la durée de vie estimée de celui-ci. Ces commissions figurent donc parmi les « Produits d'intérêts » et non au poste « Commissions ».

Les commissions de fiducie ou d'activité analogue sont celles qui conduisent à détenir ou à placer des actifs au nom des particuliers, de régime de retraite ou d'autres institutions. La fiducie recouvre notamment les activités de gestion d'actif et de conservation pour compte de tiers.

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2025			1er semestre 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Opérations interbancaires et de trésorerie	0,3	(0,1)	0,3	0,5	(0,1)	0,4
Opérations avec la clientèle	27,1	0,0	27,1	24,3	0,0	24,3
Prestation de services financiers	4,3	(1,5)	2,7	3,9	(2,0)	1,9
Vente de produits d'assurance vie	6,1	///	6,1	7,0	///	7,0
Moyens de paiement	6,4	(3,0)	3,4	6,4	(2,9)	3,5
Opérations sur titres	1,1	(0,0)	1,1	1,1	0,0	1,1
Activités de fiducie	11,3	(0,1)	11,2	11,8	(0,1)	11,7
Opérations sur instruments financiers et de hors-bilan	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres commissions	0,7	0,0	0,7	1,1	0,0	1,1
TOTAL DES COMMISSIONS	57,3	(4,7)	52,6	56,0	(5,1)	50,9

4.3 GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Principes comptables

Le poste « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par résultat » enregistre les gains et pertes des actifs et passifs financiers de transaction, ou comptabilisés sur option à la juste valeur par résultat y compris les intérêts générés par ces instruments.

Les « Résultats sur opérations de couverture » comprennent la réévaluation des dérivés en couverture de juste valeur ainsi que la réévaluation symétrique de l'élément couvert, la contrepartie de la réévaluation en juste valeur du portefeuille macro couvert et la part inefficace des couvertures de flux de trésorerie.

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2025	1er semestre 2024
Résultats sur instruments financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat (1)	13,2	16,0
Résultats sur opérations de couverture	0,0	0,0
- Inefficacité de la couverture de flux trésorerie (CFH)	0,0	0,0
- Inefficacité de la couverture de juste valeur (FVH)	0,0	0,0
Variation de la couverture de juste valeur	3,7	2,5
Variation de l'élément couvert	(3,7)	(2,4)
Résultats sur opérations de change	(1,9)	(4,4)
Total des gains et pertes nets sur les instruments financiers à la juste valeur par résultat	11,3	11,6

(1) y compris couverture économique de change

Les gains et pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par le résultat diminuent de 0,36 millions d'euros.

Ce poste enregistre essentiellement un produit de 2,02 sur la XVA décomposé de la manière suivante : CVA 1,297 millions, DVA 0,712 millions, FVA-FBA - 0,897 million, FVA-FCA de 0,907 million.

4.4 GAINS OU PERTES NETS DES INSTRUMENTS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

Principes comptables

Les instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres comprennent :

- les instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur sont transférées en résultat.
- les instruments de capitaux propres à la juste valeur par capitaux propres non recyclables en résultat. En cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres. Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement.

Les variations de valeur des instruments de dettes basiques gérés en modèle de gestion de collecte et de vente à la juste valeur par capitaux propres recyclables regroupent :

- les produits et charges comptabilisés en marge net d'intérêts

- les gains ou pertes nets sur actifs financiers de dettes à la juste valeur par capitaux propres décomptabilisés
- les dépréciations/reprises comptabilisées en coût du risque
- les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2025	1er semestre 2024
Gains ou pertes nets sur instruments de dettes	0,0	0,0
Gains ou pertes nets sur instruments de capitaux propres (dividendes)	0,0	0,0
Total des profits et pertes sur les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	0,0	0,0

4.5 GAINS OU PERTES NETS RESULTANT DE LA DECOMPTABILISATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS AU COUT AMORTI

Principes comptables

Ce poste comprend les gains ou pertes nets sur instruments financiers au coût amorti résultant de la décomptabilisation d'instruments au coût amorti (prêts ou créances, titres de dettes) et de passifs financiers au coût amorti.

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2025			1er semestre 2024		
	Gains	Pertes	Net	Gains	Pertes	Net
Titres de dettes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gains et pertes sur les actifs financiers au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes envers la clientèle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes représentées par un titre	0,0	(0,0)	0,0	0,0	(0,0)	(0,0)
Dettes subordonnées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gains et pertes sur les passifs financiers au coût amorti	0,0	(0,0)	0,0	0,0	(0,0)	(0,0)
Total des gains ou pertes nets résultant de la décomptabilisation d'actifs financiers au coût amorti	0,0	(0,0)	0,0	0,0	(0,0)	(0,0)

4.6 PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITES

Principes comptables

Les produits et charges des autres activités enregistrent notamment :

- les produits et charges des immeubles de placement (loyers et charges, résultats de cession, amortissements et dépréciations) ;
- les produits et charges des opérations de locations opérationnelles ;
- les produits et charges de l'activité de promotion immobilière (chiffre d'affaires, achats consommés).

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2025			1er semestre 2024		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Produits et charges sur activités immobilières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits et charges sur opérations de location	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits et charges sur immeubles de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Quote-part réalisée sur opérations faites en commun	0,0	(0,0)	(0,0)	0,0	(0,0)	(0,0)
Charges refacturées et produits rétrocédés	0,0	(0,7)	(0,7)	0,0	(0,8)	(0,8)
Autres produits et charges divers d'exploitation	0,1	(2,9)	(2,7)	0,2	(2,0)	(1,8)
Dotations et reprises de provisions aux autres produits et charges d'exploitation	///	0,0	0,0		(0,6)	(0,6)
Autres produits et charges d'exploitation bancaire	0,1	(3,5)	(3,4)	0,2	(3,5)	(3,3)
TOTAL DES PRODUITS ET CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS	0,1	(3,5)	(3,4)	0,2	(3,5)	(3,3)

4.7 CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

Principes comptables

Les charges générales d'exploitation comprennent essentiellement les frais de personnel, dont les salaires et traitements nets de refacturation, les charges sociales ainsi que les avantages du personnel (tels que les charges de retraite). Ce poste comprend également l'ensemble des frais administratifs et services extérieurs.

Les modalités de constitution du fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) ont été modifiées par un arrêté du 27 octobre 2015.

Pour le fonds de garantie des dépôts, le montant cumulé des contributions versées par le groupe Palatine à la disposition du fonds au titre des mécanismes de dépôts, cautions et titres représente 19,5 millions d'euros. Les cotisations cumulées (contributions non remboursables en cas de retrait volontaire d'agrément) représentent 4,1 millions d'euros. Les contributions versées sous forme de certificats d'associé ou d'association et de dépôts de garantie espèces qui sont inscrits à l'actif du bilan s'élèvent à 15,4 millions d'euros au 30 juin 2025.

Contributions aux mécanismes de résolution bancaire

La directive 2014/59/UE dite BRRD (*Bank Recovery and Resolution Directive*) qui établit un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement et le règlement européen 806/2014 (règlement MRU) ont instauré la mise en place d'un fonds de résolution à partir de 2015. En 2016, ce fonds est devenu un Fonds de résolution unique (FRU) entre les États membres participants au Mécanisme de surveillance unique (MSU). Le FRU est un dispositif de financement de la résolution à la disposition de l'autorité de résolution (Conseil de Résolution Unique). Celle-ci pourra faire appel à ce fonds dans le cadre de la mise en œuvre de mesures de résolution.

Conformément au règlement délégué 2015/63 et au règlement d'exécution 2015/81 complétant la directive BRRD sur les contributions *ex-ante* aux dispositifs de financement pour la résolution, le Conseil de Résolution Unique a déterminé les contributions au fonds de résolution unique pour l'année 2025. La cible des fonds à collecter pour le fonds de résolution était atteinte au 30 juin 2025. Le montant des contributions versées par le groupe Palatine est nul en 2025 tant pour la part passant en charge que pour la part sous la forme d'engagement de paiement irrévocable (EPI) garanti par des dépôts espèces inscrits à l'actif du bilan. Des contributions pourront toutefois être appelées à l'avenir en fonction notamment de l'évolution des dépôts couverts et de l'utilisation éventuelle du fonds. La part des EPI correspond à 15 % des appels de fonds jusqu'en 2022 et 22,5% pour la contribution 2023. Ces dépôts sont rémunérés à €ster -20bp depuis le 1^{er} mai 2023. Le cumul du collatéral en garantie inscrit à l'actif du bilan s'élève à 7,7 millions d'euros au 30 juin 2025. Il est comptabilisé au coût amorti à l'actif du bilan sur la ligne « Comptes de régularisation et actifs divers » et ne fait pas l'objet de dépréciations au 30 juin 2025. Les engagements au titre des EPI ne font pas l'objet de provision au passif. En effet, les conditions d'utilisation des ressources du FRU, et donc d'appel des engagements de paiement irrévocables, sont strictement encadrées par la réglementation. Ces ressources ne peuvent être appelées qu'en cas de procédure de résolution d'un établissement et après une intervention à hauteur d'un minimum de 8 % du total des passifs par les actionnaires et les détenteurs d'instruments de fonds propres pertinents et d'autres engagements utilisables au titre du renflouement interne. De plus, la contribution du FRU ne doit pas excéder 5 % du total des passifs de l'établissement soumis à une procédure de résolution.

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2025	1er semestre 2024
Charges de personnel	(71,7)	(70,7)
Impôts, taxes et contributions réglementaires (1)	(3,5)	(3,9)
Services extérieurs et autres charges générales d'exploitation	(33,3)	(29,5)
Autres frais administratifs	(36,8)	(33,4)
TOTAL DES CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	(108,4)	(104,2)

⁽¹⁾ Les impôts, taxes et contributions réglementaires incluent notamment la taxe de soutien aux collectivités territoriales pour un montant annuel de 0,545 millions d'euros (contre 0,55 millions d'euros au premier semestre 2024).

Les refacturations des activités « organe central » (listées dans le Code monétaire et financier) sont présentées en PNB et les refacturations des missions groupe restent présentées en frais de gestion.

4.8 GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS

Principes comptables

Les gains ou pertes sur autres actifs enregistrent les résultats de cession des immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les plus ou moins-values de cession des titres de participation consolidés.

	1er semestre 2025	1er semestre 2024
Gains ou pertes sur cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation	0,0	3,1
Gains ou pertes sur cessions des participations consolidées	0,0	0,0
TOTAL DES GAINS OU PERTES SUR AUTRES ACTIFS	0,0	3,1

Note 5 Notes relatives au bilan

5.1 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT

Principes comptables

Les actifs et passifs financiers à la juste valeur par résultat sont constitués des opérations négociées à des fins de transaction, y compris les instruments financiers dérivés, de certains actifs et passifs que le groupe a choisi de comptabiliser à la juste valeur, dès la date de leur acquisition ou de leur émission, au titre de l'option offerte par la norme IFRS 9 et des actifs non basiques.

Les critères de classement des actifs financiers sont décrits en note 2.5.1.

Date d'enregistrement des titres

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titres sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

Lorsque les opérations de prise en pension et de mise en pension de titres sont comptabilisées dans les « Actifs et passifs à la juste valeur par résultat », l'engagement de mise en place de la pension est comptabilisé comme un instrument dérivé ferme de taux.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

5.1.1 Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par résultat sont :

- les actifs financiers détenus à des fins de transaction, c'est-à-dire acquis ou émis dès l'origine avec l'intention de les revendre à brève échéance ;
- les actifs financiers que le groupe a choisi de comptabiliser dès l'origine à la juste valeur par résultat, en application de l'option offerte par la norme IFRS 9. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus ;
- les instruments de dettes non basiques ;
- les instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par résultat par défaut (qui ne sont pas détenus à des fins de transaction).

Ces actifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté. Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, dividendes, gains ou pertes de cessions sur ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » à l'exception des actifs financiers de dettes non basiques dont les intérêts sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts ».

Les actifs financiers du portefeuille de transaction comportent notamment les opérations sur titres réalisées pour compte propre, les pensions et les instruments financiers dérivés négociés dans le cadre des activités de gestion de position du groupe.

Actifs à la juste valeur par résultat sur option

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des actifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est réservée uniquement dans le cas d'une élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable. L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

	30/06/2025				31/12/2024			
	Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat				Actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par résultat			
	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers ⁽¹⁾	Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option ⁽²⁾	Total	Actifs financiers relevant d'une activité de transaction	Autres actifs financiers ⁽¹⁾	Actifs financiers désignés à la juste valeur sur option ⁽²⁾	Total
<i>en millions d'euros</i>								
Obligations et autres titres de dettes	0,0	13,9	0,0	13,9	0,0	15,9	0,0	15,9
Titres de dettes	0,0	13,9	0,0	13,9	0,0	15,9	0,0	15,9
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0				
Instruments de capitaux propres	0,0	0,0	///	0,0	0,0	0,0	///	0,0
Dérivés de transaction ⁽³⁾	313,9	///	///	313,9	339,4	///	///	339,4
Dépôts de garantie versés	0,0	///	///	0,0	0,0	///	///	0,0
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	313,9	13,9	0,0	327,9	339,4	15,9	0,0	355,3

⁽¹⁾ Inclus les actifs non basiques qui ne relèvent pas d'une activité de transaction dont les parts d'OPCVM ou de FCPR présentés au sein des obligations et autres titres de dettes

⁽²⁾ Uniquement dans le cas d'une « non-concordance comptable »

⁽³⁾ Les informations sont présentées en tenant compte des effets de la compensation réalisée conformément à la norme IAS 32 (cf. note 5.15.1).

Le poste « Dérivés de transaction » inclut les dérivés dont la juste valeur est positive. Il s'agit principalement de dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture comptable restrictifs requis par la norme IAS 39.

Le montant de ce poste est également diminué de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la CVA (*Credit Valuation Adjustment*), soit 4,5 millions d'euros au 30 juin 2025.

5.1.2 Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Principes comptables

Les passifs financiers à la juste valeur par résultat comprennent des passifs financiers détenus à des fins de transaction ou classés dans cette catégorie de façon volontaire dès leur comptabilisation initiale en application de l'option ouverte par la norme IFRS 9. Le portefeuille de transaction est composé de dettes liées à des opérations de vente à découvert, d'opérations de pension et d'instruments financiers dérivés. Les conditions d'application de cette option sont décrites ci-dessus.

Ces passifs sont évalués à leur juste valeur en date de comptabilisation initiale comme en date d'arrêté.

Les variations de juste valeur de la période, les intérêts, gains ou pertes liés à ces instruments sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat », à l'exception des variations de juste valeur attribuables à l'évolution du risque de crédit propre pour les passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option qui sont enregistrées, depuis le 1^{er} janvier 2016, dans le poste « Réévaluation du risque de crédit propre des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat » au sein des « Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ». En cas de décomptabilisation du passif avant son échéance (par exemple, rachat anticipé), le gain ou la perte de juste valeur réalisé, attribuable au risque de crédit propre, est transféré(e) directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option

La norme IFRS 9 permet, lors de la comptabilisation initiale, de désigner des passifs financiers comme devant être comptabilisés à la juste valeur par résultat, ce choix étant irrévocable.

Le respect des conditions fixées par la norme doit être vérifié préalablement à toute inscription d'un instrument en option juste valeur.

L'application de cette option est en effet réservée aux situations suivantes :

Élimination ou réduction significative d'un décalage de traitement comptable

L'application de l'option permet d'éliminer les distorsions découlant de règles de valorisation différentes appliquées à des instruments gérés dans le cadre d'une même stratégie.

Alignement du traitement comptable sur la gestion et la mesure de performance

L'option s'applique dans le cas de passifs gérés et évalués à la juste valeur, à condition que cette gestion repose sur une politique de gestion des risques ou une stratégie d'investissement documentée et que le suivi interne s'appuie sur une mesure en juste valeur.

Instruments financiers composés comportant un ou plusieurs dérivés incorporés

Un dérivé incorporé est la composante d'un contrat hybride, financier ou non, qui répond à la définition d'un produit dérivé. Il doit être extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément dès lors que l'instrument hybride n'est pas évalué en juste valeur par résultat et que les caractéristiques économiques et les risques associés du dérivé incorporé ne sont pas étroitement liés au contrat hôte.

L'application de l'option juste valeur à un passif financier est possible dans le cas où le dérivé incorporé modifie substantiellement les flux du contrat hôte et que la comptabilisation séparée du dérivé incorporé n'est pas spécifiquement interdite par la norme IFRS 9 (exemple d'une option de remboursement anticipé incorporée dans un instrument de dettes). L'option permet d'évaluer l'instrument à la juste valeur dans son intégralité, ce qui permet de ne pas extraire ni comptabiliser ni évaluer séparément le dérivé incorporé.

Ce traitement s'applique en particulier à certaines émissions structurées comportant des dérivés incorporés significatifs.

	30/06/2025			31/12/2024		
	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total	Passifs financiers émis à des fins de transaction	Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option	Total
<i>en millions d'euros</i>						
Dérivés de transaction	299,2	///	299,2	315,9	///	315,9
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	299,2		299,2	315,9		315,9

Le poste « Dérivés de transaction » inclut les dérivés dont la juste valeur est négative. Il s'agit principalement de dérivés de couverture économique qui ne répondent pas aux critères de couverture comptable restrictifs requis par la norme IAS 39.

Le montant de ce poste est également augmenté de celui des ajustements de valeur de l'ensemble du portefeuille de dérivés (de transaction et de couverture) au titre de la DVA (*Debit Valuation Adjustment*), soit 0,1 million d'euros au 30 juin 2025.

Conditions de classification des passifs financiers à la juste valeur sur option

Les passifs valorisés sur option à la juste valeur par résultat sont constitués principalement des émissions originées et structurées au sein du pôle Global Financial Services pour le compte de la clientèle dont les risques et la couverture sont gérés dans un même ensemble. Ces émissions contiennent des dérivés incorporés dont les variations de valeur sont compensées, à l'exception de celles affectées au risque de crédit propre, par celles des instruments dérivés qui les couvrent économiquement.

5.2 ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR PAR CAPITAUX PROPRES

Principes comptables

Les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres sont initialement comptabilisés pour leur juste valeur augmentée des frais de transaction.

- Instruments de dettes évalués à la juste valeur par capitaux propres recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur (pied de coupon) sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres recyclables (les actifs en devises étant monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change affectent le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 8.

Ces instruments sont soumis aux exigences d'IFRS 9 en matière de dépréciation. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1. En cas de cession, ces variations de juste valeur sont transférées en résultat.

Les revenus courus ou acquis sur les instruments de dettes sont enregistrés dans le poste « Produits d'intérêts et assimilés » selon la méthode du taux d'intérêt effectif (TIE). Cette méthode est décrite dans la note 5.3 – Actifs au coût amorti.

• Instruments de capitaux propres évalués à la juste valeur par capitaux propres non recyclables

En date d'arrêté, ils sont évalués à leur juste valeur et les variations de juste valeur sont enregistrées en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres non recyclables (les actifs en devise étant non monétaires, les variations de juste valeur pour la composante change n'affectent pas le résultat). Les principes de détermination de la juste valeur sont décrits en note 8.

La désignation à la juste valeur par capitaux propres non recyclables est une option irrévocable qui s'applique instrument par instrument uniquement aux instruments de capitaux propres non détenus à des fins de transaction. Les pertes de valeur latentes et réalisées restent constatées en capitaux propres sans jamais affecter le résultat. Ces actifs financiers ne font pas l'objet de dépréciation.

En cas de cession, ces variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat mais directement dans le poste réserves consolidées en capitaux propres.

Seuls les dividendes affectent le résultat dès lors qu'ils correspondent à un retour sur l'investissement. Ils sont enregistrés dans le poste « Gains ou pertes nets des instruments financiers à la juste valeur par capitaux propres » (note 4.4).

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Prêts ou créances sur la clientèle	0,0	0,0
Titres de dettes	741,8	608,9
Actions et autres titres de capitaux propres	15,9	14,8
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	757,7	623,7
<i>Dont dépréciations pour pertes de crédit attendues ⁽¹⁾</i>	<i>(0,1)</i>	<i>(0,0)</i>
<i>Dont gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (avant impôts) ⁽²⁾</i>	<i>(23,6)</i>	<i>(30,6)</i>
- Instruments de dettes	(23,6)	(29,7)
- Instruments de capitaux propres	(0,0)	(0,9)

⁽¹⁾ Détail présenté dans la note 7.1.2.2.

⁽²⁾ Y compris la part des participations ne donnant pas le contrôle

Au 30 juin 2025, les gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres incluent plus particulièrement les effets publics, les obligations et autres titres de participation.

Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres

Principes comptables

Les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres peuvent être :

- des titres de participation ;
- des actions et autres titres de capitaux propres.

Lors de la comptabilisation initiale, les instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres sont évalués à la juste valeur majorée des coûts de transaction. Lors des arrêts suivants, les variations de juste valeur de l'instrument sont comptabilisées en capitaux propres (OCI).

Les variations de juste valeur ainsi accumulées en capitaux propres ne seront pas reclassées en résultat au cours d'exercices ultérieurs (OCI non recyclables).

Seuls les dividendes sont comptabilisés en résultat lorsque les conditions sont remplies.

	30/06/2025				31/12/2024			
	Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période	Décomptabilisation sur la période		Juste valeur	Dividendes comptabilisés sur la période	Décomptabilisation sur la période	
		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession		Instruments de capitaux propres détenus à la fin de la période	Juste valeur à la date de cession	Profit ou perte cumulé à la date de cession
<i>En millions d'euros</i>								
Titres de participations	3,7	0,0	0,0	0,0	4,0	0,5	0,0	0,0
Actions et autres titres de capitaux propres	12,2	0,0	0,0	0,0	10,9	0,0	0,0	0,0
TOTAL	15,9	0,0	0,0	0,0	14,8	0,5	0,0	0,0

Les titres de participation comprennent les participations stratégiques, les entités « outils » (l'informatique par exemple) et certains titres de capital investissement à long terme. Ces titres de participation n'ayant pas vocation à être cédés, un classement en instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par capitaux propres est adapté à cette nature de participation.

5.3 ACTIFS AU COUT AMORTI

Principes comptables

Les actifs au coût amorti sont des actifs financiers basiques détenus dans un modèle de collecte. La grande majorité des crédits accordés par le groupe est classée dans cette catégorie. Les informations relatives au risque de crédit sont présentées en note 7.1.

Les actifs financiers au coût amorti incluent les prêts et créances consentis aux établissements de crédit et à la clientèle ainsi que les titres au coût amorti tels que les effets publics ou les obligations.

Les prêts et créances sont enregistrés initialement à leur juste valeur augmentée des coûts et diminuée des produits directement attribuables, selon le cas, à la mise en place du crédit ou à l'émission.

Lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, une décote correspondant à l'écart entre la valeur nominale du prêt et la somme des flux de trésorerie futurs, actualisés au taux de marché, est comptabilisée en diminution de la valeur nominale du prêt. Le taux de marché est le taux qui est pratiqué par la grande majorité des établissements de la place à un moment donné, pour des instruments et des contreparties ayant des caractéristiques similaires.

Lors des arrêts ultérieurs, ces actifs financiers sont évalués au coût amorti selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE).

Le TIE est le taux qui actualise les flux de trésorerie futurs à la valeur comptable initiale du prêt. Ce taux inclut les décotes, constatées lorsque les prêts sont octroyés à des conditions inférieures aux conditions de marché, ainsi que les produits et coûts externes de transaction directement liés à la mise en place des prêts et analysés comme un ajustement du rendement effectif du prêt. Aucun coût interne n'est pris en compte dans le calcul du coût amorti.

Prêts garantis par l'Etat

Le prêt garanti par l'Etat (PGE) est un dispositif de soutien mis en place en application de l'article 6 de la loi n°2020-289 du 23 mars 2020 de finances rectificative pour 2020 et de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances du 23 mars 2020 accordant la garantie de l'Etat aux établissements de crédit et sociétés de financement à partir du 16 mars 2020 afin de répondre aux besoins de trésorerie des sociétés impactées par la crise sanitaire Covid-19. Le PGE doit répondre aux critères d'éligibilité communs à tous les établissements distribuant ce prêt définis par la loi. Le dispositif a pris fin au 30 juin 2022.

Le PGE est un prêt de trésorerie d'une durée d'un an qui comporte un différé d'amortissement sur cette durée. Les sociétés bénéficiaires pourront décider, à l'issue de la première année, d'amortir le PGE sur une durée d'une à cinq années supplémentaires ou de commencer l'amortissement du capital seulement à partir de la deuxième année de la période d'amortissement en ne réglant que les intérêts et le coût de la garantie de l'Etat.

Pour les sociétés éligibles, le montant du PGE est plafonné, dans le cas général (hors entreprises innovantes et de création récente, et hors PGE Saison pour notre clientèle de Tourisme / Hôtellerie / Restauration par exemple), à 25 % du chiffre d'affaires de la société. Le PGE bénéficie d'une garantie de l'Etat à hauteur de 70 à 90 % selon la taille de l'entreprise, les banques conservant ainsi la part du risque résiduel. La garantie de l'Etat couvre un pourcentage du montant restant dû de la créance (capital, intérêts et accessoires) jusqu'à la déchéance de son terme. La garantie de l'Etat pourra être appelée avant la déchéance du terme en présence d'un événement de crédit

La pénalité de remboursement anticipé est fixée au contrat et de manière raisonnable (2 % du capital restant dû pendant la période initiale du prêt, de 3 à 6 % du capital restant dû pendant la période d'amortissement du prêt). Les conditions de prorogation ne sont pas fixées par anticipation mais établies deux à trois mois avant l'échéance de l'option de prorogation, en fonction des conditions de marché.

Les PGE ne peuvent pas être couverts par une autre sûreté ou garantie que celle de l'Etat sauf lorsqu'ils sont octroyés dans le cadre d'un arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances. Il est admis que le professionnel ou le dirigeant puisse demander ou se voir proposer, la souscription d'une assurance décès mais pas se la faire imposer.

Compte-tenu de ces caractéristiques, les PGE répondent aux critères de prêts basiques (cf. note 2.5.1). Ils sont comptabilisés dans la catégorie « coût amorti » puisqu'ils sont détenus dans un modèle de gestion de collecte dont l'objectif est de détenir les prêts pour en collecter les flux de trésorerie (cf. note 2.5.1). Lors des arrêts ultérieurs, ils seront évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Concernant la garantie de l'Etat, elle est considérée comme faisant partie intégrante des termes du contrat et est prise en compte dans le calcul des dépréciations pour pertes de crédit attendues. La commission de garantie payée à l'octroi du crédit par le Groupe BPCE à l'Etat est comptabilisée en résultat de manière étalée sur la durée initiale du PGE selon la méthode du Taux d'Intérêt Effectif (TIE). L'impact est présenté au sein de la marge nette d'intérêt.

Un PGE octroyé à une contrepartie considérée douteuse à l'initiation (Statut 3) est classé en POCI (*Purchased or Originated Credit Impaired*).

Toutefois, l'octroi d'un PGE à une contrepartie donnée ne constitue pas à lui seul un critère de dégradation du risque, devant conduire à un passage en Statut 2 ou 3 des autres encours de cette contrepartie.

Le PGE Résilience, ouvert au 6 avril 2022, est un complément de PGE pour les entreprises impactées par les conséquences du conflit en Ukraine (notamment pour des entreprises qui seraient au - ou proches du - plafond des 25% du PGE). Le plafond autorisé est de 15% du chiffre d'affaires moyen des trois derniers exercices comptables, ou les deux derniers exercices si elles ne disposent que de deux exercices comptables ou le dernier exercice si elles ne disposent que d'un exercice comptable, ou calculé comme le chiffre d'affaires annualisé par projection linéaire à partir du chiffre d'affaires réalisé à date si elles ne disposent d'aucun exercice comptable clos. Hormis pour son montant, soumis au nouveau plafond de 15% du chiffre d'affaires, ce PGE complémentaire prend la même forme que les PGE instaurés au début de la crise sanitaire : même durée maximale (jusqu'à 6 ans), même période minimale de franchise de remboursement (12 mois), même quotité garantie et prime de garantie. Ce PGE Résilience est entièrement cumulable avec le ou les PGE éventuellement obtenu(s) ou à obtenir initialement jusqu'au 30 juin 2022. Ce dispositif a pris fin au 31 décembre 2023.

Renégociations et restructurations

Lorsque des contrats font l'objet de modifications, la norme IFRS 9 requiert l'identification des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation. Le profit ou la perte résultant de la modification d'un contrat est comptabilisé en résultat en cas de modification. La valeur comptable brute de l'actif financier est alors recalculée pour être égale à la valeur actualisée, au taux d'intérêt effectif initial, des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés. Une analyse du caractère substantiel des modifications est cependant à mener au cas par cas.

Les encours « restructurés » correspondent aux financements ayant fait l'objet d'aménagements constituant une concession lorsque ces aménagements sont conclus avec des débiteurs faisant face ou sur le point de faire face à des difficultés financières. Les encours « restructurés » résultent donc de la combinaison d'une concession et de difficultés financières.

Les aménagements visés par les « restructurations » doivent apporter une situation plus avantageuse au débiteur (ex : suspension d'échéance d'intérêt ou de principal, prorogation d'échéance, etc.) et sont matérialisés par la mise en place d'avenants modifiant les termes d'un contrat existant ou par le refinancement total ou partiel d'un prêt existant.

La difficulté financière est déterminée en observant un certain nombre de critères tels que l'existence d'impayés de plus de 30 jours ou la présence d'une note sensible. La mise en place d'une « restructuration » n'implique pas nécessairement le classement de la contrepartie concernée par le réaménagement dans la catégorie des défauts bâlois. Le classement en défaut de la contrepartie dépend du résultat du test de viabilité réalisé lors de la restructuration de la contrepartie.

En cas de restructuration à la suite d'un événement générateur de pertes de crédit avéré, le prêt est considéré comme un encours déprécié (au Statut 3) et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt à la suite de la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au compte de résultat dans la marge d'intérêt selon un mode actuariel sur la durée du prêt. En l'absence de significativité de la décote, le TIE du prêt restructuré est ajusté et aucune décote n'est constatée.

Le prêt restructuré est réinscrit en encours sain (non déprécié, au Statut 1 ou au Statut 2) quand il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

Lorsque la restructuration est substantielle (par exemple la conversion en tout ou partie d'un prêt en un instrument de capitaux propres), les nouveaux instruments sont comptabilisés à leur juste valeur. La différence entre la valeur comptable du prêt (ou de la partie du prêt) décomptabilisé(e) et la juste valeur des actifs reçus en échange est inscrite en résultat dans le poste « Coût du risque de crédit ». La dépréciation éventuelle

précédemment constituée sur le prêt est ajustée. Elle est entièrement reprise en cas de conversion totale du prêt en nouveaux actifs.

Les moratoires accordés de manière générale aux entreprises et visant à répondre à des difficultés de trésorerie temporaires liées à la crise du Covid-19, sont venus modifier les échéanciers de remboursement de ces créances sans en modifier substantiellement leurs caractéristiques. Ces créances sont donc modifiées sans être décomptabilisées. De plus, l'octroi de cet aménagement ne constitue pas en lui-même un indicateur de difficulté financière des dites entreprises.

Frais et commissions

Les coûts directement attribuables à la mise en place des prêts sont des coûts externes qui consistent essentiellement en commissions versées à des tiers telles que les commissions aux apporteurs d'affaires.

Les produits directement attribuables à l'émission des nouveaux prêts sont principalement composés des frais de dossier facturés aux clients, des refacturations de coûts et des commissions d'engagement de financement (s'il est plus probable qu'improbable que le prêt se dénoue). Les commissions perçues sur des engagements de financement qui ne donneront pas lieu à tirage sont étalées de manière linéaire sur la durée de l'engagement.

Les charges et produits relatifs à des prêts d'une durée initiale inférieure à un an sont étalés *pro rata temporis* sans recalcul du TIE. Pour les prêts à taux variable ou révisable, le TIE est recalculé à chaque refixation du taux.

Date d'enregistrement

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

Les opérations de cession temporaire de titre sont également comptabilisées en date de règlement livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Pour les opérations de prise en pension, un engagement de financement donné est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison.

5.3.1 Titres au coût amorti

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Effets publics et valeurs assimilées	645,1	421,6
Obligations et autres titres de dettes	368,6	199,2
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(24,6)	(23,7)
TOTAL DES TITRES AU COUT AMORTI	989,2	597,1

La juste valeur des titres au coût amorti est présentée en note 8.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

5.3.2 Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés au coût amorti

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	1 274,3	1 553,3
Opérations de pension	0,0	0,0
Comptes et prêts ⁽¹⁾	3 336,7	3 786,1
Autres prêts ou créances sur établissements de crédit	0,0	0,0
Dépôts de garantie versés	85,2	48,7
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(0,1)	(0,0)
TOTAL	4 696,0	5 388,1

⁽¹⁾ Les fonds du Livret A, du LDD et du LEP centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations et présentés sur la ligne « Comptes et prêts » s'élèvent à 634,9 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 629,8 millions d'euros au 31 décembre 2024.

La juste valeur des prêts et créances sur établissement de crédit et assimilés est présentée en note 8.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

5.3.3 Prêts et créances sur la clientèle au coût amorti

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires débiteurs	436,6	416,8
Autres concours à la clientèle	11 719,7	11 860,6
-Prêts à la clientèle financière	0,0	0,0
-Crédits de trésorerie ⁽¹⁾	4 442,4	4 663,6
-Crédits à l'équipement	3 650,9	3 480,0
-Crédits au logement	3 214,0	3 247,5
-Crédits à l'exportation	44,3	41,6
-Opérations de pension	0,0	0,0
-Opérations de location-financement	0,0	0,0
-Prêts subordonnés	1,3	1,3
-Autres crédits	366,8	426,5
Autres prêts ou créances sur la clientèle	21,2	17,4
Dépôts de garantie versés	51,8	43,3
Prêts et créances bruts sur la clientèle	12 229,2	12 338,1
Dépréciations pour pertes de crédit attendues	(338,0)	(355,7)
TOTAL	11 891,1	11 982,4

⁽¹⁾ Les prêts garantis par l'Etat (PGE) sont présentés au sein des crédits de trésorerie et s'élèvent à 22,9 millions d'euros au 30 juin 2025 contre 28,5 millions d'euros au 31 décembre 2024.

La juste valeur des prêts et créances sur la clientèle est présentée en note 8.

La segmentation des encours et des dépréciations pour pertes de crédit par statut est présentée dans la note 7.1.

5.4 RECLASSEMENTS D'ACTIFS FINANCIERS

Principes comptables

Les reclassements d'actifs financiers en IFRS 9 sont limités. Il n'est pas possible de reclasser un titre au coût amorti en cas de simple illiquidité des marchés. Un reclassement est possible uniquement dans le cas où le modèle de gestion a changé en raison d'une décision stratégique du management. De ce fait, il s'agit de cas très limités (exemple : vente d'un secteur d'activité se traduisant par un passage en gestion extinctive des actifs concernés, restructuration d'activité, ...).

Dans ce cas, le reclassement est prospectif et n'implique pas de requalification affectant les périodes antérieures.

La Banque Palatine n'a procédé à aucun reclassement d'actifs financiers au 30 juin 2025.

5.5 COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Comptes d'encaissement	4,4	1,8
Charges constatées d'avance	4,9	3,1
Produits à recevoir	18,1	28,1
Autres comptes de régularisation	105,3	76,4
Comptes de régularisation - actif	132,6	109,4
Comptes de règlement débiteurs sur opérations sur titres	0,0	0,0
Dépôts de garantie versés	0,0	0,0
Débiteurs divers	18,2	18,7
Actifs divers	18,2	18,7
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS	150,8	128,1

La ligne « Comptes d'encaissement » enregistre principalement les remises de chèques transmises à l'encaissement (via la Chambre de compensation), ainsi que les créances Dailly escomptées en attente de règlement.

Les « Autres comptes de régularisation » enregistrent principalement les opérations en instance de traitement dans les modules de gestion.

5.6 ACTIFS NON COURANTS DESTINES A ETRE CEDES ET DETTES LIEES

Principes comptables

En cas de décision de vendre des actifs non courants avec une forte probabilité pour que cette vente intervienne dans les 12 mois, les actifs concernés sont isolés au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont également présentés séparément dans un poste dédié « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Dès lors qu'ils sont classés dans cette catégorie, les actifs non courants cessent d'être amortis et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur juste valeur minorée des coûts de la vente. Les instruments financiers restent évalués selon les principes de la norme IFRS 9.

Un actif (ou un groupe d'actifs) non courant est destiné à être cédé lorsque sa valeur comptable est recouvrée par le biais d'une transaction de vente. Cet actif (ou groupe d'actifs) doit être disponible immédiatement en vue de la vente et il doit être hautement probable que cette vente intervienne dans les douze mois.

La Banque Palatine n'est pas concernée par ces actifs.

5.7 DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE

Principes comptables

Les dettes émises qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre.

Les dettes représentées par un titre sont ventilées selon la nature de leur support, à l'exclusion des titres subordonnés classés au poste « Dettes subordonnées ».

Les titres sont inscrits au bilan à la date de règlement-livraison.

En cas de cession partielle d'une ligne de titres, la méthode « premier entré, premier sorti » est retenue, sauf cas particuliers.

Une catégorie de passifs éligibles au numérateur du TLAC (exigence en Total Loss Absorbing Capacity) a été introduite par la loi française et désignée communément « senior non préférée ». Ces passifs ont un rang intermédiaire entre celui des fonds propres et des autres dettes dites « senior préférées ».

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Emprunts obligataires	0,0	0,0
Titres du marché interbancaire et titres de créances négociables	1 787,5	1 723,7
Autres dettes représentées par un titre qui ne sont ni non préférées ni subordonnées	0,0	0,0
Dettes non préférées	0,0	0,0
Total	1 787,5	1 723,7
Dettes rattachées	23,5	21,6
TOTAL DES DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE	1 811,1	1 745,4

La juste valeur des dettes représentées par un titre est présentée en note 8.

5.8 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS ET ENVERS LA CLIENTÈLE

Principes comptables

Les dettes, qui ne sont pas classées comme des passifs financiers évalués à la juste valeur par résultat ni comme des capitaux propres, sont enregistrées au bilan en « Dettes envers les établissements de crédit » ou en « Dettes envers la clientèle ».

Ces dettes émises sont initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

Ces instruments sont enregistrés au bilan en dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle et dettes représentées par un titre (note 5.7).

Les opérations de cession temporaire de titre sont comptabilisées en date de règlement livraison.

Pour les opérations de mise en pension de titres, un engagement de financement reçu est comptabilisé entre la date de transaction et la date de règlement livraison lorsque ces opérations sont comptabilisées en « Dettes ».

Les opérations de refinancement à long terme (TLTRO3) auprès de la BCE ont été remboursées en totalité fin mars 2024.

5.8.1 Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Comptes à vue	60,1	18,9
Opérations de pension	0,0	0,0
Dettes rattachées	0,0	0,0
Dettes à vue envers les établissements de crédit et assimilés	60,1	18,9
Emprunts et comptes à terme	2 020,6	1 501,3
Opérations de pension	0,0	0,0
Dettes rattachées	9,4	10,5
Dettes à termes envers les établissements de crédit et assimilés	2 030,0	1 511,8
Dépôts de garantie reçus	87,7	152,4
TOTAL DES DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET ASSIMILÉS	2 177,8	1 683,2

La juste valeur des dettes envers les établissements de crédit et assimilés est présentée en note 8.

L'augmentation des opérations avec le réseau en 2025 est liée à l'optimisation de la circulation de liquidité réglementaire au sein du groupe par l'organe central.

5.8.2 Dettes envers la clientèle

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Comptes ordinaires créditeurs	10 005,9	10 587,1
Livret A	857,9	826,3
Plans et comptes épargne-logement	130,2	141,2
Autres comptes d'épargne à régime spécial	560,2	574,9
Dettes rattachées	13,9	0,0
Comptes d'épargne à régime spécial	1 562,3	1 542,4
Comptes et emprunts à vue	16,2	11,3
Comptes et emprunts à terme	1 124,5	1 368,1
Dettes rattachées	9,7	12,0
Autres comptes de la clientèle	1 150,4	1 391,4
Opérations de pension	0,0	0,0
Autres dettes envers la clientèle	0,0	0,0
Dépôts de garantie reçus	3,9	5,7
TOTAL DES DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE	12 722,5	13 526,6

La juste valeur des dettes envers la clientèle est présentée en note 8.

5.9 COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Comptes d'encaissement	86,9	46,8
Produits constatés d'avance	3,0	4,1
Charges à payer	59,9	61,0
Autres comptes de régularisation créditeurs	23,1	83,7
Comptes de régularisation - passif	172,9	195,6
Comptes de règlement créditeurs sur opérations sur titres	0,0	0,0
Créditeurs divers	19,4	26,0
Passifs locatifs	38,2	36,7
Passifs divers	57,5	62,7
TOTAL DES COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS	230,4	258,3

La ligne « Comptes d'encaissement » enregistre principalement les virements émis (via la Chambre de compensation), et les prélèvements de lettres de change relevés.

5.10 PROVISIONS

Principes comptables

Les provisions autres que celles relatives aux engagements sociaux et assimilés, aux provisions épargne-logement, aux risques d'exécution des engagements par signature et aux contrats d'assurance concernent essentiellement les litiges, amendes, risques fiscaux (autres que l'impôt sur le résultat) et restructurations.

Les provisions sont des passifs dont l'échéance ou le montant est incertain. Une provision doit être comptabilisée lorsqu'il existe une obligation actuelle (juridique ou implicite) résultant d'événements passés, dont il est probable que le règlement nécessitera une sortie de ressources, et dont le montant peut être estimé de manière fiable.

Le montant comptabilisé en provision correspond à la meilleure estimation de la dépense nécessaire au règlement de l'obligation actuelle à la date de clôture.

Les provisions sont actualisées dès lors que l'effet d'actualisation est significatif.

Les dotations et reprises de provisions sont enregistrées en résultat sur les lignes correspondant à la nature des dépenses futures couvertes.

Engagements sur les contrats d'épargne-logement

Les Comptes Epargne-Logement (CEL) et les Plans Epargne-Logement (PEL) sont des produits d'épargne proposés aux particuliers dont les caractéristiques sont définies par la loi de 1965 sur l'épargne-logement et les décrets pris en application de cette loi.

Le régime d'épargne-logement génère des engagements de deux natures pour les établissements qui le commercialisent :

- l'engagement de devoir, dans le futur, accorder à la clientèle des crédits à un taux déterminé fixé à l'ouverture du contrat pour les PEL ou à un taux fonction de la phase d'épargne pour les contrats CEL ;
- l'engagement de devoir rémunérer l'épargne dans le futur à un taux fixé à l'ouverture du contrat pour une durée indéterminée pour les PEL ou à un taux fixé chaque semestre en fonction d'une formule d'indexation fixée par la loi pour les contrats de CEL.

Les engagements présentant des conséquences potentiellement défavorables sont évalués pour chacune des générations de plans d'épargne-logement, d'une part et pour l'ensemble des comptes épargne-logement, d'autre part.

Les risques attachés à ces engagements sont couverts par une provision dont le montant est déterminé par l'actualisation des résultats futurs dégagés sur les encours en risque :

- l'encours d'épargne en risque correspond au niveau d'épargne futur incertain des plans existants à la date de calcul de la provision. Il est estimé statistiquement en tenant compte du comportement des souscripteurs épargnants, pour chaque période future, par différence entre les encours d'épargne probables et les encours d'épargne minimum attendus ;
- l'encours de crédit en risque correspond aux encours de crédit déjà réalisés mais non encore échus à la date de calcul et des crédits futurs estimés statistiquement en tenant compte du comportement de la clientèle et des droits acquis et projetés attachés aux comptes et plans d'épargne-logement.

Les engagements sont estimés par application de la méthode « Monte-Carlo » pour traduire l'incertitude sur les évolutions potentielles des taux et leurs conséquences sur les comportements futurs modélisés des clients et sur les encours en risque. Sur cette base, une provision est constituée sur une même génération de contrats en cas de situation potentiellement défavorable pour le groupe, sans compensation entre générations.

La provision est inscrite au passif du bilan et les variations sont enregistrées en produits et charges d'intérêts.

5.10.1 Synthèse des provisions

	01/01/2025	Augmentation	Utilisation	Reprises non utilisées	Autres mouvements (1)	30/06/2025
<i>en millions d'euros</i>						
Provisions pour engagements sociaux (2)	14,3	1,4	0,0	(0,7)	(0,1)	14,9
Provisions pour restructurations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Risques légaux et fiscaux (3)	8,6	0,7	(0,5)	(0,2)	0,0	8,4
Engagements de prêts et garanties (4)	40,7	13,1	0,0	(10,3)	0,0	43,5
Provisions pour activité d'épargne-logement	3,3	0,0	0,0	(0,2)	0,0	3,0
Autres provisions d'exploitation	4,3	0,0	0,0	(0,1)	0,0	4,2
TOTAL DES PROVISIONS	71,0	15,2	(0,5)	(11,5)	(0,1)	74,1

(1) Les autres mouvements comprennent les écarts de réévaluation des régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies (1,75 millions d'euros avant impôts) ainsi que les impacts relatifs aux variations de périmètre et à la conversion.

(2) Dont 14,58 millions d'euros liés aux régimes postérieurs à l'emploi à prestations définies et autres avantages à long terme. S'agissant des droits à congés payés, et faisant suite à l'arrêt de la Cour de cassation 13 septembre 2023, il est à noter que l'article 37 de la loi du 22 avril 2024 définit désormais les modalités d'adaptation du Code du travail français avec le droit européen. Ces amendements concernent notamment la période de référence à retenir, les possibilités de report des droits à congés payés, la période de rétroactivité applicable à ces dispositions, et enfin le nombre de jours de congés auxquels le salarié a droit en cas d'accident ou maladie d'origine professionnelle ou non professionnelle. Le Groupe Palatine a provisionné l'impact potentiel dans ses comptes au 30 juin 2025.

(3) Au 30 juin 2025, les provisions pour risques légaux et fiscaux (hors impôt sur le résultat) incluent les provisions pour risque opérationnel.

(4) Les provisions pour engagements de prêts et garanties sont détaillées dans la note 7.1.2.

5.11 DETTES SUBORDONNEES

Principes comptables

Les dettes subordonnées se distinguent des créances ou des obligations émises en raison du remboursement qui n'interviendra qu'après le désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des prêts et titres participatifs et des titres supersubordonnés.

Les dettes subordonnées que l'émetteur est tenu de rembourser sont classées en dettes et initialement comptabilisées à leur juste valeur diminuée des frais de transaction, et sont évaluées en date de clôture selon la méthode du coût amorti en utilisant la méthode du TIE.

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Dettes subordonnées désignées à la juste valeur sur option	0,0	0,0
DETTES SUBORDONNÉES A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	0,0	0,0
Dettes subordonnées à durée déterminée	400,0	400,0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0,0	0,0
Dettes supersubordonnées à durée indéterminée	0,0	0,0
Actions de préférence	0,0	0,0
Dépôts de garantie à caractère mutuel	0,0	0,0
DETTES SUBORDONNÉES ET ASSIMILES	400,0	400,0
Dettes rattachées	0,6	0,8
Réévaluation de la composante couverte	0,0	0,0
DETTES SUBORDONNÉES AU COÛT AMORTI	400,6	400,8
TOTAL DES DETTES SUBORDONNÉES	400,6	400,8

La juste valeur des dettes subordonnées est présentée en note 8.

Les dettes subordonnées à durée déterminée comprennent pour l'essentiel des emprunts subordonnées à terme.

Évolution des dettes subordonnées et assimilés au cours de l'exercice

<i>en millions d'euros</i>	01/01/2025	Emission	Rembour sement	Autres mouvements	30/06/2025
DETTES SUBORDONNÉES A LA JUSTE VALEUR PAR RESULTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dettes subordonnées à durée déterminée	400,0	0,0	0,0	0,0	400,0
Dettes subordonnées à durée indéterminée	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
DETTES SUBORDONNÉES AU COÛT AMORTI	400,0	0,0	0,0	0,0	400,0
DETTES SUBORDONNÉES ET ASSIMILÉS	400,0	0,0	0,0	0,0	400,0

5.12 ACTIONS ORDINAIRES ET INSTRUMENTS DE CAPITAUX PROPRES EMIS

Principes comptables

Les instruments financiers émis sont qualifiés d'instruments de dettes ou de capitaux propres selon qu'il existe ou non une obligation contractuelle pour l'émetteur de remettre des liquidités ou un autre actif financier ou encore d'échanger des instruments dans des conditions potentiellement défavorables. Cette obligation doit résulter de clauses et de conditions propres au contrat et pas seulement de contraintes purement économiques.

Par ailleurs, lorsqu'un instrument est qualifié de capitaux propres :

- Sa rémunération affecte les capitaux propres. En revanche, l'effet impôt sur ces distributions peut être comptabilisé selon l'origine des montants distribués, en réserves consolidées, en gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ou en résultat, conformément à l'amendement à IAS 12 de décembre 2017 applicable au 1^{er} janvier 2019. Ainsi, lorsque la distribution répond à la notion de dividendes au sens d'IFRS 9, l'effet impôt est inscrit en résultat. Cette disposition trouve à s'appliquer aux intérêts relatifs aux émissions de titres super subordonnés à durée indéterminée considérés comme des dividendes d'un point de vue comptable ;
- l'instrument ne peut être un sous-jacent éligible à la comptabilité de couverture ;
- si l'émission est en devises, elle est figée à sa valeur historique résultant de sa conversion en euros à sa date initiale d'inscription en capitaux propres.

Enfin, lorsque ces instruments sont émis par une filiale, ils sont présentés parmi les « Participations ne donnant pas le contrôle ». Lorsque leur rémunération est à caractère cumulatif, elle est imputée sur le « Résultat part du groupe », pour venir augmenter le résultat des « Participations ne donnant pas le contrôle ». En revanche, lorsque leur rémunération n'a pas de caractère cumulatif, elle est prélevée sur les réserves consolidées part du groupe.

5.12.1 Parts sociales

Principes comptables

L'interprétation IFRIC 2, consacrée au traitement des parts sociales et instruments assimilés des entités coopératives, précise les dispositions de la norme IAS 32, en rappelant que le droit contractuel d'un membre de demander le remboursement de ses parts ne crée pas automatiquement une obligation pour l'émetteur. La classification comptable est dès lors déterminée après examen des conditions contractuelles.

Selon cette interprétation, les parts de membres sont des capitaux propres si l'entité dispose d'un droit inconditionnel de refuser le remboursement ou s'il existe des dispositions légales ou statutaires interdisant ou limitant fortement le remboursement.

En raison des dispositions statutaires existantes, relatives en particulier au niveau de capital minimum, les parts sociales émises par les entités concernées dans le groupe sont classées en capitaux propres.

Les Sociétés Locales d'Épargne (SLE) étant considérées comme des entités structurées intégrées globalement, leur consolidation impacte les réserves consolidées.

en millions d'euros	30/06/2025			31/12/2024		
	Nombre	Nominal	Capital	Nombre	Nominal	Capital
Parts sociales						
Valeur à l'ouverture	34 440 134	20	688,8	34 440 134	20	688,8
Augmentation de capital						
Réduction de capital						
Autres variations						
Valeur à la clôture	34 440 134	20	688,8	34 440 134	20	688,8

5.12.2 Titres supersubordonnés à durée indéterminée classés en capitaux propres

Entité émettrice	Date d'émission	Devise	Montant (en devise d'origine)	Date d'option de remboursement	Date de majoration d'intérêt ⁽¹⁾	Taux	Nominal (en millions d'euros)	
							30/06/2025	31/12/2024
BPCE	28/03/2018	EUR	100 millions	28/03/2049	28/03/2023	5,88%	100	100
TOTAL							100	100

⁽¹⁾ Date de majoration d'intérêts ou date de passage de taux fixe à taux variable.

5.13 PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTRÔLE

5.13.1 Participations significatives ne donnant pas le contrôle

Les participations consolidées par la méthode de l'intégration globale sont détenues à 100 % par l'entité consolidante. Par conséquent, aucune part ne revient aux participations ne donnant pas le contrôle.

5.14 VARIATION DES GAINS ET PERTES COMPTABILISES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

Principes comptables

Pour les actifs financiers de capitaux propres comptabilisés en capitaux propres, en cas de cession, les variations de juste valeur ne sont pas transférées en résultat. On parle d'éléments non recyclables en résultat.

en millions d'euros	1er semestre 2025			1er semestre 2024		
	Brut	Impôt	Net	Brut	Impôt	Net
Ecart de conversion	0,0	///	0,0	0,0	///	0,0
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	6,1	(1,6)	4,5	(7,0)	1,8	(5,2)
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réévaluation des instruments dérivés de couverture d'éléments recyclables en résultat net	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Eléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments recyclables en résultat net	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Éléments recyclables en résultat	6,1	(1,6)	4,5	(7,0)	1,8	(5,2)
Réévaluation des immobilisations						
Réévaluation (ou écarts actuariels) au titre des régimes à prestations définies	0,1	(0,0)	0,1	1,0	(0,3)	0,8
Réévaluation du risque de crédit propres des passifs financiers ayant fait l'objet d'une option de comptabilisation à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réévaluation des actifs financiers de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres	0,8	(0,3)	0,5	0,0	0,0	0,0
Eléments de la quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres éléments comptabilisés par capitaux propres d'éléments non recyclables en résultat net	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Éléments non recyclables en résultat	0,9	(0,4)	0,6	1,0	(0,3)	0,8
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres (nets d'impôts)	7,0	(1,9)	5,1	(6,0)	1,5	(4,4)
Part du groupe	7,0	(1,9)	5,1	(6,0)	1,5	(4,4)
Participations ne donnant pas le contrôle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

5.15 COMPENSATION D'ACTIFS ET DE PASSIFS FINANCIERS

Le groupe n'opère pas de compensation d'actifs et de passifs financiers au bilan en application des règles de compensation d'IAS 32.

Principes comptables

Les actifs et passifs financiers sous accord de compensation ne peuvent faire l'objet d'une compensation comptable que s'ils satisfont aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

Dans le cas où les dérivés ou les encours de pensions livrées de gré à gré faisant l'objet de conventions cadres ne respectent pas les critères du règlement net ou si la réalisation d'un règlement simultané de l'actif et du passif ne peut être démontrée ou si le droit à compenser ne peut être exercé qu'en cas de défaillance, d'insolvabilité ou de faillite de l'une ou l'autre des parties au contrat, la compensation comptable ne peut être réalisée. Néanmoins l'effet de ces conventions sur la réduction de l'exposition est matérialisé dans le second tableau.

Pour ces instruments, les colonnes « Actifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie » et « Passifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie » comprennent notamment :

- pour les opérations de dérivés, les justes valeurs de sens inverse avec la même contrepartie, ainsi que les appels de marge sous forme de titres.

Les appels de marge reçus ou versés en trésorerie figurent dans les colonnes « Appels de marge reçus (cash collateral) » et « Appels de marge versés (cash collateral) ».

5.15.1 Actifs financiers

Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les actifs financiers

	30/06/2025				31/12/2024			
	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie ⁽¹⁾	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des actifs financiers présenté au bilan	Passifs financiers associés et instruments financiers reçus en garantie ⁽¹⁾	Appels de marge reçus (cash collateral)	Exposition nette
<i>en millions d'euros</i>								
Dérivés	333,7	105,2	87,7	140,8	349,3	78,8	152,4	118,0
Opérations de pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres actifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	333,7	105,2	87,7	140,8	349,3	78,8	152,4	118,0

⁽¹⁾ Incluent la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres

L'exposition nette n'est donc pas le reflet de la position comptable, car elle prend en compte la réduction de l'exposition liée aux accords qui ne répondent pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

5.15.2 Passifs financiers

Effets des accords de compensation non pris en compte comptablement sur les passifs financiers

	30/06/2025				31/12/2024			
	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie ⁽¹⁾	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette	Montant net des passifs financiers présenté au bilan	Actifs financiers associés et instruments financiers donnés en garantie ⁽¹⁾	Appels de marge versés (cash collateral)	Exposition nette
<i>en millions d'euros</i>								
Dérivés	340,9	121,4	59,7	159,9	319,8	85,2	25,5	209,1
Opérations de pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres passifs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL	340,9	121,4	59,7	159,9	319,8	85,2	25,5	209,1

⁽¹⁾ Incluent la prise en compte des garanties reçues sous forme de titres

L'exposition nette n'est donc pas le reflet de la position comptable, car elle prend en compte la réduction de l'exposition liée aux accords qui ne répondent pas aux critères de compensation restrictifs de la norme IAS 32.

Note 6 Engagements

Principes comptables

Les engagements se caractérisent par l'existence d'une obligation contractuelle et sont irrévocables.

Les engagements figurant dans ce poste ne doivent pas être susceptibles d'être qualifiés d'instruments financiers entrant dans le champ d'application d'IFRS 9 au titre du classement et de l'évaluation. En revanche, les engagements de financement et de garantie donnés sont soumis aux règles de dépréciation d'IFRS 9 telles que présentées dans la note 7.

Les effets des droits et obligations de ces engagements sont subordonnés à la réalisation de conditions ou d'opérations ultérieures. Ces engagements sont ventilés en :

- Engagements de financement (ouverture de crédit confirmé ou accord de refinancement) ;
- Engagements de garantie (engagements par signature ou actifs reçus en garantie).

Les montants communiqués correspondent à la valeur nominale des engagements donnés.

6.1 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Engagements de financement donnés en faveur :		
des établissements de crédit	0,0	0,0
de la clientèle	2 377,1	2 216,4
- Ouvertures de crédit confirmées	2 309,7	2 177,0
- Autres engagements	67,4	39,5
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT DONNES	2 377,1	2 216,4
Engagements de financement reçus :		
d'établissements de crédit	0,0	0,0
de la clientèle	0,0	0,0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT RECUS	0,0	0,0

6.2 ENGAGEMENTS DE GARANTIE

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Engagements de garantie donnés :		
d'ordre des établissements de crédit	73,7	76,6
d'ordre de la clientèle	1 249,9	1 264,0
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE DONNES	1 323,5	1 340,6
Engagements de garantie reçus :		
d'établissements de crédit	485,9	463,2
de la clientèle	1 383,8	1 454,8
TOTAL DES ENGAGEMENTS DE GARANTIE RECUS	1 869,7	1 918,0

Les engagements de garantie sont des engagements par signature ainsi que des actifs reçus en garantie tels que des suretés réelles autres que celles liées aux actifs financiers reçus en garantie et dont l'entité peut disposer.

Note 7 Expositions aux risques

Les expositions aux risques sont abordées ci-après et sont représentées selon leur nature de risques, par le risque de crédit, de marché, de taux d'intérêt global, de change et de liquidité.

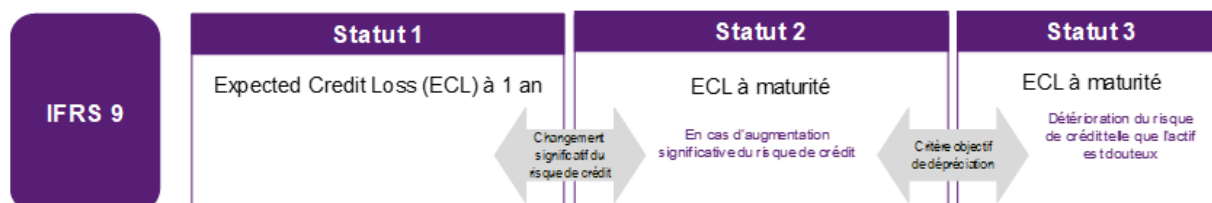
L'information relative à la gestion du capital et aux ratios réglementaires est présentée dans la partie « Gestion des risques ».

Les informations concernant l'effet et la prise en compte des risques climatiques sur la gestion du risque de crédit sont présentées dans le chapitre 4 « Gestion des risques – Risques climatiques ».

7.1 RISQUE DE CREDIT

L'essentiel

Le risque de crédit est le risque qu'une partie à un instrument financier manque à une de ses obligations et amène de ce fait l'autre partie à subir une perte financière.



Certaines informations relatives à la gestion des risques requises par la norme IFRS 7 sont également présentées dans le rapport sur la gestion des risques. Elles incluent :

- la répartition des expositions brutes par catégories et par approches avec distinction du risque de crédit et du risque de contrepartie ;
- la répartition des expositions brutes par zone géographique ;
- la concentration du risque de crédit par emprunteur (BPCE14) ;
- la qualité de crédit des expositions renégociées (CQ1) ;
- les expositions performantes et non performantes et provisions correspondantes (CR1) ;
- la qualité des expositions performantes et non performantes par nombre de jours en souffrance (CQ3) ;
- la qualité des expositions par zone géographique (CQ4) ;
- la qualité de crédit des prêts et avances par branche d'activité (CQ5) ;
- la répartition des garanties reçues par nature sur les instruments financiers (CR3) ;

Ces informations font partie intégrante des comptes certifiés par les commissaires aux comptes.

7.1.1 Coût du risque de crédit

Principes comptables

Le coût du risque porte sur les instruments de dette classés parmi les actifs financiers au coût amorti ou les actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres recyclables ainsi que sur les engagements de financement et les contrats de garantie financière donnée non comptabilisés à la juste valeur par résultat. Il concerne également les créances résultant de contrats de location, les créances commerciales et les actifs sur contrats.

Ce poste recouvre ainsi la charge nette des dépréciations et des provisions constituées au titre du risque de crédit.

Les pertes de crédit liées à d'autres types d'instruments (dérivés ou titres comptabilisés à la juste valeur sur option) constatées à la suite de la défaillance de la contrepartie d'établissements de crédit figurent également dans ce poste.

Les créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations sont des créances qui ont acquis un caractère de perte définitive avant d'avoir fait l'objet d'un provisionnement en Statut 3.

Coût du risque de crédit de la période

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2025	1er semestre 2024
Dotations nettes aux dépréciations et aux provisions	(24,9)	(32,7)
Récupérations sur créances amorties	0,2	0,1
Créances irrécouvrables non couvertes par des dépréciations	(0,3)	(0,5)
TOTAL COÛT DU RISQUE DE CREDIT	(25,0)	(33,1)

Coût du risque de crédit de la période par nature d'actifs et par statut

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2025	1er semestre 2024
Banques centrales	0,0	0,0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(0,0)	0,0
Actifs financiers au coût amorti	(21,2)	(30,1)
<i>dont prêts et créances</i>	(21,2)	(29,6)
<i>dont titres de dette</i>	0,0	(0,5)
Autres actifs	0,1	0,6
Engagements de financement et de garantie	(2,8)	(3,5)
Effets des garanties non prises en compte dans les dépréciations	0,0	0,0
TOTAL COÛT DU RISQUE DE CREDIT	(25,0)	(33,1)
<i>dont statut 1</i>	(8,1)	(4,1)
<i>dont statut 2</i>	6,6	(4,3)
<i>dont statut 3</i>	(23,6)	(24,7)

7.1.2 Variation des valeurs brutes comptables et des pertes de crédit attendues des actifs financiers et des engagements

Principes comptables

Les pertes de crédit attendues sont représentées par des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres recyclables, et des provisions sur les engagements de financement et de garantie.

Dès la date de première comptabilisation, les instruments financiers concernés (voir 7.1.1) font l'objet d'une dépréciation ou d'une provision pour pertes de crédit attendues (Expected Credit Losses ou ECL).

Lorsque les instruments financiers n'ont pas fait l'objet d'indications objectives de pertes à titre individuel, les dépréciations ou provisions pour pertes de crédit attendues sont évaluées à partir d'historiques de pertes et de prévisions raisonnables et justifiables des flux futurs de trésorerie actualisés.

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou stage) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. A chaque catégorie d'encours correspond une modalité spécifique d'évaluation du risque de crédit :

Statut 1 (stage 1 ou S1)

- il s'agit des encours sains pour lesquels il n'y a pas d'augmentation significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier ou de certains actifs pour lesquels la norme permet de présumer qu'ils ont un risque de crédit faible en date d'arrêté ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit correspond aux pertes de crédit attendues à un an ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 2 (stage 2 ou S2)

- les encours sains pour lesquels une augmentation significative du risque de crédit est constatée depuis la comptabilisation initiale de l'instrument financier, sont transférés dans cette catégorie ;

- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est alors déterminée sur la base des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) ;
- les produits d'intérêts sont reconnus en résultat, comme pour les encours de statut 1, selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur comptable brute de l'instrument avant dépréciation.

Statut 3 (stage 3 ou S3)

- il s'agit des encours pour lesquels il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement qui caractérise un risque de crédit avéré et qui intervient après la comptabilisation initiale de l'instrument concerné. Cette catégorie recouvre, les créances pour lesquelles a été identifié un événement de défaut tel que défini à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit. Les situations de défaut sont identifiées pour les encours ayant des impayés significatifs (introduction d'un seuil relatif et d'un seuil absolu à appliquer aux arriérés de paiement) et les critères de retour en encours sains ont été clarifiés avec l'imposition d'une période probatoire et l'introduction de critères explicites pour le classement en défaut des crédits restructurés ;
- la dépréciation ou la provision pour risque de crédit est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité) sur la base du montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables ;
- les produits d'intérêts sont alors reconnus en résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif appliquée à la valeur nette comptable de l'instrument après dépréciation.

Les instruments financiers dépréciés dès leur acquisition ou leur création (purchased or originated credit impaired ou POCI) sont des actifs qui présentent des indicateurs objectifs de perte de valeur dès leur comptabilisation initiale. Ils correspondent aux actifs dont l'entité ne s'attend pas à recouvrer l'intégralité des flux de trésorerie contractuels. Compte tenu de leur mode de suivi ils sont présentés avec les actifs relevant du statut 3 ou du Statut 2 en cas d'amélioration de leurs risque de crédit. La dépréciation ou la provision pour risque de crédit associé à ces instruments est calculée à hauteur des pertes de crédit attendues sur la durée de vie résiduelle de l'instrument financier (pertes de crédit attendues à maturité).

Pour les créances résultant de contrats de location simple ou de contrats de location financière – qui relèvent d'IFRS 16, le groupe a décidé de ne pas retenir la possibilité d'appliquer la méthode simplifiée proposée par IFRS 9 §5.5.15.

Les évolutions méthodologiques réalisées sur la période et présentées ci-après constituent un changement d'estimation qui se traduit par un impact en résultat.

Méthodologie d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues

Les principes d'évaluation de la dégradation du risque de crédit et des pertes de crédit attendues s'appliquant à la très grande majorité des expositions du groupe sont décrits ci-dessous. Seuls quelques portefeuilles d'établissements du groupe, correspondant à un volume d'expositions limité, peuvent ne pas être traités selon les méthodes décrites ci-après et se voir appliquer des techniques d'évaluation ad hoc.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit s'apprécie sur une base individuelle, pour chaque instrument, en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale. Une approche par contrepartie (avec application du principe de contagion à tous les encours existants sur la contrepartie considérée) est possible notamment au regard du critère qualitatif *Watchlist*.

Par ailleurs, en complément de cette appréciation réalisée dans le moteur central du groupe, les établissements peuvent pour tenir compte des risques spécifiques de leurs portefeuilles, estimer l'augmentation significative du risque de crédit sur la base d'un portefeuille donné par une sévérisation des notations attribuées à ce dernier sur base géographique ou sectorielle. Cette sévérisation peut amener à un déclassement du statut 1 vers le statut 2, le déclassement vers le statut 3 reste basé sur une analyse individuelle.

Conformément à la norme IFRS 9, un encours d'une contrepartie ayant fait l'objet d'une dégradation significative du risque de crédit (Statut 2) qui vient d'être originé sera classé en Statut 1.

L'appréciation de la détérioration repose sur la comparaison des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture. Les mêmes principes que ceux déterminant l'entrée en Statut 2 sont appliqués pour l'amélioration de la dégradation significative du risque de crédit.

La mesure de la dégradation du risque permet dans la majorité des cas de constater une dépréciation en Statut 2 avant que la transaction ne soit dépréciée individuellement (Statut 3).

Néanmoins et préalablement à l'analyse ci-dessus, les critères d'analyse généraux suivants sont appliqués :

La norme permet de considérer que le risque de crédit d'un instrument financier n'a pas augmenté de façon significative depuis la comptabilisation initiale si ce risque est considéré comme faible à la date de clôture. Cette disposition est appliquée pour les titres de dette notés investment grade et gérés dans le cadre de la réserve de liquidité du Groupe BPCE, telle que définie par la réglementation Bâle 3, ainsi que les titres de dettes classés en placements financiers des activités d'assurances. La qualification « investment grade » correspond aux notes

dont le niveau est supérieur ou égal à BBB- ou son équivalent chez Standards and Poors, Moody's ou Fitch. Ces actifs demeurent dans ce cas classés en Statut 1 ;

Une approche par contrepartie pour un classement en Statut 2 (avec application du principe de contagion à tous les encours existants sur la contrepartie considérée) est appliquée notamment au regard du critère qualitatif High Credit Risk issu des moteurs de notation interne du Groupe. Ce critère inclut les contreparties classées en *watchlist*, en note sensible (notamment dans les cas où la notion de *watchlist* n'est pas utilisée), en situation de réaménagements ou en présence de difficultés financières si les critères de déclassement en Statut 3 ne sont pas remplis ;

De plus, il existe selon la norme une présomption réfutable d'augmentation significative du risque de crédit associé à un actif financier depuis la comptabilisation initiale lorsque les paiements contractuels subissent un retard de plus de 30 jours ;

Et enfin une évolution défavorable du risque pays est un critère de classement de l'ensemble des encours concernés en Statut 2.

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit est faite au niveau de chaque instrument en se fondant sur des indicateurs et des seuils qui varient selon la nature de l'exposition et le type de contrepartie.

Sur les portefeuilles Particuliers, Professionnels, PME, Secteur Public et Logement Social :

L'évaluation de l'augmentation significative du risque de crédit s'effectue sur la base des niveaux de dégradation de la notation depuis l'octroi suivants :

Note à l'origine	Particuliers	Professionnels	PME, Secteur Public et logement social
3 à 11 (AA à BB+)	3 crans	3 crans	3 crans
12 (BB)	2 crans		
13 (BB-)			
14 à 15 (B+ à B)	1 cran	2 crans	1 cran
16 (B-)		1 cran	
17 (CCC à C)	Sensible en Statut 2		

Par ailleurs, des critères qualitatifs complémentaires permettent de classer en Statut 2 l'ensemble des contrats présentant des impayés de plus de 30 jours (sauf si la présomption d'impayés de 30 jours est réfutée), en note sensible, en situation de réaménagements ou en présence de difficultés financières si les critères de déclassement en Statut 3 ne sont pas remplis.

Sur les portefeuilles de Grandes Entreprises, Banques et Souverains : le critère quantitatif s'appuie sur le niveau de variation de la notation depuis la comptabilisation initiale. Les mêmes critères qualitatifs sur les Particuliers, Professionnels et Petites et Moyennes Entreprises s'appliquent et il convient d'y rajouter les contrats inscrits en *Watchlist*, ainsi que des critères complémentaires fonction de l'évolution du niveau de risque pays.

Les seuils de dégradation **sur les portefeuilles de Grandes Entreprises et de Banques** sont les suivants :

Note à l'origine	Dégradation significative
1 à 7 (AAA à A-)	3 crans
8 à 10 (BBB+ à BBB-)	2 crans
11 à 21 (BB+ à C)	1 cran

Sur les Souverains : les seuils de dégradation sur l'échelle de notation à 8 plots sont les suivants :

Note à l'origine	Dégradation significative
1	6 crans
2	5 crans
3	4 crans
4	3 crans
5	2 crans
6	1 cran
7	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)
8	S2 directement (sauf si contrat nouvellement originé)

Sur les Financements Spécialisés : les critères appliqués varient selon les caractéristiques des expositions et le dispositif de notation afférent. Les expositions notées sous le moteur dédié aux expositions de taille importante sont traitées de la même manière que les Grandes Entreprises ; les autres expositions sont traitées à l'instar des Petites et Moyennes Entreprises.

Pour l'ensemble de ces portefeuilles, les notations sur lesquelles s'appuie la mesure de la dégradation du risque correspondent aux notations issues des systèmes internes lorsque celles-ci sont disponibles, ainsi que sur des notes externes, notamment en l'absence de notation interne.

Conformément à la norme IFRS 9, la prise en compte des garanties et sûretés n'influe pas sur l'appréciation de l'augmentation significative du risque de crédit : celle-ci s'appuie sur l'évolution du risque de crédit sur le débiteur sans tenir compte des garanties.

Afin d'apprécier l'augmentation significative du risque de crédit, le groupe prévoit un processus basé sur deux niveaux d'analyse :

- un premier niveau dépendant de règles et de critères définis par le groupe qui s'imposent aux établissements du groupe (dit « modèle central ») ;
- un second niveau lié à l'appréciation, à dire d'expert au titre du forward looking local, du risque porté par chaque établissement sur ses portefeuilles pouvant conduire à ajuster les critères définis par le groupe de déclassement en Statut 2 (basculer de portefeuille ou sous-portefeuille en ECL à maturité). Ces critères sont adaptés à chaque arrêté au contexte macroéconomique du moment.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont définies comme étant une estimation des pertes de crédit (c'est à dire la valeur actuelle des déficits de trésorerie) pondérées par la probabilité d'occurrence de ces pertes au cours de la durée de vie attendue des instruments financiers. Elles sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les instruments financiers classés en Statut 1 ou en Statut 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de plusieurs paramètres :

- flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier, actualisés en date de valorisation - ces flux étant déterminés en fonction des caractéristiques du contrat, et de son taux d'intérêt effectif et plus particulièrement pour les crédits immobiliers, du niveau de remboursement anticipé attendu sur le contrat ;
- taux de perte en cas de défaut (LGD, *Loss Given Default*) ;
- probabilités de défaut (PD), sur l'année à venir dans le cas des instruments financiers en Statut 1, jusqu'à la maturité du contrat dans le cas des instruments financiers en Statut 2.

La méthodologie développée s'appuie sur les concepts et les dispositifs existants notamment sur les modèles internes développés dans le cadre du calcul des exigences réglementaires en fonds propres (dispositif bâlois) et sur les modèles de projections initialement utilisés dans le dispositif de stress tests. Des ajustements spécifiques sont réalisés pour se mettre en conformité avec les spécificités de la norme IFRS 9 :

- les paramètres IFRS 9 visent ainsi à estimer de façon juste les pertes de crédit attendues dans un cadre de provisionnement comptable, tandis que les paramètres prudentiels sont dimensionnés de façon prudente dans un cadre réglementaire. Plusieurs marges de prudence appliquées sur les paramètres prudentiels sont en conséquence retraitées ;
- les paramètres IFRS 9 doivent permettre d'estimer les pertes de crédit attendues jusqu'à la maturité du contrat, tandis que les paramètres prudentiels sont définis afin d'estimer les pertes attendues sur un horizon d'un an. Les paramètres à un an sont donc projetés sur des horizons longs ;
- les paramètres IFRS 9 doivent tenir compte de la conjoncture économique anticipée sur l'horizon de projection (forward looking), tandis que les paramètres prudentiels correspondent à des estimations moyennes de cycle (pour la PD) ou bas de cycle (pour la LGD et les flux attendus sur la durée de vie de l'instrument financier). Les paramètres prudentiels de PD et de LGD sont donc également ajustés selon ces anticipations sur la conjoncture économique.

Les modalités de mesure des pertes de crédit attendues tiennent compte des biens affectés en garantie et des autres rehaussements de crédit qui font partie des modalités contractuelles et que l'entité ne comptabilise pas séparément. L'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendues d'un instrument financier garanti

reflète le montant et le calendrier de recouvrement des garanties, si ces garanties sont considérées comme faisant partie des modalités contractuelles de l'instrument garanti.

Le dispositif de validation des modèles IFRS 9 s'intègre pleinement dans le dispositif de validation déjà en vigueur au sein du groupe. La validation des modèles suit ainsi un processus de revue par une cellule indépendante de validation interne, la revue de ces travaux en comité modèle groupe et un suivi des préconisations émises par la cellule de validation.

Prise en compte des informations de nature prospective

Les données macroéconomiques prospectives (*forward looking*) sont prises en compte dans un cadre méthodologique applicable à deux niveaux :

- au niveau du groupe, dans la détermination d'un cadre partagé de prise en compte du forward looking dans la projection des paramètres PD, LGD sur l'horizon d'amortissement des opérations au sein du modèle central ;
- au niveau de chaque entité, au regard de ses propres portefeuilles.

Le montant des pertes de crédit attendues est calculé sur la base d'une moyenne des ECL par scénarios pondérés par la probabilité d'occurrence de ces scénarios, tenant compte des événements passés, des circonstances actuelles et des prévisions raisonnables et justifiables de la conjoncture économique.

Le Groupe BPCE prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues. Pour ce faire, le Groupe BPCE utilise les projections de variables macroéconomiques retenues dans le cadre de la définition de son processus budgétaire, considéré comme le plus probable, encadré par des scénarios optimistes et pessimistes afin de définir des trajectoires alternatives.

S'agissant de la détermination de l'augmentation significative du risque de crédit, au-delà des règles basées sur la comparaison des paramètres de risque entre la date de comptabilisation initiale et la date de reporting, celle-ci est complétée par la prise en compte d'informations prospectives comme des paramètres macroéconomiques sectoriels ou géographiques.

S'agissant de la mesure des pertes de crédit attendues, le groupe a fait le choix de retenir trois scénarios macroéconomiques qui sont détaillés dans le paragraphe ci-après.

Méthodologie de calcul de pertes attendues dans le cadre du modèle central

Les paramètres utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues sont ajustés à la conjoncture économique via la définition de trois scénarios économiques (central / pessimiste / optimiste) définis sur un horizon de trois ans.

La définition et la revue de ces scénarios suivent la même organisation et gouvernance que celles définies pour le processus budgétaire, avec une revue trimestrielle pouvant conduire à une révision des projections macroéconomiques en cas de déviation importante de la situation observée, sur la base de propositions de la recherche économique et une validation par le Comité de Direction Générale.

Les probabilités d'occurrence du scénario central et de ses bornes sont quant à elles revues trimestriellement par le Comité *WatchList* et Provisions du groupe. Les paramètres ainsi définis permettent l'évaluation des pertes de crédit attendues de l'ensemble des expositions, qu'elles appartiennent à un périmètre homologué en méthode interne ou traité en standard pour le calcul des actifs pondérés en risques.

Les variables définies dans le scénario central et ses bornes permettent la détermination des paramètres de PD et de LGD et le calcul d'une perte de crédit attendue pour chacun des scénarios économiques. La projection des paramètres sur les horizons supérieurs à trois ans se fait sur le principe d'un retour progressif à leur moyenne long-terme. Ces scénarios économiques sont associés à des probabilités d'occurrence, permettant in fine le calcul d'une perte moyenne probable utilisée comme montant de la perte de crédit attendue IFRS 9.

Pour l'arrêté du 30 juin 2025 :

Après les épisodes COVID en 2020, la guerre en Ukraine en 2022 qui ont affecté durablement la situation macroéconomique mondiale, la mise en place des scénarios Budgétaire 2026 prend place cette fois-ci dans un contexte géopolitique mondial et européen incertain mais aussi dans un contexte de politique intérieure française loin d'être clarifié, à la suite de la dissolution de l'Assemblée nationale (AN) en juin 2024. La réélection de Donald Trump comme président des Etats-Unis a ravivé un certain nombre de craintes sur le plan des relations internationales. Depuis son investiture le 20 janvier 2025, Donald Trump et son administration ont multiplié des déclarations et des initiatives ravivant les tensions dans les relations internationales et plus particulièrement dans les relations euro-atlantiques :

- Remise en cause de la souveraineté de certains pays comme le Canada ou le Groenland, remise en cause de la souveraineté sur le canal de Panama, ...
- Annonces de mise en place de barrières douanières avec la Chine et aussi avec ses alliés et partenaires commerciaux historiques (Europe, le Canada et le Mexique),
- Remise en cause voire l'arrêt du soutien à la fois politique et militaire des USA à l'Ukraine, faisant craindre un désengagement complet de USA du conflit, voire tout simplement du continent européen,

- Rapprochement entre les Etats-Unis et la Russie, faisant craindre un changement majeur de la stratégie américaine vis-à-vis de l'Europe.

En ce qui concerne la situation en France, après la dissolution de l'Assemblée nationale en 2024, le Gouvernement Barnier mis en place le 05 septembre 2024, après une longue période d'hésitations et de négociations a été renversé par une motion de censure de l'AN le 13 décembre. Le nouveau gouvernement Bayrou en place depuis le 13 décembre n'est pas à l'abri d'une censure tant les clivages à l'AN restent présents. Ce qui fait craindre une instabilité politique en France dans les prochains mois, voire prochaines années, avec de possibles conséquences majeures sur les réformes structurelles attendues et une possible dégradation de la notation souveraine française.

Enfin au Moyen-Orient et dans le reste du monde les tensions restent toujours vives avec la reprise du conflit israélo-palestinien après quelques mois de trêves, la situation en Syrie qui reste toujours incertaine ainsi des relations américano-iraniennes très tendues avec notamment les récents bombardements américains sur le Yémen faisant craindre une escalade dans la région et son potentiel impact sur l'approvisionnement mondial en pétrole.

Le scénario budgétaire du groupe repose sur les hypothèses structurantes suivantes :

- Aggravation de la guerre commerciale avec des mesures mises en place par tous les pays pour contrer la hausse des droits de douanes aux Etats-Unis : la croissance américaine est significativement ralentie, passant de 2,8% à 1% en 2025 et elle reste modérée à 1,3% en 2026. L'inflation passerait à 3,6% en moyenne en 2025 et 3,4% en 2026 ;
- La croissance devrait également ralentir en zone euro avec un impact estimé à -0,3 point de PIB. La croissance s'établirait ainsi à 0,7% en 2025. A noter toutefois que le plan de dépense allemand devrait constituer un soutien en toute fin d'année mais surtout en 2026. La croissance européenne rebondirait à 1,1% en 2026. L'impact sur l'inflation sera limité : les premières mesures de rétorsion mises en œuvre par l'UE seront atténuées par l'appréciation de l'euro et la baisse des prix de l'énergie. L'inflation devrait s'établir en moyenne à 2,3% en 2025 et 1,9% en 2026 ;
- La France serait moins affectée par les droits de douane que la zone euro dans son ensemble avec un impact de -0,2 point sur la croissance 2025, à 0,5% puis 0,9% en 2026. L'inflation française restera très modérée à 1,5% en 2025 et 1,7% en 2026 ;
- Le retour à la cible de l'inflation en zone euro à partir de 2027 (avec cependant une inflation en Allemagne au-dessus de 2% à 2,2% en 2028 et 2029) combiné à une croissance en zone euro légèrement au-dessus du potentiel auront pour effet une reprise de la hausse des taux par la BCE à partir de 2027 (2 x 25 bps en 2027 et 1 x 25 bps en 2028) ;
- La BCE baissera ses taux à 2% d'ici juin 2025 et les laissera inchangés à partir de 2028 sur le reste de l'horizon de projection ;
- La Réserve fédérale commencera à baisser en septembre 2025 les taux fed funds jusqu'à 3% en juin 2026 ;
- Le taux 10 ans OAT devrait trouver un niveau d'équilibre autour de 3% fin 2025 ;
- Le taux 10 ans UST se stabilisera autour de 3,50%.

Le scénario a été validé par le Comité GAP Groupe du 24 juin 2025.

Compte tenu de l'évolution, depuis le dernier arrêté, des incertitudes macroéconomiques et géopolitiques, le Groupe BPCE a été amené à revoir les bornes pessimistes utilisées ainsi que les pondérations associées.

Cette revue a conduit à un rétrécissement du corridor entre les 2 bornes pessimistes et optimistes et un rééquilibrage des pondérations entre les 3 scénarios. En effet le Groupe estime qu'avec le développement des discussions entre états, l'amplitude du scénario pessimiste est devenue moins importante.

Ainsi, le scénario pessimiste repose sur des droits de douane US moins élevés que prévu au global ce qui vient limiter les risques de décrochage majeur du commerce mondial. Par effet mécanique et en l'absence de tension matérielle entre la Chine et Taiwan cette année, l'impact sur l'économie américaine est plus faible avec une récession de 1% en 2025 dans ce nouveau scénario pessimiste. Si l'Europe souffre toujours du fait de la mise en place de barrières commerciales et de représailles de la part de l'UE, la perte de PIB vis-à-vis du scénario baseline pour la France approche désormais 1%, faisant passer la croissance en territoire négatif en 2025 à près de -0,7%. Du fait des représailles évoquées ci-dessus, l'inflation française se tend toujours avec une inflation supérieure à 3% en 2025 et 2026. L'ampleur de la guerre commerciale étant plus faible, les actifs risqués corrigent dans une moindre mesure avec des baisses successives de 13% puis 18% sur les années 2025 et 2026.

Le scénario optimiste reste basé sur une déviation statistique du scénario central qui aboutit à un retour progressif de l'inflation sur des niveaux faibles et une reprise plus vigoureuse de l'activité.

Durant le premier semestre 2025, les évolutions méthodologiques suivantes ont été mises en place :

- Des calibrages spécifiques pour les Financement Spécialisés Immobiliers ont été mis en production pour mieux prendre en compte leur comportement spécifique. Ils étaient précédemment regroupés au sein des « Populations Spécifiques », qui ne renferment désormais plus que SPLS (Secteur Public et Logement Social) et les Associations et Assurances, et qui ont également été recalibrées sur ce périmètre plus restreint ;
- Une extension des modèles Petites Entreprises aux Entreprises Etrangères a été mise en production ;

- Une évolution permettant de répondre à un certain nombre de préconisations et recommandation sur le périmètres des PME a été mise en production

En complément, le groupe complète et adapte cette approche en tenant compte des spécificités propres à certains périmètres. Chaque scénario est pondéré en fonction de sa proximité au consensus de Place (Consensus *Forecast*) sur les principales variables économiques de chaque périmètre ou marché significatif du groupe.

Les projections sont déclinées au travers des principales variables macroéconomiques comme le PIB, le taux de chômage, les taux d'intérêts à 10 ans sur la dette souveraine française et l'immobilier.

Les variables macroéconomiques sur la zone France sont les suivantes :

Au 30 juin 2025 :

Pessimiste 2025-T2					Central 2025-T2					Optimiste 2025-T2				
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2025	-0,67%	7,97%	-3,00%	4,33%	2025	0,50%	7,60%	1,00%	3,25%	2025	1,40%	7,19%	3,00%	2,75%
2026	0,24%	8,23%	-5,00%	4,40%	2026	0,90%	7,70%	2,00%	3,55%	2026	1,72%	6,81%	5,00%	3,20%
2027	1,15%	8,38%	-7,00%	4,20%	2027	1,30%	7,80%	2,00%	3,65%	2027	1,51%	7,01%	7,00%	3,38%

Au 31 décembre 2024 :

Pessimiste 2024-T4					Central 2024-T4					Optimiste 2024-T4				
	PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A		PIB	Chôm	IPL	Tx. 10A
2024	-0,42%	8,07%	-8,15%	4,04%	2024	1,10%	7,50%	-6,00%	2,85%	2024	1,86%	7,22%	-4,93%	2,63%
2025	-3,00%	9,12%	-8,00%	5,25%	2025	1,40%	7,64%	-1,50%	2,90%	2025	3,90%	6,54%	1,75%	2,10%
2026	0,50%	9,05%	-6,00%	4,60%	2026	1,57%	7,40%	0,00%	2,70%	2026	2,64%	6,23%	3,00%	2,20%

Pondération des scénarios au 30 juin 2025

Les pertes de crédit attendues sont calculées en affectant à chacune des bornes une pondération déterminée en fonction de la proximité du consensus des prévisionnistes avec chacune des bornes centrale, pessimiste et optimiste, sur la variable croissance du PIB.

Ainsi, les pondérations retenues pour la zone France sont les suivantes :

scénario central : 35% au 30 juin 2025 contre 80 % au 31 décembre 2024.

scénario pessimiste : 30% au 30 juin 2025 contre 15 % au 31 décembre 2024.

scénario optimiste : 35% au 30 juin 2025 contre 5 % au 31 décembre 2024.

Il est à noter que l'évolution des pondérations au 30 juin 2025 comparativement au 31 décembre 2024 est portée principalement par une évolution du scénario utilisé pour cet arrêt.

Les risques environnementaux ne sont pas pris en compte dans les modèles centraux à ce stade. Ils peuvent en revanche être pris en considération au niveau des établissements (cf. plus bas).

Pertes de crédit attendues constituées en complément du modèle central

Des provisions complémentaires ont été comptabilisées par les établissements pour couvrir les risques spécifiques de leurs portefeuilles, en complément des provisions décrites ci-avant et calculées par les outils du groupe. Ces provisions ont été principalement constituées en 2020 et 2021 au titre des conséquences de la crise de la Covid-19. Ces dernières années, elles ont été complétées par des provisions additionnelles et documentées sur les secteurs les plus susceptibles d'être les plus touchés par la dégradation du contexte macroéconomique (hausse de l'inflation, flambée des prix de l'énergie, pénuries, politique commerciale, etc.).

Au cours du premier semestre 2025, ces provisions concernent à titre principal les financements structurés, l'immobilier professionnel (bureaux, commerce) et les SCPI.

Dans ce contexte, le groupe a continué à renforcer l'identification et le suivi des secteurs les plus impactés. L'approche de suivi sectoriel se traduit notamment par (i) une classification selon leur niveau de risque des secteurs et sous-secteurs économiques établie de manière centralisée par la direction des risques du Groupe BPCE, mise à jour régulièrement et communiquée à l'ensemble des établissements du groupe, (ii) une sévrisation des taux de LGD sur base géographique ou sectorielle.

Dans une moindre mesure et uniquement pour un nombre limité d'établissements, des pertes de crédit attendues sur risques climatiques ont été constituées. Elles sont constituées en application de principes généraux définis par le groupe et concernent en grande partie le risque climatique physique. Ces provisions viennent en anticipation de pertes directes, par secteur ou par zone géographique, causées par les phénomènes climatiques extrêmes ou chroniques entraînant un risque accru de défaut à la suite d'une cessation ou diminution de l'activité. Elles ne sont pas constituées de manière individualisée car elles couvrent un risque global sur certains secteurs de l'économie et sur un périmètre local, régional ou national, selon l'établissement. Les risques de transition peuvent également être pris en compte dans ces pertes de crédit attendues. Ils correspondent aux conséquences économiques et financières d'une transition sociétale vers une économie bas-carbone, visant à limiter les émissions de gaz à effet de serre (réglementation, marché, technologie, réputation), à laquelle un secteur d'activité ne peut s'aligner.

La prise en compte du risque climatique est effectuée notamment par l'application, d'un stress sur le niveau de la note de la contrepartie, ou du taux de provisionnement global en fonction du segment de clientèle selon sa vulnérabilité estimée aux risques climatiques

Analyse de la sensibilité des montants d'ECL

Les analyses de sensibilités sont réalisées sur l'encours de dépréciation portant sur l'ensemble des instruments classés en statut 1 et statut 2 dans le moteur central du groupe. Ces analyses reposent sur une application d'une pondération à 100% de chacun des scénarios utilisés sans impacter le statut de ces encours ni les éventuels ajustements appliqués au modèle.

La sensibilité des pertes de crédit attendues pour la Banque Palatine liée à la probabilité d'occurrence du scénario pessimiste à 100% entraînerait une augmentation de 7,57% des pertes de crédit attendues. A l'inverse, la probabilité d'occurrence du scénario optimiste à 100% entraînerait quant à elle, une diminution de 6,44% des ECL. Enfin, une pondération à 100% du scénario central entraînerait une diminution de 0,05% des ECL.

Modalités d'évaluation des encours qui relèvent du Statut 3

Les actifs financiers pour lesquels existe une indication objective de perte liée à un événement qui caractérise un risque de contrepartie avéré et qui intervient après leur comptabilisation initiale sont considérés comme relevant du Statut 3. Les critères d'identification des actifs sont alignés avec la définition du défaut telle que définie à l'article 178 du règlement européen n°575/2013 du 26 juin 2013 relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit en cohérence avec les orientations de l'EBA (EBA/GL/2016/07) sur l'application de la définition du défaut et le règlement délégué 2018/1845 de la Banque Centrale Européenne relatif au seuil d'évaluation de l'importance des arriérés sur des obligations de crédit.

Les prêts et créances sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 si les deux conditions suivantes sont réunies :

il existe des indices objectifs de dépréciation sur base individuelle ou sur base de portefeuilles : il s'agit « d'événements déclenchant » ou « événements de pertes » qui caractérisent un risque de contrepartie et qui interviennent après la comptabilisation initiale des prêts concernés. Constituent notamment un indice objectif de dépréciation :

la survenance d'un impayé depuis trois mois consécutifs au moins dont le montant est supérieur aux seuils absolus (de 100 € pour une exposition retail sinon 500€) et au seuil relatif de 1 % des expositions de la contrepartie ;

ou la restructuration de crédits en cas d'atteinte de certains critères ou, indépendamment de tout impayé, l'observation de difficultés financières de la contrepartie amenant à considérer que tout ou partie des sommes dues ne seront pas recouvrées. A noter que les encours restructurés sont classés en Statut 3 lorsque la perte est supérieure à 1 % de la différence entre la valeur actuelle nette avant restructuration et la valeur actuelle nette après restructuration ;

ces événements sont susceptibles d'entraîner la constatation de pertes de crédit avérées (incurred credit losses), c'est-à-dire de pertes de crédit attendues (expected credit losses) pour lesquelles la probabilité d'occurrence est devenue certaine.

Le classement en Statut 3 est maintenu pendant une période probatoire de trois mois après disparition de l'ensemble des indicateurs du défaut mentionnés ci-dessus. La période probatoire en Statut 3 est étendue à un an pour les contrats restructurés ayant fait l'objet d'un transfert en Statut 3.

Lors de la sortie du Statut 3, le Groupe BPCE n'applique pas de période probatoire additionnelle de classement en Statut 2 préalable avant tout transfert en Statut 1 (si l'actif concerné répond aux conditions pour y être classé).

Les titres de dettes tels que les obligations ou les titres issus d'une titrisation (ABS, CMBS, RMBS, CDO cash), sont considérés comme dépréciés et relèvent du Statut 3 lorsqu'il existe un risque de contrepartie avéré.

Les indicateurs de dépréciation utilisés pour les titres de dettes au Statut 3 sont, quel que soit leur portefeuille de destination, identiques à ceux retenus dans l'appréciation sur base individuelle du risque avéré des prêts et créances. Pour les titres super subordonnés à durée indéterminée (TSSDI) répondant à la définition d'instruments de dette au sens de la norme IAS 32, une attention particulière est également portée lorsque l'émetteur peut, sous certaines conditions, ne pas payer le coupon ou proroger l'émission au-delà de la date de remboursement prévue.

Les dépréciations pour pertes de crédit attendues des actifs financiers au Statut 3 sont déterminées par différence entre le coût amorti et le montant recouvrable de la créance, c'est-à-dire, la valeur actualisée des flux futurs estimés recouvrables, que ces flux de trésorerie proviennent de l'activité de la contrepartie ou qu'ils proviennent de l'activation éventuelle des garanties (si ces garanties sont considérées comme faisant partie des modalités contractuelles de l'instrument garanti). Pour les actifs à court terme (durée inférieure à un an), il n'est pas fait recours à l'actualisation des flux futurs. La dépréciation se détermine de manière globale sans distinction entre intérêts et capital. Les pertes de crédit attendues relatives aux engagements hors bilan au Statut 3 sont prises en compte au travers de provisions comptabilisées au passif du bilan. Elles se calculent sur la base d'échéanciers, déterminés selon les historiques de recouvrement constatés par catégorie de créances.

Aux fins de l'évaluation des pertes de crédit attendues, il est tenu compte dans l'estimation des insuffisances de flux de trésorerie attendus, des biens affectés en garantie ainsi que des autres rehaussements de crédit qui font partie intégrante des modalités contractuelles de l'instrument et que l'entité ne comptabilise pas séparément.

Les passages en pertes sont basés sur des analyses individuelles compte tenu de la particularité de chaque situation. Au-delà des facteurs attestant de façon évidente que tout ou partie de la créance ne sera pas recouvrée (ex : arrêt des actions de recouvrement, réception du certificat d'irrecouvrabilité), d'autres faisceaux d'indicateurs sont susceptibles d'être également pris en compte (entrée en procédure de liquidation, disparition ou insuffisance des actifs résiduels et ou absence de collatéral, absence de volonté manifeste des dirigeants de respecter leurs engagements et absence de soutien des actionnaires, chances de recouvrement basées exclusivement sur des actions légales de recouvrement intentées contre des tiers conjuguées à une probabilité de réussite de ces actions très faible).

Ces facteurs sont à prendre en compte dans le cadre d'une analyse globale et ne constituent pas un indicateur automatique de passage en pertes. Lorsqu'au regard de la situation du dossier, il est raisonnablement certain que tout ou partie de la créance ne sera pas recouvrée, le montant à comptabiliser en pertes est déterminé sur la base des éléments existants les plus objectifs possibles aussi bien externes et qu'internes.

Les récupérations ultérieures portant sur les créances déjà constatées en pertes sont également comptabilisées dans le poste coût du risque de crédit.

Comptabilisation des dépréciations sur les actifs au coût amorti et en juste valeur par capitaux propres et des provisions sur les engagements de financement et de garantie

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers au coût amorti, les dépréciations constatées viennent corriger le poste d'origine de l'actif présenté au bilan pour sa valeur nette (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de dépréciation sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

Pour les instruments de dette comptabilisés au bilan dans la catégorie des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres, les dépréciations sont portées au passif du bilan au niveau des capitaux propres recyclables, en contrepartie du poste « Coût du risque de crédit » au compte de résultat (quel que soit le statut de l'actif : S1, S2, S3 ou POCI).

Pour les engagements donnés de financement et de garantie financière, les provisions sont inscrites dans le poste « Provisions » au passif du bilan (indépendamment du statut de l'engagement donné : S1, S2, S3 ou POCI). Les dotations et reprises de provisions sont comptabilisées au compte de résultat au poste « Coût du risque de crédit ».

7.1.2.1 Variation des pertes de crédit S1 et S2

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Modèle central	99,13	105,67
Compléments au modèle central	9,65	9,60
Autres	0,14	0,00
TOTAL PERTES DE CREDIT ATTENDUES S1/S2	108,92	115,27

7.1.2.2 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur actifs financiers par capitaux propres

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
<i>En millions d'euros</i>								
Solde au 31/12/2024	608,9	(0,0)	0,0	0,0	0,0	0,0	608,9	(0,0)
Production et acquisition	135,8	(0,0)	0,0	0,0	0,0	///	135,8	(0,0)
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	(10,2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(10,2)	0,0
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts vers S1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts vers S2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts vers S3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Changements de modèle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements (1)	7,3	(0,0)	0,0	0,0	0,0	0,0	7,3	(0,0)
Solde au 30/06/2025	741,8	(0,1)	0,0	0,0	0,0	0,0	741,8	(0,1)

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre

7.1.2.3 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur titres de dettes au coût amorti

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
<i>en millions d'euros</i>								
Solde au 31/12/2024	576,2	(0,2)	13,6	(0,5)	30,9	(23,0)	620,7	(23,7)
Production et acquisition	423,0	(0,0)	0,0	0,0	0,0	///	423,0	(0,0)
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	(25,1)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(25,1)	0,0
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts vers S1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts vers S2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts vers S3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Changements de modèle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements (1)	(4,7)	(0,7)	(0,2)	(0,2)	0,0	0,0	(4,9)	(0,9)
Solde au 30/06/2025	969,4	(0,9)	13,4	(0,7)	30,9	(23,0)	1 013,7	(24,6)

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre

7.1.2.4 Variation de la valeur comptable brute et des pertes de crédit sur prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti

Les prêts et créances aux établissements de crédit inscrits en statut 1 incluent notamment les fonds centralisés à la Caisse des Dépôts et Consignations, soit 634,92 millions d'euros au 30 juin 2025, contre 629,8 millions d'

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
<i>en millions d'euros</i>								
Solde au 31/12/2024	5 388,1	0,0	0,0	(0,0)	0,0	0,0	5 388,1	(0,0)
Production et acquisition	997,3	0,0	0,0	0,0	0,0	///	997,3	0,0
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	(1 440,6)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(1 440,6)	0,0
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts vers S1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts vers S2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts vers S3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Changements de modèle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements (1)	(248,7)	(0,1)	(0,0)	0,0	0,0	0,0	(248,7)	(0,1)
Solde au 30/06/2025	4 696,1	(0,1)	0,0	0,0	0,0	0,0	4 696,1	(0,1)

euros au 31 décembre 2024.

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre

7.1.2.5 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur prêts et créances à la clientèle au coût amorti

Les instruments financiers sont répartis en trois catégories (statuts ou *stage*) selon la dégradation du risque de crédit observée depuis leur comptabilisation initiale. Cette dégradation est mesurée sur la base de la notation en date d'arrêt.

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
<i>en millions d'euros</i>								
Solde au 31/12/2024	9 903,2	(28,5)	1 833,0	(68,4)	601,9	(258,8)	12 338,1	(355,7)
Production et acquisition	919,0	(3,2)	51,2	(1,5)	0,0	///	970,3	(4,6)
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	(585,3)	2,3	(99,8)	3,8	(85,9)	42,0	(770,9)	48,2
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	(36,8)	36,7	(36,8)	36,7
Transferts d'actifs financiers	(173,3)	1,2	94,2	(2,6)	79,1	(22,1)	0,0	(23,5)
Transferts vers S1	355,6	(1,3)	(346,6)	9,3	(9,1)	1,8	0,0	9,9
Transferts vers S2	(491,6)	2,1	526,7	(18,7)	(35,1)	3,1	0,0	(13,5)
Transferts vers S3	(37,3)	0,3	(85,9)	6,8	123,3	(27,0)	0,0	(19,9)
Changements de modèle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements (1)	(283,5)	(6,3)	(42,0)	6,6	54,0	(39,2)	(271,5)	(39,0)
Solde au 30/06/2025	9 780,1	(34,5)	1 836,7	(62,1)	612,4	(241,4)	12 229,2	(338,0)

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre

7.1.2.6 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur engagements de financement donnés

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
<i>en millions d'euros</i>								
Solde au 31/12/2024	1 951,1	(3,0)	249,0	(3,7)	16,4	0,0	2 216,4	(6,7)
Production et acquisition	614,2	(1,2)	33,5	(0,5)	0,0	///	647,7	(1,7)
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	(361,8)	0,6	(81,0)	1,0	(16,8)	0,0	(459,6)	1,5
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts d'actifs financiers	(11,7)	(0,0)	10,5	(0,6)	1,3	0,0	0,0	(0,6)
Transferts vers S1	25,3	(0,1)	(25,3)	0,6	0,0	0,0	0,0	0,4
Transferts vers S2	(36,3)	0,1	37,5	(1,2)	(1,2)	0,0	0,0	(1,0)
Transferts vers S3	(0,7)	0,0	(1,7)	0,0	2,5	0,0	0,0	0,0
Changements de modèle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements (1)	(15,6)	1,0	(38,1)	(0,2)	26,3	(0,0)	(27,5)	0,7
Solde au 30/06/2025	2 176,1	(2,6)	173,8	(4,1)	27,2	0,0	2 377,1	(6,7)

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre

7.1.2.7 Variation de la valeur brute comptable et des pertes de crédit sur engagements de garantie donnés

	Statut 1		Statut 2		Statut 3		TOTAL	
	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues	Valeur brute Comptable	Dépréciations pour pertes de crédit attendues
<i>en millions d'euros</i>								
Solde au 31/12/2024	1 138,6	(0,8)	135,2	(2,3)	66,8	(30,8)	1 340,6	(34,0)
Production et acquisition	128,6	(0,1)	12,9	(0,0)	0,0	///	141,5	(0,2)
Modifications de flux contractuels ne donnant pas lieu à décomptabilisation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décomptabilisation (remboursements, cessions et abandons de créances)	(335,6)	0,1	(20,6)	0,7	(2,5)	4,4	(358,7)	5,3
Réduction de valeur (passage en pertes)	///	///	///	///	0,0	0,0	0,0	0,0
Transferts d'actifs financiers	(14,6)	0,1	16,2	0,2	(1,6)	0,3	0,0	0,6
Transferts vers S1	11,5	(0,0)	(11,5)	0,3	0,0	0,0	0,0	0,3
Transferts vers S2	(25,4)	0,1	31,4	(0,1)	(6,0)	1,2	0,0	1,2
Transferts vers S3	(0,7)	0,0	(3,6)	0,0	4,3	(0,9)	0,0	(0,8)
Changements de modèle	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres mouvements (1)	187,7	(1,7)	13,6	0,1	(1,2)	(6,9)	200,1	(8,6)
Solde au 30/06/2025	1 104,8	(2,5)	157,2	(1,3)	61,5	(33,0)	1 323,5	(36,8)

(1) Dont amortissement des créances, variation des paramètres de risque de crédit, variation de change et variations liées aux mouvements de périmètre

7.1.3 Mesure et gestion du risque de crédit

Le risque de crédit se matérialise lorsqu'une contrepartie est dans l'incapacité de faire face à ses obligations et peut se manifester par la migration de la qualité de crédit voire par le défaut de la contrepartie.

Les engagements exposés au risque de crédit sont constitués de créances existantes ou potentielles et notamment de prêts, titres de créances ou de propriété ou contrats d'échange de performance, garanties de bonne fin ou engagements confirmés ou non utilisés.

Les procédures de gestion et les méthodes d'évaluation des risques de crédit, la concentration des risques, la qualité des actifs financiers sains, l'analyse et la répartition des encours sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

7.1.4 Garanties reçues sur des instruments dépréciés sous IFRS 9

Le tableau ci-dessous présente l'exposition de l'ensemble des actifs financiers du Groupe BPCE au risque de crédit et de contrepartie. Cette exposition au risque de crédit (déterminée sans tenir compte de l'effet des compensations non comptabilisées et des collatéraux) et au risque de contrepartie correspond à la valeur nette comptable des actifs financiers.

En millions d'euros	Exposition maximale au risque ⁽²⁾	Dépréciations	Exposition maximale nette de dépréciation ⁽³⁾	Garanties
Classe d'instruments financiers dépréciés (S3)				
Titres de dettes au coût amorti	30,9	(23,0)	8,0	0,0
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti	612,4	(241,4)	371,0	286,3
Titres de dettes - Juste valeur par capitaux propres recyclables	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts et créances aux établissements de crédit - JVOCI R	0,0	0,0	0,0	0,0
Prêts et créances à la clientèle - JVOCI R	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements de financement	27,2	0,0	27,2	27,2
Engagements de garantie	61,5	(33,0)	28,6	28,6
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS DEPRECIES (S3) ⁽¹⁾	732,1	(297,4)	434,7	342,1

⁽¹⁾ Actifs dépréciés postérieurement à leur origination/acquisition (Statut 3) ou dès leur origination / acquisition (POCI)

⁽²⁾ Valeur brute comptable

⁽³⁾ Valeur comptable au bilan

7.1.5 Garanties reçues sur des instruments non soumis aux règles de dépréciation IFRS 9

En millions d'euros	Exposition maximale au risque ⁽¹⁾	Garanties
Actifs financiers à la juste valeur par résultat		
Titres de dettes	13,9	0,0
Prêts	0,0	0,0
Dérivés de transaction	313,9	0,0
TOTAL	327,9	0,0

⁽¹⁾ Valeur comptable au bilan

7.1.6 Mécanismes de réduction du risque de crédit : actifs obtenus par prise de possession de garantie

Le Groupe Palatine n'a pas obtenu d'actifs par prise de possession de garantie.

7.1.7 Actifs financiers modifiés depuis le début de l'exercice, dont la dépréciation était calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité au début de l'exercice

Principes comptables

Les contrats modifiés sont des actifs financiers renégociés, restructurés ou réaménagés en présence ou non de difficultés financières et ne donnant pas lieu à décomptabilisation en l'absence du caractère substantiel des modifications apportées.

Un profit ou une perte sont à comptabiliser en résultat dans le poste « Coût du risque de crédit » en cas de modification.

La valeur comptable brute de l'actif financier doit être recalculée de manière qu'elle soit égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés au taux d'intérêt effectif initial.

Certains actifs financiers dont la dépréciation était calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité, ont été modifiés depuis le début de l'exercice. Cependant, ces actifs financiers sont non significatifs au regard du bilan et du compte de résultat de l'entité.

7.1.8 Actifs financiers modifiés depuis leur comptabilisation initiale, dont la dépréciation avait été calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité, et dont la dépréciation a été réévaluée sur la base des pertes de crédit attendues à un an depuis le début de l'exercice

Certains actifs financiers dont la dépréciation avait été calculée sur la base des pertes de crédit attendues à maturité, ont été modifiés depuis leur comptabilisation initiale et ont vu leur dépréciation réévaluée sur la base des pertes de crédit attendues à un an depuis le début de l'exercice du fait d'une amélioration de leur risque de crédit. Cependant, ces actifs financiers sont non significatifs au regard du bilan de l'entité.

7.1.9 Encours restructurés

Réaménagements en présence de difficultés financières

	30/06/2025			31/12/2024		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
<i>en millions d'euros</i>						
Encours restructurés dépréciés	82,0	0,0	82,1	63,4	0,0	63,4
Encours restructurés sains	90,5	0,0	90,5	68,4	0,0	68,4
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	172,5	0,0	172,5	131,7	0,0	131,7
Dépréciations	(26,4)	0,0	(26,4)	(21,1)	0,0	(21,1)
Garanties reçues	69,1	0,0	69,1	64,4	0,0	64,4

Analyse des encours bruts

	30/06/2025			31/12/2024		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
<i>en millions d'euros</i>						
Réaménagement : modifications des termes et conditions	138,9	0,0	139,0	118,7	0,0	118,7
Réaménagement : refinancement	33,6	0,0	33,7	13,0	0,0	13,0
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	172,5	0,0	172,5	131,7	0,0	131,7

Zone géographique de la contrepartie

	30/06/2025			31/12/2024		
	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total	Prêts et créances	Engagements hors bilan	Total
<i>en millions d'euros</i>						
France	172,6	0,0	172,6	131,8	0,0	131,8
Autres pays	(0,1)	0,0	(0,1)	(0,1)	0,0	(0,1)
TOTAL DES ENCOURS RESTRUCTURÉS	172,5	0,0	172,5	131,7	0,0	131,7

7.1.10 Actifs passés en perte durant la période de reporting et qui font toujours l'objet de mesures d'exécution

Le Groupe Palatine n'est pas concerné.

7.1.11 Répartition par tranche de risque des instruments financiers soumis au calcul de pertes de crédit attendues selon IFRS 9

Le Groupe Palatine n'est pas concerné.

7.1.12 Actifs financiers acquis ou créés et dépréciés au titre du risque de crédit dès leur comptabilisation initiale (POCI)

<i>En millions d'euros</i>		Montant total non actualisé des pertes de crédit attendues en date de comptabilisation initiale des contrats POCI originés ou acquis durant la période
Classe d'instruments financiers		
Titres de dettes au coût amorti		
Prêts et créances aux établissements de crédit au coût amorti		
Prêts et créances à la clientèle au coût amorti		11,8
Titres de dettes - Juste valeur par capitaux propres recyclables		
Prêts et créances aux établissements de crédit - Juste valeur par capitaux propres recyclables		
Prêts et créances à la clientèle - Juste valeur par capitaux propres recyclables		
Engagements de financement		
Engagements de garantie		
TOTAL		11,8

7.2 RISQUE DE MARCHE

Le risque de marché représente le risque pouvant engendrer une perte financière due à des mouvements de paramètres de marché, notamment :

- les taux d'intérêt : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- les cours de change ;
- les prix : le risque de prix résulte des variations de prix de marché, qu'elles soient causées par des facteurs propres à l'instrument ou à son émetteur, ou par des facteurs affectant tous les instruments négociés sur le marché. Les titres à revenu variable, les dérivés actions et les instruments financiers dérivés sur matières premières sont soumis à ce risque ;
- et plus généralement, tout paramètre de marché intervenant dans la valorisation des portefeuilles.

Les systèmes de mesure et de surveillance des risques de marché sont communiqués dans le rapport sur la gestion des risques.

L'information relative à la gestion des risques de marché requise par la norme IFRS 7, présentée dans le rapport sur la gestion des risques se compose de la façon suivante :

- Le dispositif de mesure et de surveillance des risques de marché ;
- L'organisation du suivi des risques de marché ;
- La loi de séparation et de régulation des activités bancaires et Volcker rule ;
- Les contrôles de second niveau sur les risques de marché ;
- Les travaux réalisés en 2025.

7.3 RISQUE DE TAUX D'INTERET GLOBAL ET RISQUE DE CHANGE

Le risque de taux représente pour la banque l'impact sur ses résultats annuels et sa valeur patrimoniale d'une évolution défavorable des taux d'intérêt. Le risque de change est le risque de voir la rentabilité affectée par les variations du cours de change.

La gestion du risque de taux d'intérêt global et la gestion du risque de change sont présentées dans le chapitre 4 « Gestion des risques ».

7.4 RISQUE DE LIQUIDITE

Le risque de liquidité représente pour la banque l'impossibilité de faire face à ses engagements ou à ses échéances à un instant donné.

Les procédures de refinancement et les modalités de gestion du risque de liquidité sont communiquées dans le rapport sur la gestion des risques.

Les informations relatives à la gestion du risque de liquidité requises par la norme IFRS 7 sont présentées dans le chapitre 4 « Gestion des risques ».

Le tableau ci-après présente les montants par date d'échéance contractuelle.

Les instruments financiers en valeur de marché par résultat relevant du portefeuille de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable, les encours douteux, les instruments dérivés de couverture et les écarts de réévaluation des portefeuilles couverts en taux sont positionnés dans la colonne « Non déterminé ». En effet, ces instruments financiers sont :

- soit destinés à être cédés ou remboursés avant la date de leur maturité contractuelle ;
- soit destinés à être cédés ou remboursés à une date non déterminable (notamment lorsqu'ils n'ont pas de maturité contractuelle) ;
- soit évalués au bilan pour un montant affecté par des effets de revalorisation.

Les intérêts courus non échus sont présentés dans la colonne « inférieur à 1 mois ».

Les montants présentés sont les montants contractuels hors intérêts prévisionnels.

en millions d'euros	Inférieur à 1 mois	De 1 mois à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Non déterminé	Total au 30/06/2025
Caisse, Banques Centrales	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	327,9	327,9
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	9,1	30,0	50,2	458,5	193,9	15,9	757,7
Instruments dérivés de couverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,7	19,7
Titres au coût amorti	21,7	0,0	22,2	391,5	553,8	0,0	989,2
Prêts et créances sur les établissements de crédit	2 293,7	521,3	493,9	621,7	765,5	0,0	4 696,0
Prêts et créances sur la clientèle	1 627,4	579,6	1 335,9	4 496,3	3 577,5	274,4	11 891,1
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	0,8
ACTIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	3 955,9	1 130,9	1 902,2	5 967,9	5 090,7	638,6	18 686,3
Banques Centrales	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	299,2	299,2
Instruments dérivés de couverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	41,7	41,7
Dettes représentées par un titre	62,5	467,0	1 057,0	143,3	81,3	0,0	1 811,1
Dettes envers les établissements de crédit	336,7	685,7	504,8	502,2	31,5	116,8	2 177,8
Dettes envers la clientèle	11 933,5	266,1	309,8	212,0	1,1	0,0	12 722,5
Dettes subordonnées	0,6	0,0	150,0	50,0	200,0	0,0	400,6
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
PASSIFS FINANCIERS PAR ÉCHÉANCE	12 333,2	1 418,7	2 021,6	907,5	313,9	457,8	17 452,8
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	258,4	43,6	145,3	1 906,2	23,5	0,0	2 377,1
TOTAL ENGAGEMENT DE FINANCEMENT PAR ECHEANCE	258,4	43,6	145,3	1 906,2	23,5	0,0	2 377,1
Engagements de garantie en faveur des établissements de crédit	0,0	0,3	73,4	0,0	0,0	0,0	73,7
Engagements de garantie en faveur de la clientèle	20,8	12,1	115,4	218,6	882,9	0,0	1 249,9
TOTAL ENGAGEMENT DE GARANTIES DONNEES PAR ECHEANCE	20,8	12,4	188,8	218,6	882,9	0,0	1 323,5

Note 8 Juste valeur des actifs et passifs financiers

L'essentiel

La présente note vise à présenter les principes d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers tels que définis par la norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur » et à préciser certaines modalités de valorisation retenues au sein des entités du Groupe Palatine pour la valorisation de leurs instruments financiers.

Les actifs et passifs financiers sont évalués au bilan soit à la juste valeur soit au coût amorti. Une indication de la juste valeur des éléments évalués au coût amorti est cependant présentée en annexe.

Pour les instruments qui se négocient sur un marché actif faisant l'objet de prix de cotation, la juste valeur est égale au prix de cotation, correspondant au niveau 1 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur.

Pour les autres types d'instruments financiers, non cotés sur un marché actif, incluant notamment les prêts, les emprunts et les dérivés négociés sur les marchés de gré à gré, la juste valeur est déterminée en utilisant des techniques de valorisation privilégiant les modèles de place et les données observables, ce qui correspond au niveau 2 dans la hiérarchie des niveaux de juste valeur. A défaut, dans le cas où des données internes ou des modèles propriétaires sont utilisés (niveau 3 de juste valeur), des contrôles indépendants sont mis en place pour valider la valorisation.

Détermination de la juste valeur

PRINCIPES GENERAUX

La juste valeur correspond au prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le groupe évalue la juste valeur d'un actif ou d'un passif à l'aide des hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer le prix de l'actif ou du passif. Parmi ces hypothèses, figurent notamment pour les dérivés, une évaluation du risque de contrepartie (ou CVA – Credit Valuation Adjustment), du risque de non-exécution (DVA - Debit Valuation Adjustment) et du coût de liquidité (ou FVA - Funding Valuation Adjustment). L'évaluation de ces ajustements de valorisation se fonde sur des paramètres de marché.

Par ailleurs, les valorisations des dérivés traités avec une contrepartie membre du mécanisme de solidarité du Groupe BPCE (cf. note 1.2.) ne font pas l'objet de calcul de CVA ni de DVA dans les comptes du groupe.

JUSTE VALEUR EN DATE DE COMPTABILISATION INITIALE

Pour la majorité des transactions conclues par le groupe, le prix de négociation des opérations (c'est-à-dire la valeur de la contrepartie versée ou reçue) donne la meilleure évaluation de la juste valeur de l'opération en date de comptabilisation initiale. Si tel n'est pas le cas, le groupe ajuste le prix de transaction. La comptabilisation de cet ajustement est décrite dans le paragraphe « Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit) ».

HIERARCHIE DE LA JUSTE VALEUR

Juste valeur de niveau 1 et notion de marché actif

Pour les instruments financiers, les prix cotés sur un marché actif (« juste valeur de niveau 1 ») constituent l'indication la plus fiable de la juste valeur. Dans la mesure où de tels prix existent, ils doivent être utilisés sans ajustement pour évaluer la juste valeur.

Un marché actif est un marché sur lequel ont lieu des transactions sur l'actif ou le passif selon une fréquence et un volume suffisants.

La baisse du niveau d'activité du marché peut être révélée par des indicateurs tels que :

- une baisse sensible du marché primaire pour l'actif ou le passif financier concerné (ou pour des instruments similaires) ;
- une baisse significative du volume des transactions ;
- une faible fréquence de mise à jour des cotations ;
- une forte dispersion des prix disponibles dans le temps entre les différents intervenants de marché ;

une perte de la corrélation avec des indices qui présentaient auparavant une corrélation élevée avec la juste valeur de l'actif ou du passif ;

- une hausse significative des cours ou des primes de risque de liquidité implicites, des rendements ou des indicateurs de performance (par exemple des probabilités de défaut et des espérances de pertes implicites) par rapport à l'estimation que fait le groupe des flux de trésorerie attendus, compte tenu de toutes les données de marché disponibles au sujet du risque de crédit ou du risque de non-exécution relatif à l'actif ou au passif ;
- des écarts très importants entre le prix vendeur (bid) et le prix acheteur (ask) (fourchette très large).

Instruments valorisés à partir de prix cotés (non ajustés) sur un marché actif (niveau 1)

Il s'agit essentiellement d'actions, d'obligations d'Etat ou de grandes entreprises, de certains dérivés traités sur des marchés organisés (par exemple, des options standards sur indices CAC 40 ou Eurostoxx).

Par ailleurs, pour les OPCVM, la juste valeur sera considérée comme de niveau 1 si la valeur liquidative est quotidienne, et s'il s'agit d'une valeur sur laquelle il est possible de passer un ordre.

Juste valeur de niveau 2

En cas d'absence de cotation sur un marché actif, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie appropriée, conforme aux méthodes d'évaluation communément admises sur les marchés financiers, favorisant les paramètres de valorisation observables sur les marchés (« Juste valeur de niveau 2 »).

Si l'actif ou le passif a une échéance spécifiée (contractuelle), une donnée d'entrée de niveau 2 doit être observable pour la quasi-totalité de la durée de l'actif ou du passif. Les données d'entrée de niveau 2 comprennent notamment :

- les cours sur des marchés, actifs ou non, pour des actifs ou des passifs similaires ;
- les données d'entrée autres que les cours du marché qui sont observables pour l'actif ou le passif, par exemple :
 - o les taux d'intérêt et les courbes de taux observables aux intervalles usuels,
 - o les volatilités implicites,
 - o les « spreads » de crédit ;
- les données d'entrée corroborées par le marché, c'est-à-dire qui sont obtenues principalement à partir de données de marché observables ou corroborées au moyen de telles données, par corrélation ou autrement.

Instruments valorisés à partir de modèles reconnus et faisant appel à des paramètres directement ou indirectement observables (niveau 2)

• Instruments dérivés de niveau 2

Seront en particulier classés dans cette catégorie :

- les swaps de taux standards ou CMS ;
- les accords de taux futurs (FRA) ;
- les swaptions standards ;
- les caps et floors standards ;
- les achats et ventes à terme de devises liquides ;
- les swaps et options de change sur devises liquides ;
- les dérivés de crédit liquides sur un émetteur particulier (single name) ou sur indices Itraax, Iboxx...

• Instruments non dérivés de niveau 2

Certains instruments financiers complexes et / ou d'échéance longue sont valorisés avec un modèle reconnu et utilisent des paramètres de marché calibrés à partir de données observables (telles que les courbes de taux, les nappes de volatilité implicite des options), de données résultant de consensus de marché ou à partir de marchés actifs de gré à gré.

Pour l'ensemble de ces instruments, le caractère observable du paramètre a pu être démontré. Sur le plan méthodologique, l'observabilité des paramètres est fondée sur quatre conditions indissociables :

- le paramètre provient de sources externes (via un contributeur reconnu) ;
- le paramètre est alimenté périodiquement ;
- le paramètre est représentatif de transactions récentes ;
- les caractéristiques du paramètre sont identiques à celles de la transaction.

La marge dégagée lors de la négociation de ces instruments financiers est immédiatement comptabilisée en résultat.

Figurent notamment en niveau 2 :

- les titres non cotés sur un marché actif dont la juste valeur est déterminée à partir de données de marché observables (ex : utilisation de données de marché issues de sociétés comparables cotées ou méthode de multiple de résultats);
- les parts d'OPCVM dont la valeur liquidative n'est pas calculée et communiquée quotidiennement, mais qui fait l'objet de publications régulières ou pour lesquelles on peut observer des transactions récentes;

Juste valeur de niveau 3

Enfin, s'il n'existe pas suffisamment de données observables sur les marchés, la juste valeur peut être déterminée par une méthodologie de valorisation reposant sur des modèles internes (« juste valeur de niveau 3 ») utilisant des données non observables. Le modèle retenu doit être calibré périodiquement en rapprochant ses résultats des prix de transactions récentes.

Instruments de gré à gré valorisés à partir de modèles peu répandus ou utilisant une part significative de paramètres non observables (niveau 3)

Lorsque les valorisations obtenues ne peuvent s'appuyer sur des paramètres observables ou sur des modèles reconnus comme des standards de place, la valorisation obtenue sera considérée comme non observable.

Les instruments valorisés à partir de modèles spécifiques ou utilisant des paramètres non observables incluent plus particulièrement :

- les actions non cotées, ayant généralement la nature de « participations » ;
- certains OPCVM, lorsque la valeur liquidative est une valeur indicative (en cas d'illiquidité, en cas de liquidation...) et qu'il n'existe pas de prix pour étayer cette valeur ;
- les FCPR : la valeur liquidative est fréquemment une valeur indicative puisqu'il n'est souvent pas possible de sortir ;
- des produits structurés action multi-sous-jacents, d'option sur fonds, des produits hybrides de taux, des swaps de titrisation, de dérivés de crédit structurés, de produits optionnels de taux ;
- les tranches de titrisation pour lesquelles il n'existe pas de prix coté sur un marché actif. Ces instruments sont fréquemment valorisés sur la base de prix contributeurs (structureurs par exemple).

Transferts entre niveaux de juste valeur

Les informations sur les transferts entre niveaux de juste valeur sont indiquées en note 8.1.3. Les montants figurant dans cette note sont les valeurs calculées en date de dernière valorisation précédant le changement de niveau.

Comptabilisation de la marge dégagée à l'initiation (Day one profit)

Au 30 juin 2025, le groupe Palatine n'a aucun « Day one profit » à étaler ».

Cas particuliers

JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS COMPTABILISES AU COUT AMORTI (TITRES)

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information, et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées, et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque commerciale, dont le modèle de gestion est principalement un modèle d'encaissement des flux de trésorerie contractuels.

Par conséquent, les hypothèses simplificatrices suivantes ont été retenues :

Dans un certain nombre de cas, la valeur comptable est jugée représentative de la juste valeur

Il s'agit notamment :

- des actifs et passifs financiers à court terme (dont la durée initiale est inférieure ou égale à un an), dans la mesure où la sensibilité au risque de taux et au risque de crédit est non significative sur la période ;
- des passifs exigibles à vue ;
- des prêts et emprunts à taux variable ;

- des opérations relevant d'un marché réglementé (en particulier, les produits d'épargne réglementés) pour lesquelles les prix sont fixés par les pouvoirs publics.

Juste valeur du portefeuille de crédits à la clientèle

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir. Sauf cas particulier, seule la composante taux d'intérêt est réévaluée, la marge de crédit étant figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

Juste valeur des crédits interbancaires

La juste valeur des crédits est déterminée à partir de modèles internes de valorisation consistant à actualiser les flux futurs recouvrables de capital et d'intérêt sur la durée restant à courir.

La composante taux d'intérêt est ainsi réévaluée, ainsi que la composante risque de crédit lorsque cette dernière est une donnée observable utilisée par les gestionnaires de cette clientèle ou les opérateurs de marché. À défaut, comme pour les crédits à la clientèle, la composante risque de crédit est figée à l'origine et non réévaluée par la suite. Les options de remboursement anticipé sont prises en compte sous forme d'un ajustement du profil d'amortissement des prêts.

Juste valeur des dettes

Pour les dettes à taux fixe envers les établissements de crédit et la clientèle de durée supérieure à un an, la juste valeur est présumée correspondre à la valeur actualisée des flux futurs au taux d'intérêt observé à la date de clôture. Le spread de crédit propre n'est généralement pas pris en compte.

8.1 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

8.1.1 Hiérarchie de la juste valeur des actifs et passifs financiers

La répartition des instruments financiers par nature de prix ou modèles de valorisation est donnée dans le tableau ci-dessous :

	30/06/2025					31/12/2024			
	Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL		Cotation sur un marché actif (niveau 1)	Techniques de valorisation utilisant des données observables (niveau 2)	Techniques de valorisation utilisant des données non observables (niveau 3)	TOTAL
<i>en millions d'euros</i>									
ACTIFS FINANCIERS									
Instruments dérivés	0,0	121,3	0,7	122,0		0,0	97,3	0,1	97,3
Dérivés de taux	0,0	32,3	0,0	32,3		0,0	41,4	0,0	41,4
Dérivés de change	0,0	89,0	0,7	89,7		0,0	55,9	0,1	55,9
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	0,0	121,3	0,7	122,0		0,0	97,3	0,1	97,3
Instruments dérivés	0,0	190,8	1,2	191,9		0,0	240,3	1,8	242,1
Dérivés de taux	0,0	188,4	1,2	189,5		0,0	238,3	1,8	240,1
Dérivés de change	0,0	2,4	0,0	2,4		0,0	2,0	0,0	2,0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0,0	190,8	1,2	191,9		0,0	240,3	1,8	242,1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments de dettes	0,0	13,8	0,1	13,9		0,0	15,6	0,3	15,9
Titres de dettes	0,0	13,8	0,1	13,9		0,0	15,6	0,3	15,9
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	0,0	13,8	0,1	13,9		0,0	15,6	0,3	15,9
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments de dettes	741,8	0,0	0,0	741,8		608,9	0,0	0,0	608,9
Titres de dettes	741,8	0,0	0,0	741,8		608,9	0,0	0,0	608,9
Instruments de capitaux propres	2,8	9,4	3,5	15,9		1,5	9,4	4,0	14,8
Actions et autres titres de capitaux propres	2,8	9,4	3,5	15,9		1,5	9,4	4,0	14,8
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	744,6	9,4	3,5	757,7		610,4	9,4	4,0	623,7
Dérivés de taux	0,0	19,7	0,0	19,7		0,0	9,9	0,0	9,9
Instruments dérivés de couverture	0,0	19,7	0,0	19,7		0,0	9,9	0,0	9,9
TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR	744,6	354,9	5,5	1 105,3		610,4	372,4	6,1	988,9
<i>en millions d'euros</i>									
PASSIFS FINANCIERS									
Instruments dérivés	0,0	145,9	2,8	148,8		0,0	119,8	0,1	119,9
Dérivés de taux	0,0	40,1	2,2	42,3		0,0	54,4	0,1	54,5
Dérivés de change	0,0	105,8	0,6	106,5		0,0	65,4	0,0	65,4
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	0,0	145,9	2,8	148,8		0,0	119,8	0,1	119,9
Instruments dérivés	0,0	149,1	1,4	150,5		0,0	193,7	2,4	196,0
Dérivés de taux	0,0	147,0	1,4	148,3		0,0	192,0	2,4	194,3
Dérivés de change	0,0	2,2	0,0	2,2		0,0	1,7	0,0	1,7
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0,0	149,1	1,4	150,5		0,0	193,7	2,4	196,0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0,0	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	0,0	0,0
Dérivés de taux	0,0	41,7	0,0	41,7		0,0	3,9	0,0	3,9
Instruments dérivés de couverture	0,0	41,7	0,0	41,7		0,0	3,9	0,0	3,9
TOTAL DES PASSIFS FINANCIERS A LA JUSTE VALEUR	0,0	336,7	4,2	340,9		0,0	317,4	2,4	319,8

(1) hors couverture économique

8.1.2 Analyse des actifs et passifs financiers classés en niveau 3 de la hiérarchie de juste valeur

Au 30 juin 2025

	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période			Autres variations	30/06/2025
	01/01/2025	Au compte de résultat (2)		en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
en millions d'euros										
ACTIFS FINANCIERS										
Instruments dérivés	0,1	0,5	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Dérivés de change	0,1	0,5	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (1)	0,1	0,5	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,7
Instruments dérivés	1,8	(0,2)	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,4)	0,0	0,0	1,2
Dérivés de taux	1,8	(0,2)	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,4)	0,0	0,0	1,2
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	1,8	(0,2)	0,0	0,0	0,0	0,0	(0,4)	0,0	0,0	1,2
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments de dettes	0,3	(0,2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Titres de dettes	0,3	(0,2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	0,3	(0,2)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Hors transaction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments de capitaux propres	4,0	0,2	0,0	(0,3)	0,0	(0,5)	0,0	0,0	0,0	3,5
Actions et autres titres de capitaux propres	4,0	0,2	0,0	(0,3)	0,0	(0,5)	0,0	0,0	0,0	3,5
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	4,0	0,2	0,0	(0,3)	0,0	(0,5)	0,0	0,0	0,0	3,5
Instruments dérivés de couverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période			Autres variations	30/06/2025
	01/01/2025	Au compte de résultat (2)		en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
en millions d'euros										
PASSIFS FINANCIERS										
Instruments dérivés	0,1	2,2	0,0	0,0	0,6	(0,0)	0,0	0,0	0,0	2,8
Dérivés de taux	0,1	2,2	0,0	0,0	0,0	(0,0)	0,0	0,0	0,0	2,2
Dérivés de change	0,0	0,1	0,0	0,0	0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (1)	0,1	2,2	0,0	0,0	0,6	(0,0)	0,0	0,0	0,0	2,8
Instruments dérivés	2,4	(0,5)	0,0	0,0	0,0	(0,0)	(0,4)	0,0	0,0	1,4
Dérivés de taux	2,4	(0,5)	0,0	0,0	0,0	(0,0)	(0,4)	0,0	0,0	1,4
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	2,4	(0,5)	0,0	0,0	0,0	(0,0)	(0,4)	0,0	0,0	1,4
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Instruments dérivés de couverture	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

(1) hors couverture technique

(2) Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 4.3.

Au 31 décembre 2024

	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période			Autres variations	31/12/2024
	01/01/2024	Au compte de résultat (2)		en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable	de et vers un autre niveau		
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
en millions d'euros										
ACTIFS FINANCIERS										
Instruments dérivés	0,9	(0,8)	(0,0)	0,0	(0,2)	(0,7)	0,0	0,8	(0,0)	0,1
Dérivés de change	0,9	(0,8)	(0,0)	0,0	0,0	(0,1)	0,0	0,0	0,0	0,1
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction (1)	0,9	(0,8)	(0,0)	0,0	(0,2)	(0,7)	0,0	0,8	(0,0)	0,1
Instruments dérivés	0,8	1,7	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	(0,8)	0,0	1,8
Dérivés de taux	0,8	1,7	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	(0,8)	0,0	1,8
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	0,8	1,7	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	(0,8)	0,0	1,8
Instruments de dettes	1,8	0,5	0,0	0,0	0,0	(2,0)	0,0	0,0	0,0	0,3
Titres de dettes	1,8	0,5	0,0	0,0	0,0	(2,0)	0,0	0,0	0,0	0,3
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard	1,8	0,5	0,0	0,0	0,0	(2,0)	0,0	0,0	0,0	0,3
Instruments de capitaux propres	1,3	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Actions et autres titres de capitaux propres	1,3	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	1,3	2,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0

	Gains et pertes comptabilisés au cours de la période			Evénements de gestion de la période		Transferts de la période		Autres variations	31/12/2024	
	01/01/2024	Au compte de résultat (2)		en capitaux propres	Achats / Emissions	Ventes / Remboursements	vers une autre catégorie comptable			de et vers un autre niveau
		Sur les opérations en vie à la clôture	Sur les opérations sorties du bilan à la clôture							
<i>en millions d'euros</i>										
PASSIFS FINANCIERS										
Instruments dérivés	1,5	(0,9)	(0,0)	0,0	0,7	(0,4)	0,0	(0,8)	0,0	0,1
Dérivés de taux	0,6	(0,1)	0,0	0,0	0,0	(0,4)	0,0	0,0	0,0	0,1
Dérivés de change	0,8	(0,7)	(0,0)	0,0	0,7	0,0	0,0	(0,8)	0,0	0,0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾	1,5	(0,9)	(0,0)	0,0	0,7	(0,4)	0,0	(0,8)	0,0	0,1
Instruments dérivés	1,9	1,1	0,0	0,0	0,2	(0,8)	0,0	0,0	0,0	2,4
Dérivés de taux	1,9	1,1	0,0	0,0	0,2	(0,8)	0,0	0,0	0,0	2,4
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique	1,9	1,1	0,0	0,0	0,2	(0,8)	0,0	0,0	0,0	2,4

(1) hors couverture technique

(2) Les principaux impacts comptabilisés en compte de résultat sont mentionnés en note 4.3.

8.1.3 Analyse des transferts entre niveaux de la hiérarchie de juste valeur

Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

	1er semestre 2025							
	De	niveau 1	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3	niveau 3	
	Vers	niveau 2	niveau 3	niveau 1	niveau 3	niveau 1	niveau 2	
<i>en millions d'euros</i>								
ACTIFS FINANCIERS								
Instruments dérivés		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Dérivés de change		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

	1er semestre 2025							
	De	niveau 1	niveau 1	niveau 2	niveau 2	niveau 3	niveau 3	
	Vers	niveau 2	niveau 3	niveau 1	niveau 3	niveau 1	niveau 2	
<i>en millions d'euros</i>								
PASSIFS FINANCIERS								
Instruments dérivés		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Dérivés de change		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	

(1) hors couverture technique

Le montant des transferts indiqué dans ce tableau est celui de la dernière valorisation précédant le changement de niveau.

	1er semestre 2024						
	De Vers	niveau 1 niveau 2	niveau 1 niveau 3	niveau 2 niveau 1	niveau 2 niveau 3	niveau 3 niveau 1	niveau 3 niveau 2
<i>en millions d'euros</i>							
ACTIFS FINANCIERS							
Instruments dérivés		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
Dérivés de change		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Actifs financiers à la juste valeur par résultat - Non standard		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

	1er semestre 2024						
	De Vers	niveau 1 niveau 2	niveau 1 niveau 3	niveau 2 niveau 1	niveau 2 niveau 3	niveau 3 niveau 1	niveau 3 niveau 2
<i>en millions d'euros</i>							
PASSIFS FINANCIERS							
Instruments dérivés		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
Dérivés de change		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Détenus à des fins de transaction ⁽¹⁾		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Couverture économique		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Passifs financiers à la juste valeur par résultat - Sur option		0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

(1) hors couverture technique

8.1.4 Sensibilité de la juste valeur de niveau 3 aux variations des principales hypothèses

Les instruments financiers évalués à la juste valeur de niveau 3 concernent principalement des titres de participation non consolidés et des certificats d'associés.

8.2 JUSTE VALEUR DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI

Pour les instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur au bilan, les calculs de juste valeur sont communiqués à titre d'information et doivent être interprétés comme étant uniquement des estimations.

En effet, dans la majeure partie des cas, les valeurs communiquées n'ont pas vocation à être réalisées et ne pourraient généralement pas l'être en pratique.

Les justes valeurs ainsi calculées l'ont été uniquement pour des besoins d'information en annexe aux états financiers. Ces valeurs ne sont pas des indicateurs utilisés pour les besoins de pilotage des activités de banque de proximité dont le modèle de gestion est un modèle d'encaissement des flux de trésorerie attendus.

Les hypothèses simplificatrices retenues pour évaluer la juste valeur des instruments au coût amorti sont présentées en note 8.1.

	30/06/2025					31/12/2024				
	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Valeur comptable	Juste valeur	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
<i>en millions d'euros</i>										
ACTIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI	17 577,1	17 357,2	771,5	16 331,4	254,3	17 968,4	17 580,4	481,2	16 831,3	267,9
Prêts et créances sur les établissements de crédit	4 696,0	4 629,9	0,0	4 629,9	0,0	5 388,1	5 302,9	0,0	5 302,9	0,0
Prêts et créances sur la clientèle	11 891,1	11 737,5	0,0	11 555,7	181,8	11 982,4	11 697,7	0,0	11 503,1	194,6
Titres de dettes	989,2	989,8	771,5	145,8	72,5	597,1	579,9	481,2	25,4	73,3
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,8	///	///	///	///	0,8	///	///	///	///
PASSIFS FINANCIERS AU COUT AMORTI	17 111,9	17 098,6	0,0	17 052,5	46,1	17 355,9	17 342,6	0,0	17 321,3	21,3
Dettes envers les établissements de crédit	2 177,8	2 186,7	0,0	2 161,0	25,8	1 683,2	1 753,0	0,0	1 753,0	0,0
Dettes envers la clientèle	12 722,5	12 722,5	0,0	12 722,5	0,0	13 526,6	13 526,6	0,0	13 526,6	0,0
Dettes représentées par un titre	1 811,1	1 765,3	0,0	1 744,9	20,4	1 745,4	1 703,1	0,0	1 681,8	21,3
Dettes subordonnées	400,6	424,1	0,0	424,1	0,0	400,8	359,9	0,0	359,9	0,0
Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0,0	///	///	///	///	0,0	///	///	///	///

Note 9 Impôts

9.1 IMPOTS SUR LE RESULTAT

Principes comptables

Les impôts sur le résultat incluent tous les impôts nationaux et étrangers dus sur la base des bénéfices imposables. Les impôts sur le résultat incluent aussi les impôts, tels que les retenues à la source, qui sont payables par une filiale, une entreprise associée ou un partenariat sur ses distributions de dividendes à l'entité présentant les états financiers. La CVAE (contribution sur la valeur ajoutée des entreprises) n'est pas retenue comme un impôt sur le résultat.

Les impôts sur le résultat regroupent :

- d'une part, les impôts courants, qui comprennent notamment le montant de l'impôt exigible (récupérable) au titre du bénéfice imposable (perte fiscale) d'une période. Ils sont calculés sur la base des résultats fiscaux d'une période de chaque entité fiscale consolidée en appliquant les taux et règles d'imposition en vigueur établis par les administrations fiscales et sur la base desquels l'impôt doit être payé (recouvré).
- d'autre part, les impôts différés.

Lorsqu'il est probable qu'une position fiscale du groupe ne sera pas acceptée par les autorités fiscales, cette situation est reflétée dans les comptes lors de la comptabilisation de l'impôt courant (exigible ou recouvrable) et de l'impôt différé (actif ou passif).

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » ne donnant pas de précision particulière sur la façon dont les conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt devaient être prises en compte en comptabilité, l'interprétation IFRIC 23 « Incertitudes relative aux traitements fiscaux » adoptée par la Commission européenne le 23 octobre 2018 et applicable de manière obligatoire au 1er janvier 2019, est venue préciser clarifier le traitement à retenir.

Cette interprétation clarifie les modalités de comptabilisation et d'évaluation de l'impôt exigible et différé lorsqu'une incertitude existe concernant le traitement fiscal appliqué. S'il y a un doute sur l'acceptation du traitement fiscal par l'administration fiscale en vertu de la législation fiscale, alors ce traitement fiscal est un traitement fiscal incertain. Dans l'hypothèse où il serait probable que l'administration fiscale n'accepte pas le traitement fiscal retenu, IFRIC 23 indique que le montant de l'incertitude à refléter dans les états financiers doit être estimé selon la méthode qui fournira la meilleure prévision du dénouement de l'incertitude. Pour déterminer ce montant, deux approches peuvent être retenues : la méthode du montant le plus probable ou bien la méthode de la valeur attendue (c'est à dire la moyenne pondérée des différents scénarios possibles). IFRIC 23 demande, par ailleurs, qu'un suivi de l'évaluation des incertitudes fiscales soit réalisé.

Le groupe reflète dans ses états financiers les incertitudes relatives aux traitements fiscaux retenus portant sur les impôts sur le résultat dès lors qu'il estime probable que l'administration fiscale ne les acceptera pas. Pour apprécier si une position fiscale est incertaine et en évaluer son effet sur le montant de ses impôts, le groupe suppose que l'administration fiscale contrôlera tous les montants déclarés en ayant l'entière connaissance de toutes les informations disponibles. Il base son jugement notamment sur la doctrine administrative, la jurisprudence ainsi que sur l'existence de rectifications opérées par l'administration portant sur des incertitudes fiscales similaires. Le groupe revoit l'estimation du montant qu'il s'attend à payer ou recouvrer auprès de l'administration fiscale au titre des incertitudes fiscales, en cas de survenance de changements dans les faits et circonstances qui y sont associés, ceux-ci pouvant résulter (sans toutefois s'y limiter), de l'évolution des législations fiscales, de l'atteinte d'un délai de prescription, de l'issue des contrôles et actions menés par les autorités fiscales.

Lorsqu'il est probable que les autorités fiscales compétentes remettent en cause les traitements retenus, ces incertitudes sont reflétées dans les charges et produits d'impôts par la contrepartie d'une provision pour risques fiscaux présentée au sein des passifs d'impôts.

Le Groupe Palatine fait l'objet de vérifications de comptabilité portant sur des exercices antérieurs. Les points rectifiés pour lesquels le groupe est en désaccord sont contestés de façon motivée et, en application de ce qui précède, une provision est comptabilisée à hauteur du risque estimé.

Les incertitudes fiscales sont inscrites suivant leur sens et suivant qu'elles portent sur un impôt exigible ou différé dans les rubriques du bilan « Actifs d'impôts différés », « Actifs d'impôts courants », « Passifs d'impôts différés » et « Passifs d'impôts courant ».

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2025	1er semestre 2024
Impôts courants	(15,6)	(7,5)
Impôts différés	(3,8)	(3,0)
IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT	(19,4)	(10,5)

Les règles du Pilier 2 de l'OCDE visant à la mise en place d'un taux d'imposition mondial minimum des sociétés fixé à 15 %, transposées en droit français par la loi de finances pour 2024 sont désormais applicables aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2024. Dans ce cadre, le Groupe BPCE applique l'exemption de comptabilisation d'impôts différés prévues par l'amendement à la norme IAS 12 de mai 2023 moyennant la fourniture d'informations complémentaires. BPCE, en tant qu'entité mère ultime de l'ensemble du Groupe BPCE, sera l'entité redevable de cette imposition complémentaire. Au regard des dispositions légales et conventionnelles à date, La Banque Palatine n'est pas assujettie à cette imposition complémentaire qui sera à la charge de BPCE.

A noter toutefois le cas particulier des juridictions où sont établies des entités dont la réglementation fiscale locale prévoit le paiement auprès de l'administration fiscale de l'éventuelle top-up tax due au titre de cette juridiction. Dans un tel cas, l'entité pourrait être amenée à acquitter, et donc comptabiliser, l'imposition complémentaire au titre de cette juridiction (législation fiscale toujours en cours d'adoption).

Rapprochement entre la charge d'impôts comptabilisée et la charge d'impôts théorique

	1er semestre 2025		1 semestre 2024	
	en millions d'euros	taux d'impôt	en millions d'euros	taux d'impôt
Résultat net (part du groupe)	42,9		34,2	
Variations de valeur des écarts d'acquisition	0,0		0,0	
Participations ne donnant pas le contrôle	0,0		0,0	
Quote-part dans le résultat net des entreprises mises en équivalence	(0,1)		(0,1)	
Impôts	19,4		10,5	
RÉSULTAT COMPTABLE AVANT IMPÔTS ET VARIATIONS DE VALEUR DES ÉCARTS D'ACQUISITION (A)	62,2		44,6	
Taux d'imposition de droit commun français (B)		25,83%		25,83%
Charge (produit) d'impôts théorique au taux en vigueur en France (A*B)	(16,1)		(11,5)	
Effet de la variation des impôts différés non constatés	0,0		0,0	
Effet des différences permanentes	0,7		0,8	
Impôts à taux réduit et activités exonérées	0,0		0,0	
Différence de taux d'impôts sur les revenus taxés à l'étranger	0,0		0,0	
Impôts sur exercices antérieurs et autres impôts ⁽¹⁾	(0,1)		0,2	
Effet des changements de taux d'imposition	0,0		0,0	
Autres éléments	(3,9)		0,0	
CHARGE (PRODUIT) D'IMPÔTS COMPTABILISÉE	(19,4)		(10,5)	
TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (CHARGE D'IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT RAPPORTÉE AU RÉSULTAT TAXABLE)		31,19%		23,54%

⁽¹⁾ dont 3,9 millions d'euros au titre de la surtaxe IS

Note 10 Autres informations

10.1 INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe Palatine est, conformément aux normes définies par le Groupe BPCE, présentée selon les 3 pôles suivants :

- la banque de proximité ;
- la gestion d'actifs ;
- les autres activités.

Le pôle "Banque de proximité" recouvre l'ensemble des activités de l'entité "Banque Palatine".

Le pôle "Gestion d'actifs" englobe l'ensemble des activités de la filiale de gestion d'actifs "Palatine Asset Management".

A ces deux pôles, il convient d'ajouter les "autres activités" regroupant Ariès Assurance, ainsi que les quotes-parts de résultats des sociétés mises en équivalence (Conservateur Finance).

L'analyse géographique des résultats sectoriels repose sur le lieu d'enregistrement comptable des activités, le produit net bancaire du Groupe Palatine étant intégralement réalisé en France.

	Banque de proximité		Gestion d'actifs		Autres activités		Total Groupe	
	30/06/2025	30/06/2024	30/06/2025	30/06/2024	30/06/2025	30/06/2024	30/06/2025	30/06/2024
<i>En millions d'euros</i>								
Produit net bancaire	192,2	176,3	7,6	7,5	0,4	0,4	200,2	184,3
Frais de gestion	(108,1)	(104,7)	(4,6)	(4,7)	(0,2)	(0,2)	(113,0)	(109,6)
Résultat brut d'exploitation	84,0	71,6	3,0	2,8	0,2	0,2	87,2	74,6
Coefficient d'exploitation	56,3%	59,4%	60,7%	62,4%	48,4%	49,3%	56,4%	59,5%
Coût du risque	(25,0)	(33,1)	0,0	0,0	0,0	0,0	(25,0)	(33,1)
Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
Gains ou pertes nets sur autres actifs	0,0	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,1
Variation de valeur sur les écarts d'acquisition	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Résultat courant avant impôts	59,0	41,6	3,0	2,8	0,3	0,3	62,3	44,7
Impôt sur le résultat	(18,6)	(9,7)	(0,7)	(0,7)	(0,1)	(0,1)	(19,4)	(10,5)
Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
RESULTAT NET (PART DU GROUPE)	40,5	31,9	2,2	2,1	0,3	0,3	42,9	34,2
TOTAL ACTIF	18 917,0	18 038,7	17,2	19,0	20,5	20,1	18 955,0	18 077,9

10.2 PARTENARIATS ET ENTREPRISES ASSOCIEES

Principes comptables : Voir Note 3

10.2.1 Participations dans les entreprises mises en équivalence

10.2.1.1 Partenariats et autres entreprises associées

Les principales participations du groupe mises en équivalence concernent les coentreprises et les entreprises associées suivantes :

<i>en millions d'euros</i>	30/06/2025	31/12/2024
Conservateur Finance	3,9	3,9
Sociétés financières	3,9	3,9
TOTAL DES PARTICIPATIONS DANS LES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	3,9	3,9

10.2.1.2 Données financières des principaux partenariats et entreprises associées

Les données financières résumées des coentreprises et/ou des entreprises sous influence notable significatives sont les suivantes, elles sont établies sur la base des dernières données disponibles publiées par les entités concernées :

<i>en millions d'euros</i>	Entreprises associées	
	Conservateur Finance	
	30/06/2025	31/12/2024
DIVIDENDES REÇUS	0,0	0,0
PRINCIPAUX AGRÉGATS		
Total actif	30,9	26,0
Total dettes	11,3	6,5
Compte de résultat		
Résultat d'exploitation ou PNB	9,8	18,2
Impôt sur le résultat	0,5	0,5
Résultat net	1,3	1,2
RAPPROCHEMENT AVEC LA VALEUR AU BILAN DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE		
Capitaux propres des entreprises mises en équivalence	19,6	19,4
Pourcentage de détention	20,00%	20,00%
VALEUR DES PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE	3,9	3,9

10.2.1.3 Nature et étendue des restrictions importantes

Le groupe n'a pas été confronté à des restrictions importantes associées aux intérêts détenus dans les entreprises associées et coentreprises.

10.2.2 Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence

<i>en millions d'euros</i>	1er semestre 2025	1er semestre 2024
Conservateur Finance	0,1	0,1
Sociétés financières	0,1	0,1
QUOTE-PART DANS LE RESULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN EQUIVALENCE	0,1	0,1

CHAPITRE 4 – Document accessible au public

Le présent document peut également être consulté sur les sites internet :

- de l'Autorité des Marchés Financiers : www.amf-france.org
- sur le site de la Banque Palatine : www.palatine.fr
Rubrique Votre banque, Qui sommes-nous ? Publications financières.

Des exemplaires du présent document sont disponibles sans frais au siège social de la Banque Palatine :
86 rue de Courcelles – 75008 PARIS.

Contacts

Christophe Facon – Directeur des finances
Téléphone : 01.43.94.74.49
Mail : christophe.facon@palatine.fr

Thierry Martinez – Directeur de la communication
Téléphone : 06.88.77.31.67
Mail : thierry.martinez@palatine.fr

SA au capital de 688 802 680 euros - Une société du Groupe BPCE - Siège social : 86, rue de Courcelles - 75008 Paris - Tél : 01 55 27 97 00 – 542 104 245 RCS Paris - BIC BSPFFRPPXXX - Swift BSPF FR PP - N° TVA intracommunautaire FR77542104245 - Membre de la Fédération Bancaire Française et couverte par le fonds de garantie des dépôts et de résolution - Intermédiaire en assurance immatriculé à l'Orias sous le numéro 07 025 988 - Titulaire de la carte professionnelle « Transaction sur immeubles et fonds de commerce sans détention de fonds » n° CPI 7501 2015 000 001 258 délivrée par la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Ile de France - garantie financière délivrée par la CEGC – 59, avenue Pierre Mendès France - 75013 Paris – Titulaire de l'identifiant unique REP Emballages Ménagers et Papiers n° FR231799_01MGUQ - **www.palatine.fr**